

13

La vie est pleine de surprises.
Certaines sont assurables.
Découvrez-en trois exemples
dans ce rapport annuel.

Groupe Vaudoise Assurances
Rapport annuel 2013

Siège social**Vaudoise Assurances****Place de Milan****Case postale 120****1001 Lausanne**

Tél. 021 618 80 80

Fax 021 618 81 81

Exemplaires supplémentaires à l'adresse susmentionnée.

Publié intégralement sur le site **www.vaudoise.ch****Renseignements financiers:**

Jean-Daniel Laffely

Directeur général adjoint, CFO & CRO

jlaffely@vaudoise.ch

Renseignements généraux:

Nathalie Follonier-Kehrli

Secrétaire générale

nfollonier@vaudoise.ch

Déclaration concernant des informations portant sur l'avenir

Ce rapport annuel contient des informations portant sur l'avenir et qui impliquent des incertitudes et des risques. Le lecteur doit en être conscient et ne considérer ces informations que comme des projections pouvant diverger des événements qui se produiront effectivement. Toutes les informations se fondent sur les données dont le Groupe Vaudoise Assurances dispose au moment de la rédaction du rapport annuel.

Ce rapport annuel est également disponible en allemand.

Le texte français fait foi.

Dates des assemblées générales 2014:**12 mai** (Vaudoise Assurances Holding SA) et**13 mai** (Mutuelle Vaudoise)**Dates des assemblées générales 2015:****18 mai** (Vaudoise Assurances Holding SA) et**19 mai** (Mutuelle Vaudoise)

Table des matières

Commentaires sur l'exercice 2013	04
Chiffres clés	06
Portrait et stratégie	08
Opérations d'assurances	12
Assurances non-vie	14
Assurances vie.....	16
Opérations financières.....	18
Gouvernance d'entreprise	28
Membres du conseil d'administration.....	30
Rapport sur les rémunérations	37
Organigramme fonctionnel.....	40
Membres de la direction.....	44
Comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013	52
Compte de profits et pertes consolidé.....	52
Bilan consolidé	54
Tableau de financement.....	56
Capitaux propres consolidés	57
Annexe aux comptes consolidés	58
Rapport du réviseur des comptes consolidés	74
Vaudoise Assurances Holding SA au 31 décembre 2013	82
Compte de profits et pertes.....	82
Bilan avant répartition du bénéfice.....	84
Annexe aux comptes annuels.....	86
Proposition de répartition du bénéfice.....	90
Statistique boursière	91
Rapport de l'organe de révision.....	92
Vaudoise Générale au 31 décembre 2013	94
Chiffres clés	94
Développement de la Compagnie depuis sa fondation.....	95
Vaudoise Vie au 31 décembre 2013	96
Chiffres clés	96
Développement de la Compagnie depuis sa fondation.....	97
Valorlife au 31 décembre 2013	98
Chiffres clés	98
Commentaires sur l'exercice	99
Mutuelle Vaudoise au 31 décembre 2013	100
Commentaires sur l'exercice	100
Compte de profits et pertes.....	101
Bilan avant répartition de l'excédent actif.....	102
Annexe aux comptes annuels.....	104
Proposition de répartition de l'excédent actif	105
Rapport de l'organe de révision.....	106

Commentaires sur l'exercice 2013

Message du Président et du CEO



Philippe Hebeisen,
Directeur général, CEO

Paul-André Sanglard,
Président du conseil d'administration

Chers sociétaires, chers actionnaires, chers clients,
chers collaborateurs, chers partenaires,

Présente, responsable, solide, engagée, telles sont les valeurs de la Vaudoise, telles sont les valeurs d'un groupe aux racines mutualistes bien ancrées dans son ADN. Le retour clair aux sources de la mutualité dans la stratégie suivie depuis 2012 s'avère gagnant sur tous les fronts.

Cette stratégie est tout d'abord synonyme de croissance. Notre bénéfice consolidé atteint CHF 126,4 millions contre CHF 122,2 millions en 2012. Ce nouveau très bon résultat s'explique par une croissance des affaires non-vie et vie sur le marché domestique nettement supérieure à la moyenne du marché suisse, ainsi que par une charge de sinistres et des coûts bien maîtrisés et des résultats de placements peu volatils.

L'ancrage mutualiste conduit ensuite le conseil d'administration et la direction à garantir un sain équilibre dans la répartition du bénéfice du Groupe entre les sociétaires, les clients, les actionnaires et la dotation de fonds propres. Conséquence de notre repositionnement, nous avons décidé, en 2012, de réintroduire une participation de nos clients aux bénéfices non-vie sous forme de rétrocessions de primes, selon un rythme triennal pour nos clients fidèles. A compter de 2014, nous avons choisi de passer à un rythme biennal, alternant une redistribution aux clients véhicules à moteurs et aux clients RC/Choses. A cette fin, le fonds de participation a été doté de CHF 28 millions. Les bons résultats du Groupe

ont également incité le Conseil à proposer une augmentation du dividende des actions de Vaudoise Assurances Holding. Ils permettent en outre de servir un excellent rendement des parts sociales. Nous poursuivons par ailleurs notre politique de renforcement des fonds propres qui atteignent CHF 1,3 milliard en 2013 (augmentation de 13,9% par rapport à 2012). Une base solide de fonds propres constitue en effet un critère de compétitivité reconnu sur la place financière suisse tant pour les assurances que pour les banques, a fortiori dans un environnement de taux qui demeurent bas et un contexte international encore instable. Rappelons que l'accroissement des fonds propres de notre Groupe est en corrélation claire avec l'augmentation du cours de l'action de la Holding.

Du point de vue de la gouvernance d'entreprise, le conseil d'administration mettra en œuvre, d'ici l'assemblée générale 2015, l'ensemble des dispositions prévues par l'Ordonnance contre les rémunérations abusives pour Vaudoise Assurances Holding SA de manière transparente et respectueuse de toutes les parties prenantes. Les statuts des autres sociétés du Groupe resteront par contre inchangés. La transparence sur les rémunérations sera assurée par la publication du rapport annuel du Groupe, adressé tant aux sociétaires qu'aux actionnaires. Pour la Mutuelle et les sociétés opérationnelles non cotées, un échelonnement des mandats des administrateurs, rééligibles tous les trois ans, nous paraît assurer une plus grande stabilité. A ce sujet, un rééchelonnement des mandats, rendu souhaitable suite au remplacement simultané de MM. Mehr et Stephan il y a deux ans, sera précisément proposé aux sociétaires lors de la prochaine assemblée générale. Mme Balet et M. Jornod se présenteront à une nouvelle élection avec une année d'avance, aux côtés de M. Kofmel.

Cette stratégie à long terme sera en outre déclinée de manière plus lisible en 2014 du point de vue de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE). La Vaudoise agit déjà de manière responsable par les valeurs qui l'animent. De plus, nous avons décidé de confier l'examen de l'état des lieux à Philias. Avec l'aide de cette fondation, nous allons promulguer une charte RSE et mettre en place un véritable concept qui permettra à toutes nos parties prenantes, tant internes qu'externes, de vivre et évaluer nos actions de manière plus transparente.

Du point de vue opérationnel, l'évolution positive de nos résultats nous conforte dans notre stratégie axée sur le marché suisse. Notre volonté de croître en Suisse alémanique reste une de nos priorités. La politique menée dans ce domaine depuis trois ans est une opération de longue haleine qui commence à porter ses fruits. Les affaires outre-Sarine croissent régulièrement tant grâce aux efforts de notre réseau d'agences que par le canal du courtage. Le rythme n'est pour l'heure pas encore aussi rapide qu'en Suisse romande mais il monte en puissance. Ce processus est par ailleurs soutenu par un programme de communication externe conçu pour la Suisse alémanique, que ce soit par la publicité ou le sponsoring. Notre présence en qualité de Presenting Sponsor du Tour de Suisse et notre partenariat avec la Weltklasse Zürich notamment sont autant de moyens d'asseoir l'image et la notoriété de la Vaudoise au cœur de cette région.

Globalement, les primes émises des affaires directes en assurances non-vie 2013 progressent de 4,2% par rapport à 2012 et s'établissent à CHF 744,7 millions dans un marché suisse qui progresse en moyenne de 1,4%. Tous les segments de clientèle et toutes les branches contribuent à cette progression. Le résultat technique de l'assurance non-vie atteint CHF 103,9 millions en 2013 contre CHF 115,5 millions en 2012. Notre ratio combiné

(rapport sinistres et frais sur primes) se monte à 92,4%, en augmentation de 3,2 points par rapport à 2012. Ce ratio demeure très favorable grâce à la bonne sinistralité des assurances de patrimoine. Cette hausse, à surveiller attentivement, est due à la détérioration de la sinistralité de première année, principalement dans la branche Perte de gain maladie. Le règlement des prestations doit toutefois continuer à être un de nos meilleurs atouts. Service après-vente d'une compagnie d'assurances, le règlement des sinistres, dont trois exemples illustrent ce rapport annuel, est la réalisation de la promesse de l'assureur. Notre politique doit rester basée sur la proximité, la simplicité et l'écoute. Nous souhaitons par ailleurs étendre le service à la clientèle par des prestations additionnelles. A cet égard, nous pouvons citer le concept de Corporate Health Management mis en place en 2013 pour la clientèle Entreprises.

En assurances vie, les primes émises directes ont reculé de 17% pour s'établir à CHF 640,3 millions. Cette décroissance s'explique par un recul de l'encaissement de Valorlife dans un contexte international instable. Vu le modèle d'affaires de cette société, cet élément n'a toutefois que très peu d'impact sur le résultat du Groupe. Quant à Vaudoise Vie, elle a connu une hausse de son portefeuille de produits de prévoyance à primes périodiques de 2,9% (marché suisse: -0,1%). Les produits à prime unique ont progressé de 10,9% grâce notamment au produit Serenity Plan offrant à notre clientèle une solution souple permettant d'assurer une rente sur une durée déterminée tout en participant à l'évolution des marchés financiers. Ce produit fait partie de notre nouvelle gamme de solutions moins sensibles au risque de taux d'intérêt. A noter à ce propos que les bons résultats de la Compagnie ont permis de renforcer la provision pour garantie de taux d'intérêt au niveau souhaité.

Les perspectives 2014 sont réjouissantes pour notre Groupe. Nous prévoyons un développement de nos portefeuilles au-dessus de l'évolution du marché suisse dans les branches de patrimoine et de personnes non-vie. Nous veillerons attentivement ce faisant au maintien de la qualité de la souscription et à l'évolution de la sinistralité si favorable ces dernières années.

Dans le domaine de l'assurance vie, nous continuons à miser sur la mutation du flux de production de nouvelles affaires au profit des assurances plus dynamiques qui bénéficient de garanties adaptées aux conditions du marché.

Nous maintiendrons par ailleurs les principes qui sont les nôtres dans la stratégie de placements. L'évolution des marchés financiers nous a conduits à augmenter raisonnablement nos placements en actions en maintenant un niveau de protection élevé sur cette classe d'actifs ainsi que sur les devises.

Nous suivons enfin avec attention l'évolution des conditions-cadre réglementaires, qui ne cessent de se renforcer (FATCA ou Loi sur les services financiers pour ne citer qu'elles), induisant une complexité accrue de nos processus et, partant, une augmentation des coûts de gestion. Dans ce contexte, la solidité des résultats et du bilan du Groupe Vaudoise Assurances nous permet d'envisager l'avenir avec confiance.

Au nom du conseil d'administration et de la direction, nous vous remercions, chers sociétaires, chers actionnaires, chers clients, chers collaborateurs et chers partenaires, de votre confiance et de votre fidélité.

Paul-André Sanglard
Président du conseil d'administration

Philippe Hebeisen
Directeur général, CEO

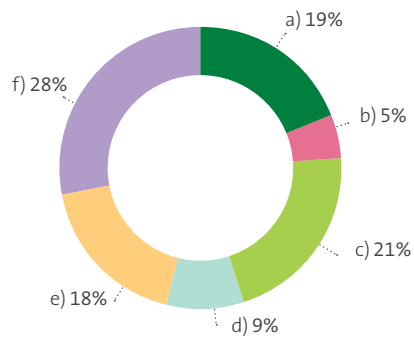
Chiffres clés (en millions de CHF)

Groupe Vaudoise Assurances (chiffres consolidés voir pages 52 à 73)	2013	2012	%
Primes émises brutes			
Assurances non-vie	752,5	721,8	+4,3
Assurances vie	642,4	774,2	-17,0
Assurances non-vie et vie	1'394,9	1'496,0	-6,8
Frais généraux	230,7	221,1	+4,3
Bénéfice de l'exercice	126,4	122,2	+3,4
Provisions techniques	9'512,5	9'702,9	-2,0
Placements	11'049,5	11'139,3	-0,8
Capitaux propres (avant répartition du bénéfice)	1'293,8	1'135,7	+13,9
Bénéfice par action nominative B	CHF 42,15	CHF 40,75	+3,4
Ratio combiné non-vie	92,4%	89,2%	+3,2 pts
Rendement des placements au compte de profits et pertes	3,0%	3,8%	-0,8 pt
Capitaux propres par action nominative B	CHF 431,27	CHF 378,55	+13,9
Rendement des fonds propres	10,4%	11,4%	-1,0 pt
Taux de solvabilité 1	415,7%	367,8%	+47,9 pts
Allocation au fonds de redistribution non contractuelle des excédents aux assurés	28,0	25,0	+12,0
Effectif des collaborateurs (équivalent plein temps)	1'233,0	1'186,0	+4,0
Vaudoise Assurances Holding SA (chiffres non consolidés voir pages 82 à 93)			
Dividende par action nominative A ¹⁾	CHF 0,20	CHF 0,20	
Dividende par action nominative B ¹⁾	CHF 11,00	CHF 10,00	+10,0

1) propositions du conseil d'administration

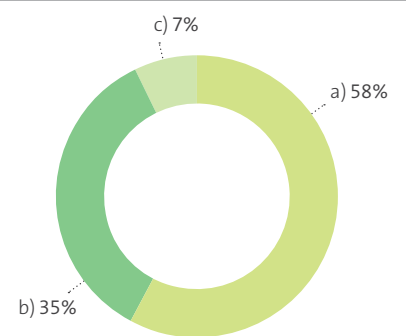
Primes par branche %

- a) Accidents / maladie
- b) Responsabilité civile
- c) Véhicules à moteur
- d) Incendie / diverses
- e) Vie pour propre compte
- f) Vie pour le compte du souscripteur



Répartition des primes sur le marché suisse %

- a) Suisse romande
- b) Suisse alémanique
- c) Suisse italienne



Réseau d'agences

- ☆ Agence générale
- Agence principale
- Agence locale



Portrait et stratégie

Des racines mutualistes au service de la proximité

Fondée en 1895 et détenue aujourd'hui encore par Mutuelle Vaudoise, Société coopérative, la compagnie fournit à ses clients un conseil et des solutions de haut niveau dans tous les domaines de l'assurance et de la prévoyance. Solidité, indépendance et proximité font de la Vaudoise une véritable alternative aux grands groupes. Il s'agit d'un partenaire de référence en Suisse, tant pour les particuliers et les indépendants que pour les PME et les collectivités publiques. Aujourd'hui, plus de 350'000 clients lui font confiance.

Le Groupe et ses valeurs

Solide

Depuis 1895, la Vaudoise est un des acteurs importants du marché suisse, grâce à ses racines mutualistes et sa vision stratégique à long terme. Les indicateurs économiques que sont le taux de solvabilité et le niveau de fonds propres témoignent de sa solidité.

Responsable

Nous engageons notre responsabilité et notre professionnalisme en faveur de nos clients et les accompagnons tout au long des étapes qui jalonnent leur existence.

Présente

Nous sommes proches de nos clients, aussi bien géographiquement que par notre disponibilité et notre écoute. Notre origine suisse ainsi que notre ancrage au niveau local et régional sont autant d'atouts pour une assurance qui se veut présente auprès de ses assurés et de ses partenaires.

Engagée

Partenaire actif et résolument engagé aux côtés de ses clients, la Vaudoise soutient de très nombreux acteurs socio-économiques qui font le dynamisme de nos régions. La Vaudoise participe activement à la vie économique, sportive et culturelle en soutenant diverses manifestations d'envergure nationale, cantonale ou régionale.

Ainsi, la Vaudoise sponsorise notamment le Tour de Suisse (Presenting Sponsor), le Tour de Romandie (Presenting Sponsor), Athletissima, Weltklasse Zürich, l'Opéra de Lausanne ou encore le Montreux Jazz Festival. Dès 2014, la Vaudoise sera également sponsor principal de l'Omega European Masters de golf de Crans-Montana.

La Vaudoise parraine par ailleurs la Fondation Compétences Bénévoles, Genilem Vaud-Genève, ciao.ch, IPT, la Fondation suisse pour le climat et depuis 2012 la Fondation Théodora (partenaire stratégique).



Tour de Romandie



Tour de Suisse



Montreux Jazz Festival



Weltklasse Zürich

Les axes stratégiques du Groupe

La nouvelle mutualité

Dotée d'une assise financière solide, la Vaudoise se développe dans le respect de ses valeurs et de ses racines mutualistes. Cette stratégie a conduit le conseil d'administration et la direction à décider de redistribuer une partie du bénéfice de Vaudoise Générale sous la forme de rétrocession de primes, selon un cycle triennal qui deviendra biennal dès 2014. Ainsi, en 2013–2014, les clients titulaires d'une assurance Responsabilité civile ou Choses (par exemple ménage ou commerce) auprès de la Vaudoise se sont-ils vu rétrocéder 15% de leur prime annuelle. Le succès de cette stratégie favorise le maintien de l'indépendance du Groupe.

De l'orientation Produits à l'orientation Clients

Nous mettons tout en œuvre pour que nos conseillers se différencient auprès de leurs clients Particuliers, Entreprises et Collectivités, par la qualité du conseil, des services et des solutions proposées, sur la base d'une relation de confiance et de proximité.

Innovation Produits / Services

La Vaudoise propose à ses clients des solutions qui répondent à tous leurs besoins dans les domaines de l'assurance et de la prévoyance. Dans ce cadre, elle applique une démarche systématique d'innovation pour se démarquer de la concurrence.

Elle intervient en principe en qualité de porteur de risques et, selon les besoins, de fournisseur de solutions externes proposées par des partenaires sélectionnés. C'est le cas notamment de l'assurance de protection juridique (Orion), l'assurance vie collective (Swiss Life), l'assurance maladie (Groupe Mutuel), l'assurance transports (TSM), l'assurance des animaux (Epona), l'assurance des objets d'art (Uniqa) et l'assurance caution (TSM).

Concentration sur le marché suisse

La Vaudoise se différencie de ses concurrents par une stratégie orientée sur le marché suisse.

Lancé en 2011, le plan d'action Suisse alémanique porte ses premiers fruits. Après avoir stagné durant plusieurs années, la croissance du portefeuille dans cette région progresse désormais de manière positive tant du point de vue du canal des agences générales que du courtage. Il s'agit d'une opération de longue haleine dont le développement prioritaire se poursuit au sein du Groupe.

En 2013, les primes du Groupe sur le marché suisse se répartissent entre la Suisse romande: 58%, la Suisse alémanique: 35% et le Tessin: 7%.

Distribution multicanal

La Vaudoise propose ses conseils, services et produits au travers de plusieurs canaux de distribution, constitués par son réseau d'agences, ses partenaires courtiers, ses partenaires de distribution et via Internet et le marketing direct, en respectant le libre choix de ses clients. Elle voue une attention particulière à l'efficacité de son réseau d'agences et de conseillers.

Depuis 2013, notre réseau de vente, qui comprend quelque 90 points de vente dont 37 agences générales, est organisé en trois régions: le marché Suisse romande, dont la responsabilité a été confiée à M. Philippe Moix, précédemment agent général à Sion, le marché Suisse alémanique et le Tessin qui sont actuellement sous la conduite directe du chef de département, M. Charly Haenni. Outre la rénovation des agences de Delémont, La Broye, Pully et St-Gall et la rénovation d'une dizaine d'agences principales et locales, nous avons ouvert deux nouveaux points de vente à Viège et à Blonay.

Six nouveaux agents généraux ont rejoint notre compagnie en 2013. Il s'agit de MM. Thierry Zenker, à Renens, Andy Siegenthaler, à Aarau, François Cardinaux, à l'agence Riviera (Vevey-Montreux), Matthias Blättler (collaborateur Vaudoise depuis 2006), à Bellinzone, Andrea Demola, à Sursee et Georges Tavernier, à Sion.

Le courtage est devenu au fil des ans un canal essentiel pour la Vaudoise. Notre organisation en tient compte et s'adapte aux nouveaux besoins. Ainsi, nos services courtiers de direction, situés respectivement à Lausanne, Zurich (Dübendorf) et Lugano, sont les interlocuteurs des courtiers dont le rayon d'action dépasse le territoire d'une agence ou d'une région. Plus de 70% des primes sous mandat de gestion sont générées par ces trois entités. En phase avec notre politique de proximité, nos agences générales peuvent, quant à elles, travailler directement avec des partenaires courtiers. Nous avons renforcé notre organisation en créant des postes de conseillers aux courtiers d'agence à leur attention.

Afin de promouvoir les relations avec nos autres partenaires, un nouveau responsable pour le développement et la promotion des partenariats a été engagé.

Quant à notre présence sur internet, elle se fait principalement à travers nos sites Click2Drive.ch et Click2Ride.ch, dévolus à la vente d'assurances automobile et motorcycle. Ce canal de distribution connaît un développement constant et contribue à la croissance nette du portefeuille d'assurances véhicules à moteur de la Vaudoise.

Croissance et rentabilité

Le développement des affaires respecte des normes de solvabilité supérieures aux exigences et au marché, ce qui ne dispense pas la Vaudoise de rester compétitive à l'égard de ses clients cibles.

La Vaudoise désire offrir des rendements attractifs et stables par une combinaison de revenus fixes, comme les obligations et les prêts aux collectivités, des valeurs tangibles, comme l'immobilier, des hypothèques pour sa clientèle d'assurances ainsi que des placements en actions et en investissements alternatifs.

Processus de travail simplifiés

La Vaudoise facilite les échanges quotidiens entre ses clients, collaborateurs et partenaires en recherchant l'efficacité opérationnelle et en recourant à la technologie la plus appropriée.

Ainsi, la compagnie opère actuellement une mue informatique importante permettant une optimisation des processus de travail et du service à la clientèle. En 2013, le système Lync a été déployé auprès de l'ensemble des collaborateurs. Ce logiciel leur permet de connaître la disponibilité de leurs collègues, de téléphoner, partager des documents ou organiser des séances via leur PC. Cette technologie permet de conjuguer flexibilité du temps de travail et performance.

Plusieurs projets informatiques destinés à la clientèle ont été initiés en 2013. Ils se concrétiseront en 2014 et 2015.

Gestion des risques et des investissements

Nous souhaitons assurer notre assise financière solide par une politique d'investissement et de gestion des risques conservatrice et durable au profit de toutes les parties prenantes.

La Vaudoise poursuit ainsi une politique d'investissements très largement diversifiée par classe d'actifs, pays et secteurs permettant de réduire efficacement le risque lié à cette activité.

En 2013, la Vaudoise a complété son dispositif de gestion des risques par la nomination d'un compliance officer Groupe, chargé de coordonner la conformité au sein du Groupe.

Employeur attractif

La politique des ressources humaines de la Vaudoise est basée sur la responsabilité partagée et le respect. Elle offre à ses collaboratrices et collaborateurs un climat de travail motivant et permettant de conjuguer vie professionnelle et vie privée. Ses systèmes de rémunération encouragent la performance individuelle et collective (voir pages 37 à 39).

En 2013, M. Karim Abdelatif a rejoint la Vaudoise en qualité de responsable du département RH. Il a pour mission de renforcer la politique de formation de la Vaudoise et les programmes de développement des quelque 1'500 collaboratrices et collaborateurs du Groupe, dont une centaine d'apprenants.

Responsabilité sociale

Les valeurs de la Vaudoise conduisent ses collaboratrices et collaborateurs à exercer leurs activités dans le respect et la promotion d'une responsabilité économique, sociale et environnementale. Conformément au Code de déontologie publié en 2012, la Vaudoise recherche notamment l'amélioration continue des conditions de travail, la transparence de la gouvernance d'entreprise, la prévention de la corruption et de la fraude, ainsi que le respect des intérêts de ses clients et fournisseurs.

En 2013, la Vaudoise a initié, en partenariat avec Philiass, une démarche d'analyse de son positionnement en matière de responsabilité sociale. Un comité, réunissant des représentants des principales unités de l'entreprise, a été créé et élabore actuellement une charte de responsabilité sociale pour le Groupe. Celle-ci servira de ligne directrice à la direction et aux collaborateurs et rendra plus lisible la stratégie et les actions de la Compagnie en la matière.

Opérations d'assurances

Croissance réjouissante dans toutes les branches sur le marché suisse

La Vaudoise réalise cette année encore un très bon résultat opérationnel tant au niveau de l'encaissement que de la charge de sinistres.

Les primes non-vie progressent de manière soutenue (4,2% contre 3,2% en 2012). Toutes les branches contribuent à cette évolution positive de manière plus ou moins marquée. Ainsi, les assurances de personnes pour la clientèle Entreprises ont particulièrement performé avec une progression de 9,1% en assurances Maladie collective perte de gain et 2,8% en assurances Accidents. Dans le segment Particuliers, les assurances Véhicules à moteur, branche la plus importante en volume pour la Vaudoise, progressent de 4,2%.

La charge de sinistres globale augmente légèrement. Son niveau demeure toutefois très satisfaisant avec un ratio combiné de 92,4%.

Quant aux assurances vie, elles sont en croissance sur le marché suisse. Les primes périodiques croissent de 2,9%, principalement grâce au produit phare RythmoCapital qui reste une valeur sûre très appréciée de la clientèle, alors que le marché décroît globalement de 0,1%. Les primes uniques évoluent de 10,9% dans un marché suisse en décroissance (-3,4%). Le nouveau produit SerenityPlan connaît dans ce domaine un départ très prometteur. Sur le marché étranger, notre filiale Valorlife voit son chiffre d'affaires diminuer de 27,7% dans un contexte international instable. Rappelons toutefois qu'il s'agit de placements pour le compte et aux risques du souscripteur qui n'influencent que de manière très marginale le résultat de la société et du Groupe. Grâce à la bonne qualité du portefeuille et la gestion rationnelle des coûts, le bénéfice de Valorlife est en nette progression (CHF 6,8 millions contre CHF 4,5 millions en 2012).

	Primes émises brutes en milliers de CHF			Prestations payées brutes en milliers de CHF		
	2013	2012	+/- %	2013	2012	+/- %
Ensemble des affaires						
Affaires directes ...	1'384'959	1'486'332	-6,8	1'426'338	1'354'185	5,3
Affaires indirectes ...	9'953	9'667	3,0	7'508	7'406	1,4
Total	1'394'912	1'495'999	-6,8	1'433'846	1'361'591	5,3
Affaires directes						
Assurances non-vie ...	744'651	714'869	4,2	522'391	473'806	10,3
Assurances vie ...	640'308	771'463	-17,0	903'947	880'379	2,7
Total	1'384'959	1'486'332	-6,8	1'426'338	1'354'185	5,3
Affaires indirectes						
Assurances non-vie ...	7'831	6'949	12,7	5'035	4'782	5,3
Assurances vie ...	2'122	2'718	-21,9	2'473	2'624	-5,7
Total	9'953	9'667	3,0	7'508	7'406	1,4

Assurances non-vie

Nos spécialistes observent en permanence le marché et sont particulièrement attentifs à l'évolution des besoins des automobilistes. Ils sont ainsi en mesure d'adapter de manière régulière notre offre de produits et de services. La modularité de nos couvertures, permettant l'intégration d'options judicieuses, est particulièrement appréciée par nos assurés. Ainsi, le nouveau produit pour les camping-cars «Avenue Camper», destiné à une clientèle avide d'évasion, contribue par exemple à ce succès.

Nous nous attachons également à la simplification des processus de conclusion qui favorise l'autonomie des conseillers du service externe et soutient notre croissance tout en respectant nos critères de rentabilité.

La sélection objective des risques accompagnée d'un suivi proactif de la qualité du portefeuille restent les meilleurs garants de notre objectif stratégique de croissance rentable sur le long terme. Une gestion de proximité des cas de sinistres ainsi qu'un niveau de professionnalisme élevé dans le traitement des dommages corporels graves sont également des facteurs primordiaux de succès.

Assurances de patrimoine

Les assurances de patrimoine, qui représentent près des deux tiers des primes émises de Vaudoise Générale, affichent de très bons résultats 2013. Après une progression de 2,4% en 2012, ces branches réalisent une croissance des primes émises de 3,4% pour atteindre un total de quelque CHF 488 millions.

Malgré quelques événements majeurs, le niveau de sinistralité 2013 reste favorable. Il avoisine en cela le bon résultat de 2012. Une tendance légèrement haussière est toutefois constatée dans certains domaines. Cette évolution sera observée de manière très attentive en 2014.

Assurances Véhicules à moteur

Sur le marché automobile suisse, les ventes de voitures neuves présentent en 2013 une baisse de 6,2% par rapport à l'année précédente. Le recul concerne l'ensemble des régions mais est plus marqué en Suisse centrale. Avec 307'885 nouvelles immatriculations, on se situe toutefois largement au-dessus de la moyenne des années de 2000 à 2012. L'effet cyclique de saturation du marché, selon les analystes, devrait se faire sentir en 2014, avec une légère baisse des immatriculations, compensée partiellement par le dynamisme de l'économie globale. L'année 2013 aura en outre été marquée par les forts orages de grêle qui se sont abattus au printemps dernier. Les cantons alémaniques et la Suisse romande, de Genève à Neuchâtel en passant par la Côte et le Pied du Jura ont été lourdement frappés.

Du point de vue des affaires, la branche des assurances Véhicules à moteur de Vaudoise Générale présente une croissance largement supérieure au marché de 4,2% par rapport à l'exercice précédent. Le montant des primes émises s'élève à plus de CHF 300 millions et représente environ 40% du chiffre d'affaires de Vaudoise Générale. Celle-ci détient désormais 5,3% de parts de marché en Suisse. La charge de sinistres de l'année s'est trouvée légèrement dégradée par les épisodes de grêle du printemps par rapport à 2012 mais demeure à un niveau très satisfaisant.

Les sondages et résultats réalisés en 2013 placent la Vaudoise dans le peloton de tête des assureurs automobiles. Ils confirment ainsi que notre stratégie – qui privilégie le conseil, un traitement rapide des sinistres, l'innovation dans les produits et les services tout en maintenant un très bon rapport qualité/prix – répond clairement aux attentes de la clientèle.

Assurances Responsabilité civile

En assurances Responsabilité civile générale, le volume des primes a augmenté de 1,8% par rapport à l'année 2012, ce qui représente plus d'un million de francs. Comme l'année passée, cette hausse est principalement due à la bonne marche des affaires dans le segment Entreprises avec une progression de l'ordre de 2%. Cette performance est à souligner dans un marché soumis à une très forte concurrence sur les prix qui, bien souvent et notamment pour les comptes importants, sont en-dessous de ce qui peut être considéré comme acceptable du point de vue de la rentabilité.

Après avoir réalisé un résultat très légèrement positif en 2012, le segment des assurances Responsabilité civile privée poursuit cette tendance positive qui s'est accentuée en 2013 par une augmentation d'environ 1%.

La charge de sinistres de cette branche s'est dégradée, tout en restant à un niveau acceptable, après une année 2012 exceptionnellement favorable.

Assurances Choses

Pour le domaine des assurances Choses (Incendie et autres dommages aux biens), nous enregistrons une progression des primes émises supérieure à celle de l'année précédente avec un résultat de 2,3%. Cette progression est d'autant plus réjouissante que plusieurs facteurs freinent la croissance dans cette branche, à savoir notamment une forte pression sur les prix et l'évolution négative de l'indice de l'inventaire du ménage.

En effet, pour les assurances ménage (produit «Home in One») la somme d'assurance est déterminée à la conclusion du contrat. Cette somme évolue les années suivantes en fonction de l'indice de l'inventaire du ménage afin de conserver une valeur aussi exacte que possible par rapport à l'évolution générale des prix et de la valeur de l'inventaire assuré. Pour 2013, cet indice est passé de 216 à 208, soit une diminution de l'ordre de 3,7%, ce qui a fortement influencé les primes émises de ce domaine.

En parallèle, nous avons observé que de plus en plus de clients optent pour une somme d'assurance inférieure à la valeur réelle en sous-estimant la valeur de leur inventaire du ménage. Cette situation de sous-assurance peut engendrer une situation très délicate pour le client concerné étant donné que, lors d'un sinistre,

l'indemnité est réduite proportionnellement à la sous-assurance constatée. Nous avons donc mis en place une action particulière avec le réseau de vente afin de sensibiliser nos clients à l'importance d'une valeur d'assurance correctement fixée.

Nous avons par ailleurs procédé au lancement de notre nouvelle solution pour les assurances de bâtiments (produit «Building»). Les premiers résultats ainsi que les réactions des clients et du service externe sont très encourageants. Cela a fortement contribué à la bonne marche des affaires de la branche en 2013 et devrait se poursuivre l'année à venir.

Alors que l'année 2012 présentait une charge de sinistres plutôt élevée pour la branche, le résultat de l'année est d'un très bon niveau malgré les intempéries et événements de grêle qui ont marqué la période sous revue.

Assurances de personnes non-vie

Dans le domaine des assurances de personnes non-vie, nous avons développé en 2013 un concept pour nos clients tendant à professionnaliser la gestion de la santé dans les entreprises. Notre service de Corporate Health Management (CHM) propose en effet une approche complète de la gestion des cas de maladie et accidents, laquelle repose sur trois axes: prévenir, gérer et accompagner. En étroite collaboration avec nos partenaires, nous pouvons intervenir sur des thèmes très particuliers, tels que la gestion du stress, le mobbing, le coaching ou encore la gestion des absences. Dans un contexte de conjoncture économique suisse toujours plutôt favorable, la Vaudoise a continué à tirer son épingle du jeu dans ces branches.

La croissance annuelle 2013 a été en ligne avec les années précédentes en assurances Accidents (avec le franchissement du seuil symbolique de CHF 100 millions en assurance obligatoire LAA) et a battu tous ses records en Perte de gain maladie collective. Des grandes sociétés privées et institutions publiques aussi bien que des PME ont contribué à ces bons résultats, tant via des courtiers que par le réseau interne.

Si les prestations en assurances Accidents diminuent légèrement par rapport à l'exercice précédent, la charge de sinistres s'est péjorée en assurances Maladie collective perte de salaire, tant en raison d'une vive pression concurrentielle sur les primes que par des dégagements sur sinistres des années antérieures, inférieurs aux exercices précédents.

Pour les particuliers, nous continuons à observer une décroissance du volume de primes des branches d'assurances individuelles, avec cependant des rentabilités équilibrées en Maladie et flatteuses en Accidents.

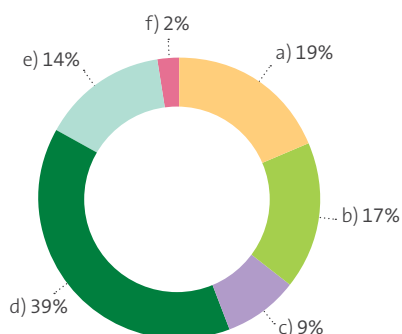
Dès le 1^{er} janvier 2014, de nouvelles bases techniques LAA sont entrées en vigueur. Ces dernières ont contraint les assureurs à renforcer leurs réserves et à procéder à des ajustements tarifaires idoines. Afin de renforcer l'adéquation de notre offre avec les besoins de nos clients et prospects, nous optimiserons nos solutions services et produits et continuerons de promouvoir le CHM.

Evolution des affaires directes non-vie

Opérations d'assurances	Primes émises brutes en milliers de CHF			Prestations payées brute en milliers de CHF		
	2013	2012	+/- %	2013	2012	+/- %
Accidents	140'575	136'808	2,8	94'969	86'238	10,1
Maladie	126'090	115'578	9,1	107'000	88'107	21,4
Responsabilité civile	63'863	62'718	1,8	35'434	31'868	11,2
Véhicules à moteur	289'609	277'880	4,2	207'516	188'425	10,1
Incendie et autres dommages	106'395	103'954	2,3	67'252	69'725	-3,5
Diverses	18'118	17'931	1,0	10'221	9'443	8,2
Total	744'651	714'869	4,2	522'391	473'806	10,3

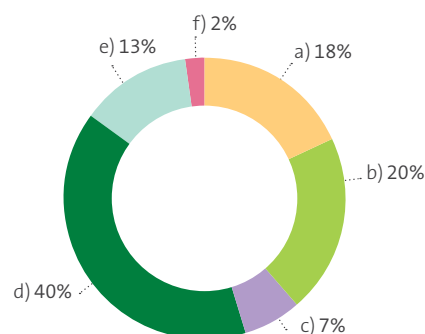
Répartition des primes %

- a) Accidents
- b) Maladie
- c) Responsabilité civile
- d) Véhicules à moteur
- e) Incendie et autres dommages
- f) Diverses



Répartition des prestations %

- a) Accidents
- b) Maladie
- c) Responsabilité civile
- d) Véhicules à moteur
- e) Incendie et autres dommages
- f) Diverses



Assurances vie

Le défi des taux d'intérêt bas

Marché suisse

Suite aux nombreuses turbulences qui ont secoué l'économie mondiale en 2012, l'année sous revue peut être qualifiée d'année de transition. Alors que les Etats-Unis reprennent des couleurs malgré une dette publique colossale, l'Europe peine à décoller tandis que la Chine affiche une croissance toujours impressionnante. Dans un environnement de taux d'intérêt en très légère hausse, la rentabilité des produits d'assurances vie avec composante d'épargne garantie fait l'objet d'une attention toute particulière. L'autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA a recommandé aux sociétés d'assurances de se montrer prudentes dans la constitution de réserves. Bien que la clientèle US n'a jamais constitué une cible, l'adaptation des processus pour la mise en conformité avec l'accord FATCA a d'ores et déjà mobilisé passablement de ressources. Malgré les directives réglementaires toujours plus strictes et le contexte économique en demi-teinte, l'encaissement des primes des affaires vie a progressé de 5,1% à CHF 265 millions. Ce résultat a largement dépassé nos attentes.

Dans ce contexte de reprise économique précaire, les clients optent avant tout pour des solutions classiques. Les assurances mixtes traditionnelles avec des capitaux garantis en cas de vie à l'échéance affichent une croissance réjouissante, alors que l'intérêt pour des polices liées à des fonds est marginal. Malgré tout, dans cet environnement encore fragile, la production des affaires vie à primes périodiques augmente de 2,9% à CHF 187 millions. Devant la difficulté récurrente de rémunération des capitaux, Vaudoise Vie n'a pas modifié sa politique et considère toujours les produits à primes uniques traditionnels comme étant non stratégiques. En cas d'évolution positive des taux d'intérêt, la pertinence de cette position sera naturellement réévaluée.

Par contre, la compagnie profite de chaque opportunité pour compenser cette baisse de production par la commercialisation de produits dits de nouvelle génération plus faiblement exposés au risque d'intérêt.

A cet égard, elle a tout d'abord mis sur le marché une nouvelle tranche du produit à composante financière TrendValor12 pour un montant de CHF 10 millions.

Elle a également commercialisé un nouveau produit alternatif aux rentes viagères, le plan de prélèvement Serenity Plan qui, après 7 mois de commercialisation, a permis d'enregistrer CHF 34,1 millions.

Le renouvellement de la gamme de produits a trouvé un écho très positif dans le marché, puisqu'il a permis une croissance des produits à prime unique de 10,9% à CHF 78 millions.

Les prestations décès et invalidité ont diminué de 13,9% en 2013.

Marchés étrangers

Valorlife est une société du Groupe Vaudoise Assurances fondée en 1998 dont le siège est au Liechtenstein. La création d'une filiale à Dublin en 2009 a généré de nouvelles opportunités, notamment la diversification de nos produits pour la clientèle étrangère.

En 2013, le ralentissement du volume du chiffre d'affaires sur le marché italien, marché principal pour Valorlife, a entraîné une réduction du nombre de contrats conclus. L'encaissement des primes, qui s'élève à CHF 377 millions, est donc conforme à nos attentes.

Malgré des rachats résultant de la crise financière, le bilan n'a que peu baissé et s'établit à CHF 4,5 milliards. Le bon positionnement de Valorlife, en relation avec une excellente réputation auprès de la clientèle internationale et de ses conseillers, se reflète également dans le résultat annuel de CHF 6,8 millions.

Les chiffres clés de Valorlife se trouvent en page 98 du présent rapport.

Evolution des affaires directes vie

	Primes émises brutes en milliers de CHF			Prestations payées brutes en milliers de CHF		
	2013	2012	+/- %	2013	2012	+/- %
Assurances individuelles						
Capitaux.....	580'816	732'891	-20,8	122'914	117'870	4,3
Rentes.....	55'960	34'990	59,9	51'216	50'389	1,6
Invalidité indépendante.....	3'533	3'582	-1,4	1'683	2'011	-16,3
Total.....	640'308	771'463	-17,0	175'813	170'270	3,3

	Rachats en milliers de CHF		
Assurances individuelles.....	728'134	710'109	2,5
Total des prestations et rachats.....	903'947	880'379	2,7

	Production en milliers de CHF			Portefeuille en milliers de CHF		
	2013	2012	+/- %	2013	2012	+/- %
Assurances individuelles						
Capitaux.....	791'682	1'023'618	-22,7	10'839'053	11'124'306	-2,6
Rentes.....	33'192	21'520	54,2	645'889	635'984	1,6
Invalidité indépendante.....	47'948	49'123	-2,4	719'827	722'595	-0,4
Total.....	872'822	1'094'261	-20,2	12'204'769	12'482'886	-2,2

Opérations financières

Des résultats financiers positifs

La stratégie du Groupe, essentiellement basée sur des catégories de placement assurant un revenu régulier, a été poursuivie. Elle s'axe principalement sur une durée élevée et une large diversification de nos investissements. Les bons revenus des titres à revenus fixes et variables permettent l'atteinte de résultats financiers 2013 favorables.

Politique et activité de placement

L'appui des banques centrales

Les politiques monétaires des banques centrales sont restées très accommodantes dans les pays développés durant l'année 2013. La Réserve fédérale américaine (FED) a poursuivi sa stratégie de «Quantitative Easing». En mai 2013, la FED a entamé une première discussion sur la possible réduction de ses achats («tapering») avant fin 2013. En décembre de cette même année, elle a décidé finalement de réduire ses injections de 10 milliards de dollars par mois.

La Banque centrale européenne (BCE) a procédé en mai 2013 à une baisse de son taux directeur. La Banque du Japon (BoJ) a annoncé, quant à elle, en avril 2013, le doublement de la base monétaire japonaise sur deux ans.

Ces différentes interventions ont eu plusieurs effets sur les marchés, notamment sur les marchés actions des pays développés comme le S&P 500 qui a réalisé sa meilleure performance annuelle depuis 1997. D'autre part, l'intervention de la BoJ a entraîné une importante dévaluation du Yen et une excellente performance du Nikkei, lequel termine l'année 2013 par une hausse de 56,7%. En revanche, l'annonce en mai 2013 de la FED d'un probable «tapering» a eu pour conséquence d'inverser l'abondante liquidité des pays développés vers les pays émergents, dévaluant et ainsi pénalisant leurs monnaies et leurs marchés actions. Cela explique également la remontée des taux longs aux Etats-Unis, en Europe et en Suisse.

Concernant les taux de change, le maintien du plancher minimal fixé par la Banque nationale suisse de CHF 1,20 pour EUR 1,00 a permis de conserver l'euro proche de cette limite, renforçant cette

monnaie de 1,5%. Le dollar américain s'est, quant à lui, déprécié de 2,8% face au franc suisse.

En 2013, le marché suisse de l'immobilier a poursuivi sa croissance et sa bonne performance, ceci malgré la décision du Conseil fédéral de mettre en œuvre, dès septembre, un volant anticyclique de fonds propres sectoriels. Concrètement, cela signifie que les banques suisses doivent allouer davantage de fonds propres au segment des crédits garantis par des immeubles d'habitation en Suisse. Cela renchérit quelque peu les opérations de crédit pour les bailleurs de fonds et retire ainsi une part de leur attrait. Malgré cette mesure, les investissements immobiliers réalisés en 2013 ont atteint un niveau record. L'intense activité dans le secteur du bâtiment, parallèlement à une forte demande, n'a pas faibli: plus de 60'000 unités ont été achevées en Suisse en 2013 ou le seront en début d'année 2014.

Dans ce contexte économique marqué par une politique accommodante des banques centrales, nous avons légèrement relevé la part des revenus variables. Toutefois, notre allocation d'actifs stratégique demeure sans changement, suite à notre exercice annuel d'optimisation des risques, et reste principalement axée sur les revenus fixes. A noter que nous avons affiné notre modèle d'optimisation des risques en intégrant des contraintes quant à l'impact sur les résultats annuels.

Un portefeuille obligataire d'excellente qualité

Eu égard à la faible rémunération des titres à revenus fixes de qualité et à notre capacité de prise de risques, nous avons continué notre mouvement de réduction de notre portefeuille obligataire et de nos prêts aux collectivités à 54,5% de nos actifs (59,3% en 2012 et 63,9% en 2011). Ces placements sont composés de titres d'excellente qualité, parmi lesquels 28% sont constitués de rating «AAA», 29% de rating «AA» et 30% de rating «A». Nous avons gardé une durée moyenne élevée de nos investissements pour répondre aux besoins de nos engagements d'assurances, eux aussi de longue durée. Notre plus importante exposition géographique est constituée du marché suisse, suivie des marchés américains et européens. Ces portefeuilles ont également une diversification sectorielle et géographique de qualité. A noter enfin que nos engagements dans les pays européens dits périphériques (GIIPS) sont toujours très modestes et s'élèvent à moins d'un demi-pourcent des actifs.

Suisse romande. Après avoir procédé à un rating et à une analyse approfondie des objets de notre parc immobilier, nous avons mis sur le marché 10 immeubles et réalisé des ventes pour un montant de CHF 56,2 millions. La valeur de notre parc atteint ainsi 1,25 milliard de CHF (CHF 1,17 milliard en 2012), de sorte que notre part dans l'immobilier s'est accrue à 19,2% (18,5% en 2012).

Les prêts hypothécaires poursuivent leur croissance

Nous considérons nos prêts hypothécaires comme une classe d'actifs nous permettant de diversifier nos investissements à revenus fixes. Ils font en outre partie intégrante de notre stratégie de conseil global auprès de notre clientèle. C'est en 2010 que nous avons décidé de redynamiser notre offre et notre positionnement en produits hypothécaires. Nous avons poursuivi cette stratégie si bien que leur part dans l'allocation globale de nos actifs est passée à 4,6%, contre 3,7% à fin 2012, conformément à nos objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Titres à revenus variables en augmentation

Cette classe d'actifs est principalement constituée d'actions et d'investissements alternatifs. Il est à relever l'excellente performance 2013 des actions qui explique en partie l'accroissement de 7,7% en 2012 à 11,1% à fin 2013. Notre portefeuille d'actions s'axe principalement sur une gestion passive (indicielle), afin de minimiser les frais de gestion, et se compose de 40% en actions suisses et de 60% en actions étrangères.

Eu égard à l'importance de notre portefeuille d'actions et à notre volonté de contrôler les risques de manière générale, nous avons mis en place une stratégie de protection contre les pertes élevées sur une part prépondérante de ce portefeuille, par l'utilisation de produits dérivés.

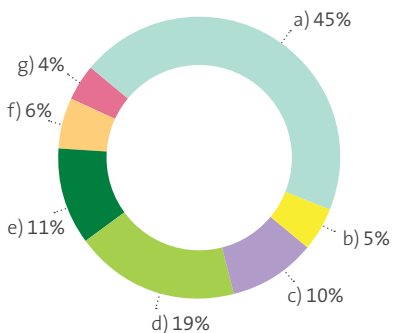
En 2010, un portefeuille de placements alternatifs diversifiés a été constitué sur mesure. La gestion de ce propre fonds de «Hedge Funds» est déléguée à une entreprise spécialisée dans ce domaine d'activité et sa surveillance est assurée par nos experts internes. Lors de l'exercice 2013, cette structure a moins bien performé que le marché des actions, ce qui n'est pas surprenant au vu de sa faible corrélation par rapport à cette classe d'actifs. Additionnée à nos investissements dans des portefeuilles de «Private Equity», notre part dans les investissements alternatifs s'est réduite de 7,0% en 2012 à 5,5% en 2013.

En début d'année 2013, comme mentionné précédemment, nous avons relevé la part des revenus variables. Ainsi, en tenant compte des autres titres à revenus variables détenus à long terme, des participations et des instruments financiers dérivés, cette classe d'actifs représente au total 21,6% de l'ensemble des placements, contre 18,3% une année auparavant.

Risque de change sous contrôle

Nous considérons que les risques de change sont mal rémunérés et avons en conséquence maintenu un taux de couverture de change élevé durant l'exercice, à savoir plus de 80% de notre exposition en monnaies étrangères.

Allocation des actifs en % au 31 décembre 2013



- a) Obligations et autres titres à revenus fixes
- b) Prêts hypothécaires
- c) Prêts aux collectivités
- d) Immobilier
- e) Actions
- f) Produits alternatifs
- g) Autres titres à revenus variables

Rigueur de mise dans l'achat et la vente d'objets immobiliers

Dans un marché immobilier suisse offrant toujours un rendement nettement plus élevé que les placements en revenus fixes, nous avons continué la mise en œuvre de notre stratégie de placement immobilier, en mettant l'accent sur l'amélioration de notre parc existant par des rénovations et densifications et en investissant dans des projets de construction au bénéfice de bonnes macro et micro-situations. Cette stratégie est complétée par des ventes ponctuelles d'objets ne correspondant plus à nos critères. De par les signes de surchauffe de ce secteur, nous avons poursuivi notre politique de rigueur dans la sélection de projets et d'achats immobiliers. Ainsi, sur 298 dossiers reçus pour analyse, nous n'avons concrétisé l'achat que de 4 projets immobiliers, dont 1 en Suisse alémanique (Lenzburg) et 3 en Suisse romande (Fribourg, Lausanne et Pully), pour un montant total d'investissement de CHF 120,9 millions. En 2013, nous avons livré 234 appartements, 8 600 m² de surfaces commerciales et administratives et démarré 3 chantiers dont 2 en Suisse alémanique et 1 en

Résultats des placements

Lors de l'exercice 2013, le volume de nos placements a diminué de CHF 89,7 millions à CHF 11'049,5 millions. Hors placements pour le compte et au risque du souscripteur, cette évolution est positive de CHF 193,6 millions à CHF 6'535,6 millions.

Nos produits courants sur les placements ont progressé en 2013 de CHF 5,4 millions à CHF 184,4 millions. Cette évolution est principalement liée à la croissance des dividendes sur actions et des revenus immobiliers.

Le rendement de nos placements ¹⁾, selon notre compte de résultat, s'élève ainsi à 3,0% en 2013 contre 3,8% en 2012. Malgré le recul de rendement lié à la réduction des ventes obligataires par rapport à l'exercice précédent, ce résultat des placements reste à un très bon niveau.

La performance nette de nos placements en valeur de marché ²⁾ diminue à 1,2% (5,7% en 2012). Cette évolution de la performance est liée à l'impact de la remontée des taux d'intérêt en 2013, laquelle a été partiellement compensée par l'excellente performance des actions. Rappelons également que la hausse des taux d'intérêt diminue également la valorisation de nos engagements aux passifs en valeur économique. De ce fait, une diminution de performance en valeur de marché liée à une hausse des taux d'intérêt n'a pas d'impact sur nos résultats et est à considérer comme une bonne nouvelle pour la valeur économique du Groupe.

1) Rendement net, au compte de profits et pertes, sur la base de l'investissement moyen, incluant les résultats sur change, sans les résultats pour le compte et au risque du souscripteur, sans la variation des plus-values non réalisées sur titres (actions, investissements alternatifs, immobilier) et sans les plus ou moins-values non réalisées sur obligations (valorisées au coût amorti).

2) Performance nette, en valeur de marché, sur la base de l'investissement moyen, y compris la variation des plus-values non réalisées sur titres (actions, investissements alternatifs, immobilier), y compris les plus ou moins-values non réalisées sur obligations et les différences de change, sans les résultats pour le compte et au risque du souscripteur.

Fonds propres et solvabilité

Des fonds propres en croissance de plus de 13,9%, une marge de solvabilité 1 au plus haut et un SST confortable

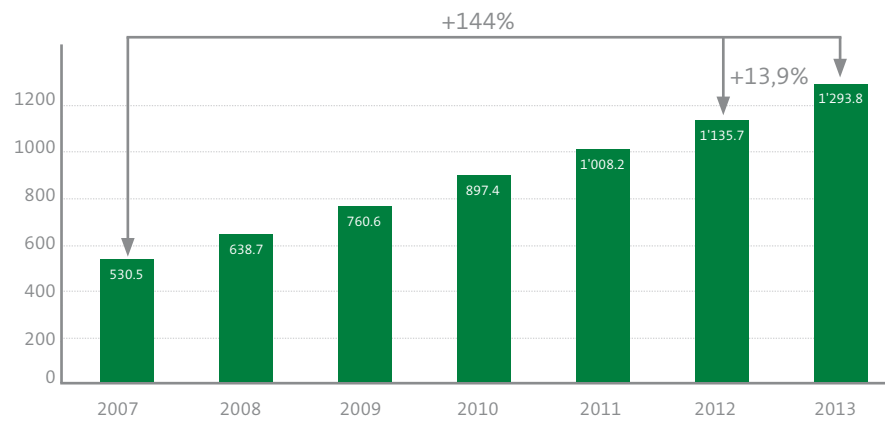
Nos fonds propres, avant répartition des bénéfices, s'élèvent à CHF 1'293,8 millions en augmentation de CHF 158,1 millions par rapport à 2012. Le rendement des fonds propres s'établit ainsi à 10,4%, contre 11,4% en 2012.

La structure de notre Groupe nous incite à maintenir une très forte dotation en fonds propres. Notre taux de solvabilité 1 est parmi les plus élevés des assureurs suisses. Ainsi, la solvabilité 1 du Groupe s'élève à 416% (368% en 2012) et dépasse très largement les valeurs requises par les autorités de surveillance.

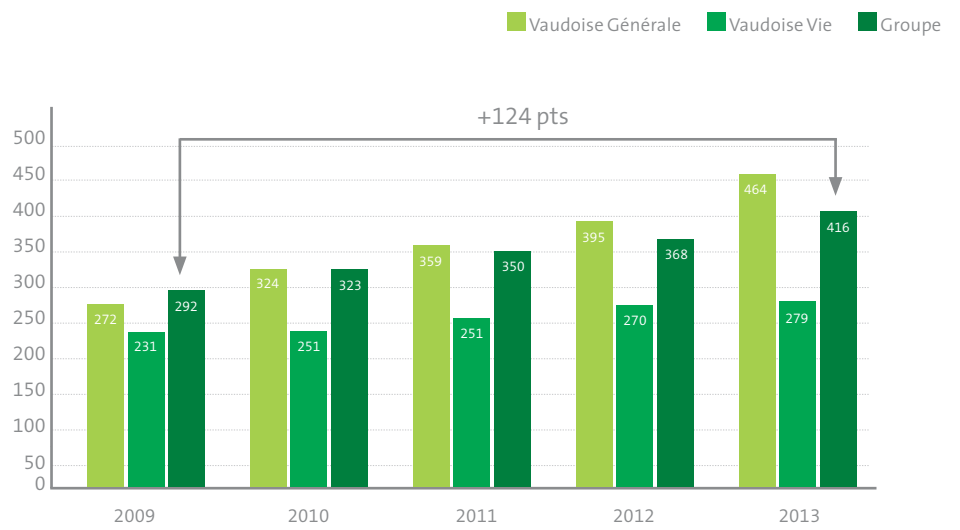
De même, notre Groupe affiche une capacité à supporter les risques, mesurée selon le Test Suisse de Solvabilité (SST), bien supérieure au taux de couverture requis.

Cette marge de manœuvre importante nous permet d'envisager l'avenir avec sérénité et de tirer profit des opportunités des marchés financiers et d'assurances.

Fonds propres consolidés
(en millions de CHF)



Taux de solvabilité 1
(en %)





Dès l'avènement du sinistre jusqu'au retour à la normale, nous conseillons nos clients tout au long du processus de remise en état des locaux et des biens de production. Nous mettons tout en œuvre afin de réduire les conséquences d'un incendie et ainsi permettre à nos clients de maintenir la santé financière de leur entreprise.



17.09.2013

17:36

La voiture de
Mme Gysin
est prête.



18.09.2013

02:47

Les sapeurs-pompiers réalisent des prouesses.

Rien qu'une petite étincelle...



18.09.2013

07:16

«Vaudoise
aidez-moi, un
incendie s'est
déclaré dans
mon atelier.»



18.09.2013

10:15

Quelques heures
plus tard...



Sapeurs-pompier, prestataires et la Vaudoise ont collaboré de manière simple et efficace. Voir notre garage débarrassé de la suie crasseuse nous a redonné du courage.

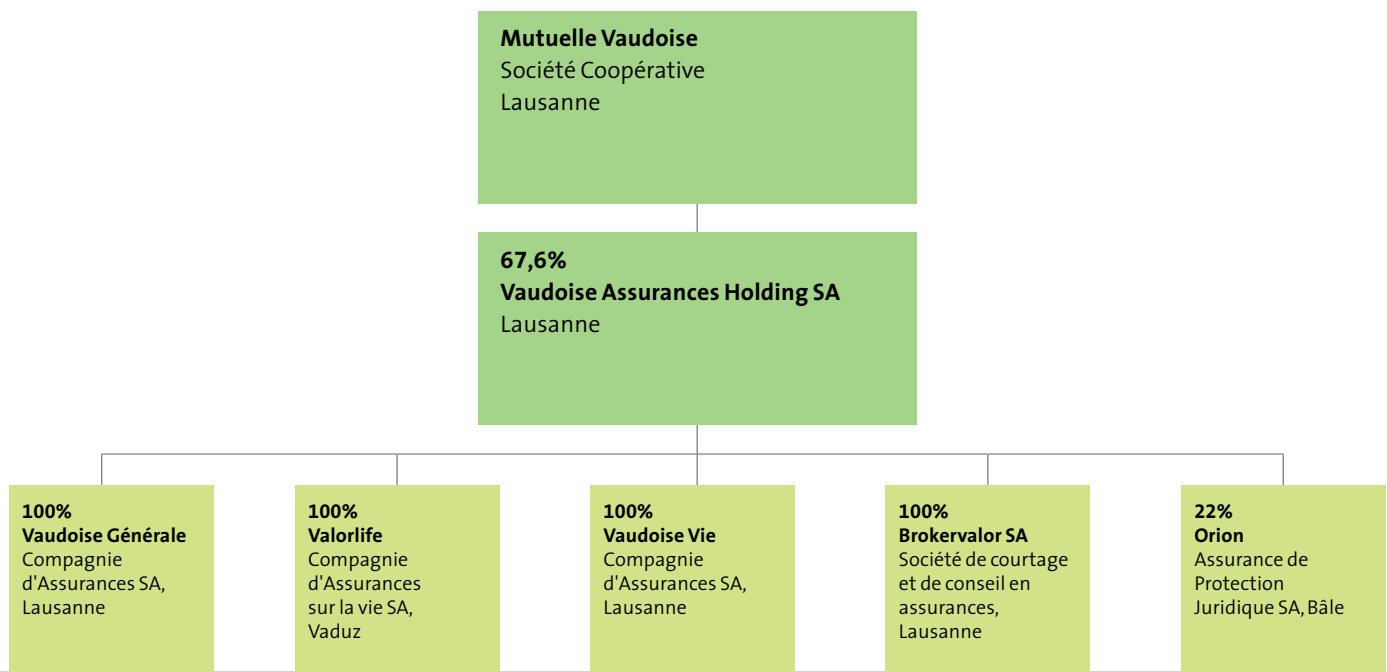


09.11.2013

16:19

Notre garage est si étincelant que l'on pourrait y manger à même le sol.

Gouvernance d'entreprise



Vaudoise Assurances Holding SA, dont le siège est à Lausanne, est cotée à la SIX Swiss Exchange (symbole VAHN – No de valeur: 2154566 – ISIN: CH0021545667). Son capital-actions s'élève à CHF 75 millions.

1. Structure du Groupe et actionnariat

1.1. Structure du Groupe

La société mère du Groupe Vaudoise Assurances est une société coopérative, Mutuelle Vaudoise, Société Coopérative, qui détient 67,6% du capital et 91,2% des droits de vote de Vaudoise Assurances Holding SA. Cette dernière est une société de participation dont les actions nominatives B sont cotées à la bourse suisse. Sa capitalisation boursière au 31 décembre 2013 atteint CHF 1'124'331'050.–. La société détient 5 filiales entrant dans le périmètre de consolidation. Il s'agit des deux principales sociétés opérationnelles du Groupe que sont Vaudoise Générale, Compagnie d'Assurances SA et Vaudoise Vie, Compagnie d'Assurances SA, toutes deux établies en Suisse, ainsi que Valorlife, Compagnie d'Assurances sur la vie SA (Liechtenstein) et Brokervalor SA. Quant à Orion, société détenue à hauteur de 22% du capital, elle entre dans le périmètre de consolidation selon le principe de mise en équivalence. Aucune des filiales de Vaudoise Assurances Holding SA n'est cotée.

Vaudoise Assurances Holding SA détient la totalité du capital-actions des trois sociétés opérationnelles, soit CHF 60 millions pour Vaudoise Générale, CHF 100 millions pour Vaudoise Vie et CHF 24 millions pour Valorlife. Les résultats et situations patrimoniales de Vaudoise Générale et Vaudoise Vie sont résumés en pages 94 à 97. Les chiffres clés de Valorlife sont présentés en pages 98 et 99. Brokervalor SA est une société dédiée au courtage et au conseil en assurances. Son capital-actions, entièrement détenu par Vaudoise Assurances Holding SA, s'élève à CHF 250'000.–. La société n'a pas encore déployé d'activités.

Orion est une assurance de protection juridique dont le siège est à Bâle. Son capital-actions, qui se monte à CHF 3 millions, est détenu à 22% par Vaudoise Assurances Holding SA et à 78% par Zurich Compagnie d'Assurance SA. En 2013, le volume de primes a augmenté de 9,9% (+ 0,3%) pour atteindre CHF 43,7 millions. Le principal facteur de croissance est la performance de distribution des services externes des deux actionnaires. Le ratio combiné a diminué de 4,3% pour s'établir à 84,6%. Grâce au renforcement des forces de vente, Orion a posé les bases d'une croissance rentable. En 2013, Orion AGRI et Orion PRO ont été révisés, ce qui place Orion parmi les meilleurs assureurs de protection juridique du marché dans le domaine de la défense des agriculteurs et des entreprises.

1.2. Actionnaire important

Au 31 décembre 2013, Mutuelle Vaudoise, Société Coopérative, contrôle Vaudoise Assurances Holding SA dont elle est l'actionnaire majoritaire avec 67,6% du capital et 91,2% des voix. Le rapport annuel de Mutuelle Vaudoise figure en pages 100 à 107. Il n'y a pas eu d'annonce de participation au sens de la réglementation boursière en 2013.

1.3. Participations croisées auprès d'autres sociétés anonymes

Il n'y a pas de participation croisée dépassant de part et d'autre 5% des droits de vote ou du capital.

2. Structure du capital

2.1. Capital de Vaudoise Assurances Holding SA

Le capital-actions de Vaudoise Assurances Holding SA, entièrement libéré, s'élève à CHF 75 millions. Il est constitué de 10 millions d'actions nominatives A d'une valeur nominale de CHF 5.– et de 1 million d'actions nominatives B d'une valeur nominale de CHF 25.–.

2.2. Capital autorisé et conditionnel

Vaudoise Assurances Holding SA n'a pas émis de capital autorisé ni de capital conditionnel. Conformément à l'article 4 al. 3 des statuts de Vaudoise Assurances Holding SA, en cas d'augmentation du capital et sauf décision contraire de l'assemblée générale pour justes motifs (art. 652b al. 2 CO), chaque actionnaire a le droit de souscrire une fraction de nouveaux titres proportionnée à la valeur nominale de ses actions.

2.3. Modification du capital

Vaudoise Assurances Holding SA n'a pas procédé à des modifications du capital au cours des trois derniers exercices.

2.4. Actions et bons de participation

Les actions nominatives B sont cotées à la SIX Swiss Exchange (Mid & Small Caps Swiss Shares). Les actions nominatives A, entièrement détenues par Mutuelle Vaudoise, bénéficient d'un droit de vote privilégié. Chaque type d'action, bien que de valeur nominale différente, donne droit à une voix. Vaudoise Assurances Holding SA n'a pas émis de bons de participation.

2.5. Bons de jouissance

Vaudoise Assurances Holding SA n'a pas procédé à l'émission de bons de jouissance.

2.6. Restrictions de transfert et inscriptions de « nomines »

Il n'y a pas de restriction en matière de transfert, respectivement d'inscription de « nomines ».

2.7. Emprunts convertibles et options

Vaudoise Assurances Holding SA n'a pas procédé à l'émission d'emprunts convertibles ou d'options ni au cours de l'exercice sous revue ni par le passé.

Membres du conseil d'administration au 31 décembre 2013



Paul-André Sanglard

Président, membre non exécutif

Nationalité suisse, né le 8 octobre 1950, domicilié à Porrentruy

Mandat Vaudoise Assurances Holding SA

1994–2014

Formation

Docteur ès sciences économiques

Activité actuelle

Économiste indépendant, administrateur de sociétés

Activités antérieures

2008–2013, administrateur de la société Helvea SA, Genève
2002–2009, administrateur, puis président du conseil de
British American Tobacco Switzerland SA, Boncourt
1984–1989, membre du conseil de direction du
World Economic Forum, Genève
1983–1995, chargé de cours à l'Université de Genève
1979–1984, chef de la Trésorerie générale du canton du Jura

Autres activités et groupements d'intérêt

dès 2009, membre du comité de placement de la Chaîne du Bonheur, Genève
dès 2009, administrateur QNB Banque Privée (Suisse) SA, Genève
dès 2008, administrateur de la Compagnie Benjamin de Rothschild SA, Genève
dès 2005, administrateur de TSM Compagnie d'Assurances Transports,
La Chaux-de-Fonds
dès 2002, administrateur de la Banque Cantonale Vaudoise, Lausanne
dès 1999, président du conseil de Ophthalmology Network Organization, Genève
dès 1996, président du conseil de la Banque Cantonale du Jura, Porrentruy



Chantal Balet Emery

Vice-Présidente, membre non exécutif

Nationalité suisse, née le 7 juin 1952, domiciliée à Grimisuat

Mandat Vaudoise Assurances Holding SA

2000–2014

Formation

Avocate et notaire

Activité actuelle

Associée au Cabinet FBLA Fasel, Balet Loretan, d'Arenberg
cabinet conseils à Genève, Lausanne et Sion

Activités antérieures

2008–2010, administratrice de Solvis SA, Bâle
2006–2009, administratrice de l'Hospice général, Genève
2000–2008, membre de la direction et responsable romande
d'économiesuisse
1998–2002, secrétaire de l'Union des industriels valaisans
1994–2000, secrétaire romande de la Société pour le
Développement de l'Economie Suisse (SDES), Genève
1993–1994, juge suppléante au Tribunal Cantonal du Valais
1984–1994, avocate et notaire indépendante, Martigny

Autres activités et groupements d'intérêt

dès 2013, administratrice d'Implemia SA, Dietlikon
dès 2013, administratrice d'OLF SA, Corminboeuf
dès 2009, administratrice de la Banque Cantonale du Valais, Sion
dès 2006, administratrice de Robert Gilliard SA Vins, Sion
dès 2005, membre du conseil de la Fondation Leenaards, Lausanne



Javier Fernandez-Cid

Administrateur, membre non exécutif
Nationalité espagnole, né le 10 janvier 1956, domicilié à Majadahonda (Espagne)

Mandat Vaudoise Assurances Holding SA
2012–2014

Formation
Licence en droit

Activité actuelle
Président de Mapfre Internacional, Madrid

Activités antérieures
2009–2011, administrateur délégué, Mapfre Internacional, Madrid
2006–2009, administrateur/directeur général, Mapfre Internacional, Madrid
2000–2006, président & CEO, Mapfre Reinsurance Corporation, NJ, USA
1994–2000, sous-directeur général adjoint, Mapfre Re, Madrid

Autres activités et groupements d'intérêt
2006–2008, directeur général développement d'affaires, Mapfre Re, Madrid
dès 2011, président de Mapfre USA
dès 2011, administrateur, Mapfre Insular, Philippines
dès 2008, administrateur, Middlesea Insurance, Malte



Etienne Jornod

Administrateur, membre non exécutif
Nationalité suisse, né le 6 janvier 1953, domicilié à Muri b. Bern

Mandat Vaudoise Assurances Holding SA
2012–2014

Formation
Licence en sciences économiques HEC

Activité actuelle
Président exécutif, Galenica SA, Berne

Activités antérieures
2008–2009, administrateur, Publigroupe, Lausanne
2000–2008, administrateur, Alliance UniChem, Angleterre
1998–2005, administrateur, président dès 2000, BG Ingénieurs, Lausanne
1996–2003, administrateur, Groupe Bon Appetit, Zurich
1995–1996, COO, chief operational officer, Galenica SA, Berne
1984–1995, direction de sociétés du Groupe Galenica, Galenica SA, Berne

Autres activités et groupements d'intérêt
dès 2013, président, NZZ Mediengruppe, Zurich
dès 2008, administrateur, Alliance Boots, Angleterre



Peter Kofmel

Administrateur, membre non exécutif

Nationalité suisse, né le 16 septembre 1956, domicilié à Berne

Mandat Vaudoise Assurances Holding SA

1999–2014

Formation

Avocat et notaire

Activité actuelle

Consultant indépendant

Activités antérieures

2005–2012, administrateur de Gspomer Consulting Group SA, Binningen

1985–2004, consultant d'entreprises, BDO Visura

1995–2003, conseiller national

Autres activités et groupements d'intérêt

dès 2010, président du conseil d'administration de la coopérative ABZ, Spiez

dès 2009, président du conseil, GVFI Europe B.V, Rotterdam

dès 2009, président du conseil, Myon B.V, Rotterdam

dès 2009, président du conseil, switchplus sa, Zurich

dès 2007, président de l'Institut Suisse des Administrateurs et Dirigeants

d'Entreprises (ISADE), Berne

dès 2006, vice-président du conseil de la Fachhochschule Nordwestschweiz

dès 2002, membre du comité exécutif du conseil de la fondation SWITCH

dès 1998, président du conseil de GVFI International SA, Bâle



Jean-Philippe Rochat

Administrateur, membre non exécutif

Nationalité suisse, né le 11 novembre 1957, domicilié à Epalinges

Mandat Vaudoise Assurances Holding SA

2009–2014

Formation

Avocat

Activité actuelle

Avocat associé, Etude Carrard & Associés

Activités antérieures

1987–1989, avocat, Etude de Pfyffer, Argand, Troller & Associés, Genève

1985–1987, stage d'avocat, Genève

1984–1985, réviseur assistant, Fidinter SA, Lausanne

1981–1984, juriste, Publicitas SA, Lausanne, Berne et Bâle

Autres activités et groupements d'intérêt

dès 2006, administrateur, Vetropack Holding SA, Saint-Prex

dès 2005, administrateur, PKB Privatbank SA, Lugano

dès 2005, administrateur, Casino de Montreux SA, Montreux

dès 2004, vice-président, Swiss Ski, Muri b. Bern

dès 2003, président de MCH Beaulieu Lausanne SA, Lausanne

dès 1999, administrateur, La Foncière – Investissements Fonciers SA, Lausanne

Membre du conseil stratégique de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI), Lausanne

Consul honoraire de Finlande à Lausanne



Jean-Pierre Steiner

Administrateur, membre non exécutif

Nationalité suisse, né le 27 juin 1948, domicilié à Corseaux

Mandat Vaudoise Assurances Holding SA

2009–2014

Formation

Master en sciences actuarielles, Master en sciences économiques, gestion d'entreprise et expert fédéral en assurances de pension

Activité actuelle

Administrateur indépendant

Activités antérieures

2010–2011, administrateur, Nestlé Capital Advisers SA, Vevey
2007–2010, chairman, Nestlé Capital Management Ltd, Londres
2002–2010, administrateur, Intercona Re SA, Cham
1993–2010, membre du conseil du Fonds de Pensions, Nestlé, Vevey
1985–2010, Corp. Pension Director Nestlé et CEO, Nestlé Capital Advisers SA
1982–1984, ass. Trésorier, Nestlé USA
1972–1981, actuaire, Nestlé, Vevey
1969–1972, actuaire, La Suisse Assurances

Autres activités et groupements d'intérêt

dès 2010, administrateur, Unigestion, Genève
dès 2010, membre comité d'investissement de la BRI, Bâle
dès 2010, membre de la Commission des finances et dès 2012 du conseil de la Fondation Leenaards, Lausanne
dès les années 1990, membre du comité d'investissement du fonds de pension IBM (Suisse)

3. Conseil d'administration

3.1. Membres du conseil d'administration

Le conseil d'administration se compose de 7 membres au moins, élus parmi les actionnaires. Ils sont présentés aux pages 30 à 33. La composition du conseil d'administration de Mutuelle Vaudoise, Société Coopérative, respectivement des sociétés Vaudoise Générale, Compagnie d'Assurances SA et Vaudoise Vie, Compagnie d'Assurances SA, est identique à celle de Vaudoise Assurances Holding SA.

Aucun administrateur non exécutif n'entretient d'étroites relations d'affaires avec l'une ou l'autre compagnie du Groupe de nature à exercer une influence. Aucun administrateur n'a exercé une fonction de direction au sein du Groupe pendant les trois dernières années.

3.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Les renseignements relatifs aux autres activités et groupements d'intérêt des membres du Conseil figurent aux pages 30 à 33.

3.3. Election et durée du mandat

Selon les statuts et règlement interne en vigueur au 31 décembre 2013, les administrateurs sont élus par l'assemblée générale pour 3 ans et sont rééligibles. Ils doivent abandonner leur mandat, échu ou en cours, lors de l'assemblée générale suivant l'année de leurs 70 ans. Le renouvellement des mandats se fait de manière échelonnée au gré de leur arrivée à terme. Les administrateurs sont élus et réélus de manière individuelle. Lors de l'exercice sous revue, aucun mandat d'administrateur n'arrivait à échéance. Il n'y a eu aucune élection d'administrateur au cours des assemblées générales 2013.

A compter de l'assemblée générale 2014, le président, les administrateurs et les membres du comité de nominations et rémunérations de Vaudoise Assurances Holding SA seront élus annuellement et individuellement, en application de l'Ordonnance contre les rémunérations abusives (ci-après ORAb). Les statuts de la société seront modifiés lors de l'assemblée générale ordinaire 2015.

3.4. Organisation interne au 31.12.2013

Répartition des tâches au sein du conseil d'administration

Chaque année, lors de la première séance qui suit l'assemblée générale ordinaire, le Conseil désigne son président, son vice-président et son secrétaire. Il peut choisir ce dernier en dehors de son sein. Mme Nathalie Follonier-Kehrli, à Sion, a été désignée en qualité de secrétaire des conseils d'administration. Afin de préparer ses décisions et d'exercer sa fonction de surveillance, le conseil d'administration a institué trois comités chargés d'analyser en profondeur certaines questions particulières. Le Conseil conserve le pouvoir de décision et assume la responsabilité des tâches confiées aux comités.

Méthode de travail

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent, généralement 7 fois par année. Il est convoqué par écrit au minimum 5 jours avant la réunion et reçoit l'ensemble des documents à discuter en séance. Le directeur général (CEO), le directeur général adjoint responsable du secteur Assurances (COO) et le directeur général adjoint responsable du secteur Finances (CFO) sont en principe présents à chaque séance. Selon les sujets abordés, d'autres membres de la direction ou d'autres cadres sont invités. Le Conseil reçoit les procès-verbaux des séances des comités.

Les préavis, propositions et rapports d'activité des comités lui sont communiqués avant ou au plus tard pendant la séance au cours de laquelle ils doivent être examinés. Les comités peuvent demander l'inscription d'un objet à l'ordre du jour d'une séance du Conseil.

En 2013, le conseil d'administration a siégé à 8 reprises, à raison d'au moins 3 heures par séance.

Comités du conseil d'administration

Comité d'audit et des risques

Le comité d'audit et des risques est chargé de suivre l'évolution des affaires et la situation financière des sociétés du Groupe. Il se forge une image de l'efficacité de la révision interne et externe, évalue le fonctionnement du système de contrôle interne, analyse et approuve le plan d'audit interne, ainsi que la gestion des risques du Groupe. Il examine de manière critique les comptes sociaux et les comptes consolidés destinés à être publiés et analyse la politique de gestion des principaux risques. Les compliance officers lui rapportent au minimum une fois par an. Enfin, il approuve les honoraires de l'organe de révision externe et le budget de formation des auditeurs internes et s'assure de la mise en oeuvre du plan d'actions découlant des constatations des rapports d'audit. Il n'a pas de pouvoir de décision.

Le comité se réunit en principe 4 fois par an, en présence du directeur général, du COO et du CFO, des auditeurs internes, du responsable du contrôle de gestion et de la secrétaire du Conseil. Le président du Conseil est invité aux séances. En 2013, le comité a siégé à 5 reprises dont 2 avec les réviseurs externes et une fois avec les compliance officers.

Comité de nominations et rémunérations

Le comité de nominations et rémunérations assiste le Conseil pour toute question en relation avec l'organisation et le personnel du Groupe en général et les nominations et rémunérations en particulier. Il propose le profil requis pour le président et les membres du Conseil ainsi que pour le directeur général et les membres de la direction. Il effectue les présélections et prépare des propositions pour l'engagement du directeur général, des responsables de l'audit interne et du secrétaire des Conseils. Il examine les propositions du directeur général pour la sélection et l'engagement des membres de la direction. Il donne son préavis sur les propositions de promotions et de nominations des cadres supérieurs. Le comité examine et propose le système d'indemnités du Conseil. Il prépare les décisions du Conseil en matière de rémunération du directeur général et des membres de la direction. Il donne son préavis sur l'enveloppe globale et sur les principes généraux de rémunération du personnel du Groupe. Le comité se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent. Le président du Conseil et le directeur général sont invités aux séances. Le comité peut faire appel aux services et à l'appui d'un ou plusieurs membres de la direction. Il ne détient pas de pouvoir de décision. En 2013, il a siégé à 4 reprises.

Comité d'investissement

Le comité évalue la stratégie d'investissements proposée par la direction et, après d'éventuelles modifications, la recommande au Conseil. Sur délégation du Conseil, le comité s'assure que la gestion des investissements respecte les directives d'organisation et les principes de bonne gouvernance. Le comité s'assure également de la compétence des gérants chargés de la gestion des portefeuilles ainsi que de la nature de leurs mandats. Hormis les compétences déléguées mentionnées ci-dessus, il n'a pas de pouvoir de décision.

Le comité est composé de deux membres du Conseil et de deux conseillers externes nommés par le Conseil jouissant de compétences pointues en matière d'investissements. Ces derniers disposent du droit de vote au sein du comité. En 2013, il s'agissait de MM. Eric Breval, directeur des Fonds de compensation AVS, à Genève et René Sieber, directeur et membre du Conseil de Dynagest, à Genève. Le directeur général, le CFO et le responsable des investissements (CIO) participent aux séances. Le président du Conseil y est invité. Le comité d'investissement se réunit aussi souvent que requis, mais au moins 4 fois par an. En 2013, il s'est réuni à 4 reprises.

3.5. Compétences

En plus des attributions intransmissibles et inaliénables définies à l'art. 716a du CO, le Conseil est seul compétent pour fixer les lignes directrices de la politique stratégique, de gestion et de placements. De même, il est responsable de la planification, notamment des plans d'investissements et du budget. Il se prononce sur la politique salariale et la rémunération de ses membres, du directeur général et des membres de la direction, ainsi que sur la nomination des cadres supérieurs. La gestion des affaires est déléguée à la direction. Le directeur général est responsable de l'exécution des missions qui lui sont confiées par le Conseil, notamment: proposer et mettre en place la stratégie d'entreprise, définir les missions, gérer et diriger la société. Il lui appartient d'assurer l'atteinte des objectifs, la rentabilité et le développement des affaires ainsi que la bonne réputation du Groupe. Conjointement avec les membres de la direction, il prépare les budgets de fonctionnement et d'investissements. Il représente le Groupe auprès de tiers et définit l'information à communiquer à l'intérieur et à l'extérieur de la société. Enfin, il préside la direction, qui se réunit en principe 2 fois par mois.

3.6. Instruments d'information et de contrôle à l'égard de la direction

Reporting au conseil d'administration

Le conseil d'administration est informé, lors de chaque séance, de la marche des affaires des sociétés dans lesquelles Vaudoise Assurances Holding SA détient directement ou indirectement une participation. Il reçoit chaque mois des renseignements écrits détaillés sur l'évolution des opérations d'assurances et des opérations financières, qui sont commentés en séance par le directeur général, le COO et le CFO.

Le Conseil, le directeur général et la direction se réunissent une fois par année pendant deux jours pour adopter la stratégie du Groupe et les plans financiers triennaux. Le directeur général, le COO et le CFO, ainsi que les auditeurs internes et le responsable du contrôle de gestion participent à toutes les séances du comité d'audit et des risques. Le directeur général, le CFO et le CIO sont invités aux séances du comité d'investissement. Dans le cadre de son devoir de surveillance, le Conseil peut, par l'intermédiaire du comité d'audit et des risques, donner des missions particulières aux auditeurs internes et au responsable de la gestion des risques. De même, le comité de nominations et rémunérations peut solliciter directement un ou plusieurs membres de la direction. En principe, le directeur général en est informé au préalable.

Système de contrôle interne et gestion des risques

Le conseil d'administration définit les principes du système de contrôle interne et s'assure de son bon fonctionnement par l'intermédiaire du comité d'audit et des risques. Sa mise en œuvre est du ressort de la direction.

Le système de contrôle interne vise à garantir, par une gestion des risques appropriée, la réalisation des objectifs stratégiques, l'optimisation des processus et des activités, la protection du patrimoine de l'entreprise en détectant, limitant et évitant les erreurs et les irrégularités. Il a aussi pour objectif de garantir l'intégralité, la fiabilité et la ponctualité des informations financières et de gestion ainsi que la conformité aux prescriptions légales en vigueur.

	Conseil	Comité audit et risques	Comité nominations et rémunérations	Comité investissement
Paul-André Sanglard, Président du conseil, invité permanent aux trois comités du Conseil	•			
Chantal Balet Emery, Vice-présidente du conseil, membre du comité de nominations et rémunérations	•		•	
Javier Fernandez-Cid, Membre du conseil, membre du comité d'audit et des risques	•	•		
Etienne Jornod, Membre du conseil, membre du comité de nominations et rémunérations	•		•	
Peter Kofmel, Membre du conseil, président du comité d'audit et des risques, membre du comité d'investissement	•	•		•
Jean-Philippe Rochat, Membre du conseil, président du comité de nominations et rémunérations, membre du comité d'audit et des risques	•	•	•	
Jean-Pierre Steiner, Membre du conseil, président du comité d'investissement	•			•

Le système de contrôle interne repose sur la coordination efficace de différents intervenants ainsi que sur la sensibilisation et la responsabilisation du personnel dans son ensemble. Les fonctions de contrôle suivantes assistent le conseil d'administration, respectivement la direction:

- **L'audit interne** contrôle, sur mandat du conseil d'administration ou du comité d'audit et des risques, l'adéquation du système de contrôle interne aux opérations de l'entreprise ainsi que son bon fonctionnement. Il établit au moins une fois par an un rapport d'activité à l'attention de l'organe externe de révision et du comité d'audit et des risques. L'audit interne est rattaché au conseil d'administration.

- **Le contrôle de gestion** fournit des informations comptables et statistiques destinées à assister la direction dans la planification, le contrôle, l'analyse et l'élaboration de solutions pour la gestion. Il assure le suivi du budget. Il est également responsable du système de contrôle interne (SCI).

- **L'actuaire responsable** s'assure que la marge de solvabilité et la fortune liée sont calculées correctement et sont conformes aux dispositions légales sur la surveillance des assureurs privés. Il veille également à ce que les bases techniques utilisées sont adéquates et que les provisions techniques constituées sont suffisantes. En cas d'insuffisances, il en informe immédiatement le directeur général. L'actuaire responsable établit périodiquement un rapport à l'intention de la direction. Il est également chargé de l'établissement du rapport SST (Swiss Solvency Test).

- **Le comité de gestion des risques d'entreprise** assiste la direction en matière de prévention, de détection et d'évaluation des risques potentiels et propose des solutions visant à la suppression, à la réduction, au transfert ou à l'acceptation des risques et des cumuls de risques. Le comité est composé du responsable de la gestion des risques (CRO) et de son adjoint, de l'actuaire responsable, du responsable du contrôle de gestion, du compliance officer Groupe et des responsables de l'audit interne. Ces derniers n'ont pas de compétences décisionnelles dans ce comité. Leur présence a un but prioritairement informatif et vise à assurer une bonne coordination entre les entités. Par la mise en place d'un cadre approprié, le comité et le chief risk officer en particulier soutiennent les départements dans l'identification et dans l'évaluation des risques majeurs. Ces derniers sont répartis dans les catégories suivantes:

- risques d'assurances: risques transférés par les clients dans le cadre du processus de souscription des contrats d'assurances;
- risques financiers: risques de placements en valeurs mobilières et immobilières, risques de crédit et de gestion de la congruence actif/passif;
- risques opérationnels: risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures internes ou à des événements extérieurs;
- risques stratégiques et globaux: risques liés à la stratégie de l'entreprise, au contexte politico-économique, risques de réputation et de conformité.

Le comité de gestion des risques d'entreprise contrôle la cohérence entre les limites d'acceptation des risques d'assurances et financiers et la propension aux risques du Groupe. Il fournit chaque année à la direction un rapport sur l'évolution des risques principaux. Celle-là est également informée dès l'identification d'un risque majeur pouvant affecter le patrimoine du Groupe.

De plus, sur la base des outils de modélisation, la gestion de la congruence actif/passif et l'évolution du capital économique font également l'objet de rapports pluriannuels.

- **Le comité ALM (Asset Liability Management)** a pour mission de faire des propositions concernant la formulation, la mise en œuvre, le contrôle et la révision des stratégies se rapportant à la gestion de la congruence actif/passif des sociétés opérationnelles, dans le but d'atteindre les objectifs financiers, compte tenu de la tolérance au risque acceptée, des contraintes légales et des exigences en matière de solvabilité.

Il est composé de l'actuaire responsable, du CFO/CRO, du CIO, du responsable de la division Valeurs mobilières ainsi que des responsables de l'actuariat vie et non-vie (selon la société concernée). Ses activités s'intègrent dans le cadre de la gestion des risques du Groupe.

- **L'Investment controlling**, unité créée en 2010, contrôle l'application de la stratégie et de la tactique de placements et des processus de placements. Elle surveille notamment les activités des gérants de fortune internes et externes, établit ou vérifie qu'un rapport mensuel sur les positions des instruments dérivés est réalisé. Elle contrôle l'application des directives de placements, fournit le rapport sur l'évolution de la fortune au CFO, veille à l'application des directives internes en matière de placements et des prescriptions légales et vérifie l'intégralité des données.

- **Le compliance officer Groupe**, fonction créée en 2013, veille à l'application des règles internes et externes de l'entreprise, notamment le Code de déontologie, met en place les procédures idoines, effectue des contrôles et sensibilise les collaborateurs à l'importance des règles par le biais de formations et d'informations. Il établit un rapport annuel à destination du comité d'audit et des risques auquel il a un accès direct. Il dirige le comité Compliance qui réunit des répondants de chaque entité du Groupe et les compliance officers chargés de mettre en place et contrôler la procédure d'identification des assurés en vie individuelle ou souscrivant des prêts hypothécaires conformément à la Loi sur le blanchiment d'argent et au Règlement de l'Organisme d'Autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances (OAR-ASA). Ces derniers établissent un rapport annuel détaillé à l'intention dudit organisme et assurent la formation du personnel concerné.

- **L'organe de révision externe** établit à l'intention du conseil d'administration un rapport détaillé sur l'établissement des comptes et sur le système de contrôle interne. Il atteste la conformité des comptes aux assemblées générales et recommande leur approbation. Il atteste en outre de l'existence du système de contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation des comptes annuels.

4. Direction

4.1. Membres de la direction

Les membres de la direction sont présentés aux pages 40 et 41.

4.2. Autres activités et groupements d'intérêt

Les autres activités et groupements d'intérêt des membres de la direction sont mentionnés à la page 41.

4.3. Contrats de management

Aucune responsabilité de management n'a été attribuée à des tiers, respectivement à des sociétés ou à des personnes extérieures au Groupe.

5. Rapport sur les rémunérations

Les informations sur les rémunérations qui suivent respectent le principe de la transparence ancré dans les standards du «Code suisse de bonnes pratiques en matière de gouvernement d'entreprise», de la directive sur la gouvernance d'entreprise de la SIX Swiss Exchange du 1^{er} juillet 2009 ainsi que sur les articles 14 à 16 de l'Ordonnance contre les Rémunérations abusives (ORAb) du 20 novembre 2013.

5.1. Principes de la politique de rémunération

La politique de rémunération de la Vaudoise est simple et transparente. Guidée par des objectifs d'entreprise clairs communiqués à l'ensemble des collaborateurs du Groupe, elle est orientée performance tout en gardant l'individu au centre de ses préoccupations. Le système de rémunération se décline et s'adapte aux différentes fonctions. L'ensemble des collaborateurs bénéficie d'une part de rémunération variable.

a. Gouvernance

Le conseil d'administration fixe la rémunération des administrateurs et de la direction ainsi que l'enveloppe globale de rémunération du Groupe. Le comité de nominations et rémunérations est habilité à lui soumettre des propositions (voir page 34). Ledit comité examine et propose le système d'indemnités des administrateurs, prépare les décisions du Conseil sur la rémunération du directeur général et – sur la base de la proposition de ce dernier – des membres de la direction. Enfin, il donne son préavis sur la politique salariale ainsi que sur l'enveloppe globale de rémunération du Groupe.

Chaque collaborateur est évalué annuellement par son supérieur lors d'un entretien. Il en va de même des membres de la direction, qui sont évalués par le directeur général. Lui-même est évalué par le président du Conseil. La direction veille au respect d'une équité entre les différents départements et agences.

b. Modèle basé sur des fonctions et benchmarks

Les collaborateurs internes et externes ont chacun une fonction définie à laquelle est attachée une déclinaison du modèle global de rémunération. Afin de s'assurer de l'adéquation de la rémunération avec le marché, deux benchmarks sont utilisés: le modèle CEPEC pour les collaborateurs du service interne et Kienbaum pour la direction et le conseil d'administration. Les rémunérations du service externe suivent les standards en vigueur dans la branche: un salaire de base inférieur à celui des collaborateurs internes, auquel s'ajoutent les commissions réalisées sur les affaires conclues ou renouvelées.

5.2. Rémunération globale

La rémunération globale comprend le salaire de base, la rémunération variable basée sur l'atteinte d'objectifs, la prévoyance professionnelle obligatoire et surobligatoire, ainsi que les prestations complémentaires.

a. Salaire de base

Le salaire de base est fixé selon la fonction du collaborateur. Il suit le benchmark indiqué plus haut.

b. Rémunération variable

La part variable instaurée pour l'ensemble des collaborateurs est destinée à promouvoir l'esprit d'entreprise et l'engagement personnel des collaborateurs du Groupe. Elle contribue également à renforcer l'identification des collaborateurs à l'entreprise et à sa stratégie. La part variable garantit à chaque collaborateur une rémunération personnalisée et respectueuse des performances

individuelles. Ce dispositif est prévu dans le règlement de la rémunération variable des collaborateurs du service interne (voir point 5.4. a). Il s'applique par analogie à la direction.

5.3. Objectifs quantitatifs et qualitatifs

Lors de sa séance de septembre, le conseil d'administration fixe chaque année 5 objectifs quantitatifs annuels pour le Groupe: la quotité d'un indicateur interne, le VOP, ainsi que 4 objectifs reflétant la marche des affaires de la Compagnie. Ces objectifs valent comme objectifs quantitatifs pour les membres de la direction de manière solidaire. Ils servent de base pour décliner les objectifs des cadres et collaborateurs du service interne. Le VOP fait également partie des objectifs du service externe.

Chaque collaborateur et directeur a également un objectif personnel qui complète l'évaluation.

a. VOP

Le Vaudoise Operating Profit (VOP) est un indicateur interne, créé en 2009, destiné à mesurer la valeur économique de l'entreprise. Il est validé annuellement par le réviseur externe. Cet indicateur est l'objectif commun à l'ensemble des collaborateurs du Groupe à hauteur de 20%. Le VOP a été atteint à 105,6% en 2013.

b. Objectifs quantitatifs du Groupe

En 2013, les objectifs quantitatifs portaient sur la croissance des primes émises par Vaudoise Générale et Vaudoise Vie, le ratio de frais de Vaudoise Générale, le ratio de sinistres net de Vaudoise Générale et le rendement ajusté des placements de Vaudoise Générale et Vaudoise Vie.

c. Objectifs qualitatifs

Chaque collaborateur et membre de la direction reçoit également un objectif personnel qui compte pour 20% de sa rémunération variable.

5.4. Rémunération des collaborateurs

a. Service interne

La part variable constitue un montant variable de la rémunération découlant pour 80% de l'atteinte des objectifs quantitatifs, liés à l'indicateur interne VOP (20%) d'une part et à la fonction (60%) d'autre part. L'objectif personnel qualitatif représente une part de 20%.

La rémunération cible est composée du salaire de base annualisé et de la part variable attribuée en cas d'atteinte des objectifs à 100%. Cette rémunération cible se situe dans la fourchette CEPEC correspondant à la fonction.

Le montant de la rémunération variable représente un pourcentage du salaire de base annualisé. Le pourcentage dépend de la catégorie de fonction du collaborateur. Le degré d'atteinte des objectifs varie entre 50 et 150%. Le calcul s'effectue sur la base de l'atteinte de chaque objectif pondéré.

Catégorie	Atteinte objectif 50%	Atteinte objectif 100%	Atteinte objectif 150%
Chefs de division	4%	8%	12%
Chefs de service	3%	6%	9%
Experts / Spécialistes	2%	4%	6%
Collaborateurs gestionnaires	1%	2%	3%

Les objectifs sont fixés par le supérieur hiérarchique en fonction des particularités métier de chaque unité et validés par le chef de département. Pour chaque objectif, les seuils de 50%, 100% et 150% doivent être définis. Les objectifs sont consignés dans le formulaire d'évaluation EVA (Evaluation Vaudoise), signé par le collaborateur et son supérieur hiérarchique, ainsi que par le supérieur du supérieur.

b. Service externe

La rémunération du service externe suit une logique qui s'éloigne de celle du service interne dans la mesure où le salaire de base constitue une part modeste de la rémunération globale. La part la plus importante de la rémunération est constituée de commissions. Outre les commissions d'acquisition pour chaque affaire, une prime de performance rémunère l'atteinte d'objectifs de vente fixés par le département Réseaux de vente. Le VOP fait également partie de ces objectifs.

5.5. Rémunération de la direction

La rémunération des membres de la direction est composée d'une part contractuelle fixe et d'une part variable définie, chaque année, en fonction de l'atteinte des objectifs mentionnés sous point 5.3. Le salaire de base est fixé à la libre appréciation du Conseil, sur la base du benchmark Kienbaum. La partie variable représente jusqu'à 33,7% du montant de la rémunération totale. La rémunération globale est approuvée par le Conseil, sur proposition du directeur général et préavis du comité de nominations et rémunérations.

Afin d'associer plus étroitement le management supérieur à la performance à moyen terme de l'entreprise et d'offrir un package de rémunération conforme aux pratiques de la branche, le conseil d'administration a validé un dispositif de rémunération différée baptisée Long Term Incentive plan (LTI) entrant en vigueur en 2013. Ce dispositif a été instauré prioritairement pour la direction. Il peut également être appliqué, si besoin, à d'autres cadres supérieurs. Pour chaque cadre supérieur bénéficiaire du plan, le conseil d'administration, sur proposition du directeur général, définit le LTI en termes de montant cible en CHF pour une atteinte des objectifs à 100%. Lesdits objectifs traduisent la performance à trois ans. Dans une logique de collégialité, les critères d'appréciation de la performance et la méthode de calcul du LTI sont identiques pour tous les cadres supérieurs bénéficiaires du plan. La performance est appréciée au regard de trois critères: la performance économique, basée sur le VOP, l'efficacité du fonctionnement de l'entreprise au travers du ratio combiné net et le dynamisme des affaires évalué au travers de la croissance en rapport au marché des affaires.

Le montant du LTI cible est divisé en deux parties: la première, représentant le 80% du montant cible, demeure valorisé en francs; la seconde, représentant les 20% restants, est transformée en droits futurs suivant l'évolution de l'action de Vaudoise Assurances Holding SA pendant 3 ans. Le montant de la rémunération est comptabilisé chaque année au prorata dans le compte de résultat.

En tout temps, des circonstances impactant sensiblement la situation ou les perspectives économiques de l'entreprise peuvent conduire le conseil d'administration à réviser la définition des objectifs des LTI en cours, voire à les supprimer.

Montant global des rémunérations accordées en 2013 aux huit membres de la direction

Rémunérations	2013	2012
Fixe	2'495'837.–	2'635'664.–
Variable	1'589'251.–	945'059.–
Total	4'085'088.–	3'580'723.–

Charges

Contributions patronales aux régimes de retraite	936'272.–	887'319.–
--	-----------	-----------

Montant global des rémunérations accordées en 2013 aux anciens membres de la direction

Rémunérations	2013	2012
Fixe	101'500.–	31'243.–
Variable	143'676.–	56'000.–
Total	245'176.–	87'243.–

Charges

Contributions patronales aux régimes de retraite	84'891.–	54'495.–
--	----------	----------

Rémunération la plus élevée: M. Philippe Hebeisen, directeur général CHF 901'305.– + contributions aux régimes de retraite CHF 200'960.– (en 2012: CHF 720'587.– + 187'560.–) dont la partie variable représente en 2013 CHF 425'159.– (en 2012: CHF 253'097.–)

Le montant total des prêts accordés par des sociétés du Groupe à des membres de la direction s'élève à CHF 2'329'700.– (CHF 2'339'000 en 2012). Aucun prêt n'a été accordé à d'anciens membres ou à des proches qui ne soit pas conforme à la pratique du marché.

5.6. Honoraires du conseil d'administration

Depuis 2010, compte tenu des tâches toujours plus exigeantes en termes de responsabilité et d'engagement, le Conseil a adopté un système de rémunération prévoyant des indemnités annuelles fixes définies par fonction: président, vice-président et administrateur. Celles-ci sont complétées par des indemnités pour la participation aux différents comités: président de comité et membre d'un comité, sauf pour le président du Conseil qui est un invité permanent aux trois comités du Conseil. Le montant des indemnités du Conseil est fixé à la libre appréciation du Conseil, sur la base d'un benchmark Kienbaum. Les membres du Conseil reçoivent en outre des frais de représentation conformes au marché.

	2013			2012		
	Indemnités fixes	Contributions AVS	Total	Indemnités fixes	Contributions AVS	Total
Indemnités versées en 2013 aux membres non exécutifs du conseil d'administration et du comité d'investissement						
Conseil d'administration						
Paul-André Sanglard, président	...381'331	...*85'945	...467'276	...242'329	...*56'712	...299'041
Chantal Balet Emery, vice-présidente	dès le 23.05.2012 ...181'880	...11'998	...193'878	...143'356	...8'942	...152'298
Pierre Stephan, vice-président	jusqu'au 22.05.2012.....0	.....0	.....0	...58'487	...2'682	...61'169
Javier Fernandez-Cid, membre	dès le 23.05.2012 ...100'000	.....0	...100'000	...56'000	.....0	...56'000
Etienne Jornod, membre	dès le 23.05.2012 ...107'333	...7'404	...114'737	...59'733	...3'769	...63'502
Peter Kofmel, membre	...144'484	...9'577	...154'061	...105'600	...6'664	...112'264
Rolf Mehr, membre	jusqu'au 29.02.2012.....0	.....0	.....0	...171'171	...8'772	...179'943
Jean-Philippe Rochat, membre	...144'484	...9'577	...154'061	...103'466	...6'529	...109'995
Jean-Pierre Steiner, membre	...119'315	...*11'888	...131'203	...93'304	...*13'416	...93'304
Total	1'178'827	136'389	1'315'216	1'033'446	107'486	1'140'932
*) montant englobant une contribution à un plan retraite						
Conseil consultatif (Comité d'investissement)						
Eric Breval, membre externe	dès le 01.07.2012 ...20'000	.....0	...20'000	...6'000	.....0	...6'000
René Sieber, membre externe	dès le 01.09.2012 ...21'334	...1'346	...22'680	...4'267	...269	...4'536
Daniel Caflisch, membre externe	jusqu'au 31.10.2012.....0	.....0	.....0	...10'000	.....0	...10'000
Adrian Künzi, membre externe	jusqu'au 31.05.2012.....0	.....0	.....0	...5'000	.....0	...5'000
Total	41'334	1'346	42'680	25'267	269	25'536

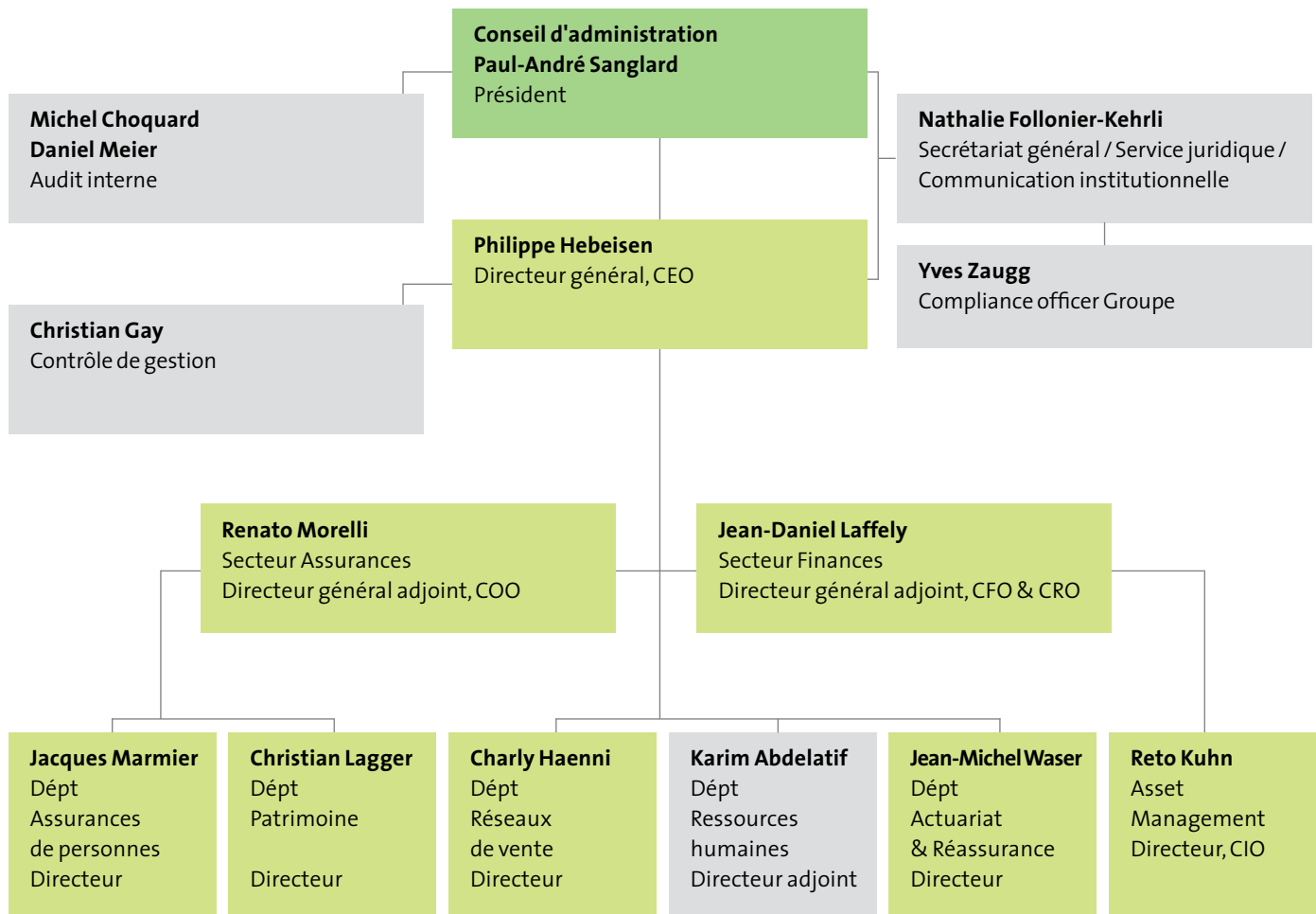
Aucune autre indemnité que celles mentionnées ci-dessus n'a été versée aux membres du conseil d'administration et du comité d'investissement ou à d'anciens membres ou à des proches. Aucun prêt n'a été accordé à des membres de ces conseils. Par ailleurs, aucun prêt n'a été alloué à d'anciens membres ou à des proches qui ne soit pas conforme à la pratique du marché.

5.7. Prévoyance professionnelle et autres avantages

La Vaudoise offre en outre des conditions très favorables à ses collaborateurs en matière de prévoyance professionnelle:

- la Vaudoise prend à sa charge le 65% des primes-épargne LPP dont le plan prévoit une part subobligatoire pour l'ensemble des collaborateurs;
- les rentes d'invalidité versées par la caisse de pension portent sur 60% du salaire assuré jusqu'à l'âge de la retraite;
- la caisse de pension de la Vaudoise est une institution solide, totalement réassurée, dont le taux de couverture au 31 décembre 2011 et 2012 était de 106%;
- en matière d'assurances Accidents et Maladie, tous les collaborateurs sont couverts en division privée pour les accidents professionnels et non professionnels et l'assurance Maladie perte de gain assure le 90% du salaire durant 2 ans.

Organigramme fonctionnel au 31 décembre 2013



Membres du Comité de direction

Philippe Hebeisen,

1955, suisse, Directeur général, CEO

Philippe Hebeisen a étudié le droit à l'Université de Lausanne, où il a obtenu sa licence. En 1983, il occupe le poste de secrétaire général adjoint de l'Office suisse d'expansion commerciale, à Zurich. En 1986, il rejoint la Genevoise Assurances, où il exerce la fonction de secrétaire général, avant de se voir confier la responsabilité du département Clientèle privée, dès 1992, en qualité de membre du comité de direction. En 1999, il reçoit la mission de créer le département Entreprises au sein du Groupe Vaudoise Assurances, avec rang de directeur, avant de reprendre la direction du département Marketing & Réseaux, dès 2004. En 2009, le conseil d'administration lui confie la tête de la nouvelle direction et le nomme directeur général et CEO. Parallèlement à cette activité, il est président du conseil de Valorlife depuis 2011, administrateur d'Europ Assistance (Suisse) Holding SA depuis 2010, administrateur de Mapfre Re (Madrid) et membre du Comité de l'ASA depuis 2009.

Renato Morelli,

1966, suisse, Directeur général adjoint, responsable du secteur Assurances, COO

Renato Morelli a étudié les mathématiques à l'Ecole Polytechnique de Zurich où il a obtenu son diplôme. En 1992, il rejoint AIG Life (Switzerland) dont il devient membre de la direction, responsable de l'actuariat et de la réassurance. En 2000, il prend la direction de Valorlife, fonction qu'il exerce durant quatre ans. En 2004, il se voit confier la responsabilité du département Private au sein du Groupe, avec rang de directeur adjoint. En 2005, il est nommé administrateur délégué de Valorlife. Le 1^{er} janvier 2006, il devient membre de la direction de la Vaudoise Assurances. En 2009, il est nommé directeur général adjoint, responsable du département Assurances qui deviendra le secteur Assurances en 2012. Parallèlement à cette activité, il conserve sa fonction d'administrateur de Valorlife. Il est par ailleurs membre du Comité Vie de l'ASA.

Jean-Daniel Laffely,

1965, suisse, Directeur général adjoint, responsable du secteur Finances, CFO & CRO

Jean-Daniel Laffely est licencié en sciences économiques de l'Université de Lausanne. Son parcours professionnel démarre en 1989, à la Suisse Assurances en tant que collaborateur de la division technique et administration. En 1991, il est d'abord nommé responsable du service de réassurance et coassurance non-vie, puis en 2002, responsable, au sein du département Actuariat, de la division Bouclément/reporting et réassurance vie et non-vie et membre de la direction. En 2006, il rejoint la Vaudoise où il est nommé Chief Risk Officer (CRO). Parallèlement à cette fonction, il devient responsable régional au Tessin en 2007. Le 1^{er} octobre 2008, il reprend le département Réseaux de vente, puis prend, en juin 2009, la responsabilité du département Finances et Placements qui devient le secteur Finances en 2012. Cette même année il est promu directeur général adjoint.

Charly Haenni,

1956, suisse, Directeur, responsable du département Réseaux de vente

Charly Haenni est titulaire d'un CFC d'employé de commerce. Il entre à la Vaudoise en 1978 en tant que gestionnaire de production. Puis en 1982, il rejoint la Nationale Suisse où il passe de conseiller en clientèle à agent principal. En 1995, il revient à la Vaudoise en tant qu'agent général adjoint. En 1998, il est désigné agent général à Payerne et, en 2004, il est nommé responsable régional. Cinq ans plus tard, en 2009, Charly Haenni est appelé au siège lausannois pour conduire le département Réseaux de vente.

Reto Kuhn,

1964, suisse, Directeur, responsable Asset Management, CIO

Reto Kuhn dispose d'une licence en sciences économiques de l'Université de Zurich. Après avoir intégré le monde professionnel par l'Asset Management d'Helvetia Assurances, il prend la direction, entre 1995 et 2001, de la caisse de pension des pilotes Swissair. Par la suite, il cofonde PFS Pension Services SA, qu'il dirige jusqu'en 2007 en tant que CEO. Puis, il devient responsable des investissements alternatifs auprès de SAM Sustainable Asset Management SA. Reto Kuhn est Chief Investment Officer (CIO) de la Vaudoise Assurances depuis janvier 2010.

Christian Lager,

1963, suisse, Directeur, responsable du département Patrimoine

Christian Lager est titulaire d'un Diplôme Fédéral en assurances. Après un apprentissage à la Neuchâteloise dans les assurances transport, il rejoint la Bâloise Assurance en 1981. Il occupera différentes fonctions dans les agences de Winterthur, Zürich et Lucerne puis à l'agence de Morges fin 1984. En 1986, il rejoint la Suisse Assurances en qualité de spécialiste sinistres Choses. En 1991, en plus de sa fonction de responsable des sinistres Choses, il devient responsable du service Administration sinistres. En 1998, il devient responsable adjoint de la division Production et souscription. En 2000, il est nommé responsable du département Patrimoine et membre du comité de direction. En 2005, il rejoint la Vaudoise et prend la responsabilité de la division Courtage en 2007. Il accède au poste de responsable du département Patrimoine en qualité de directeur à compter du 1^{er} janvier 2012.

Jacques Marmier,

1963, suisse, Directeur, responsable du département Assurances de personnes

Jacques Marmier débute sa carrière auprès de la compagnie lausannoise la Suisse Assurances. D'apprenti il passe gestionnaire avant d'être promu responsable de la gestion des contrats vie individuelle. Cette nomination intervient en 1987, peu après l'obtention de son diplôme fédéral d'assurances. En 1996, il entre à la Vaudoise et prend la tête du service de gestion des contrats vie individuelle. Deux ans plus tard, en 1998, il est promu chef de la division Vie individuelle pour reprendre en 2007, la gestion de la filiale Valorlife. Depuis le 1^{er} janvier 2012, il est responsable du département Assurances de personnes en qualité de directeur.

Jean-Michel Waser,

1955, suisse, Directeur, responsable du département Actuariat et Réassurance

Jean-Michel Waser a suivi des études de mathématiques, puis de sciences actuarielles à l'Ecole des HEC de l'Université de Lausanne. Il rejoint le Groupe Vaudoise Assurances en 1979. Durant sa carrière, il a exercé différentes fonctions d'actuaire et de responsable de ligne dans les domaines des assurances vie individuelle et collective et des assurances de personnes non-vie. En 2004, il est nommé Directeur et entre au comité de direction en tant qu'actuaire responsable du Groupe. Jean-Michel Waser est membre de l'Association Suisse des Actuaires, section ASA.

6. Droits de participation des actionnaires

6.1. Limitation et représentation des droits de vote

Il n'y a statutairement pas de limitation ou de restriction à l'exercice du droit de vote, hormis l'inscription dans le registre des actions à la date limite fixée par le conseil d'administration. Chaque actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, un tiers ou par le représentant indépendant désigné par la société.

6.2. Quorums statutaires

L'assemblée générale est valablement constituée quel que soit le nombre d'actionnaires présents. Les décisions se prennent à la majorité absolue des voix émises sous réserve des cas pour lesquels la loi ou les statuts exigent une autre majorité.

Les nominations se font à la majorité absolue au premier tour et relative au second. Chaque action donne droit à une voix, sauf dans les cas prévus par la loi pour lesquels la détermination est fonction de la valeur nominale.

6.3. Convocation à l'assemblée générale

La convocation à l'assemblée générale a lieu selon les dispositions légales (art. 699 et 700 CO). Conformément aux statuts, elle est faite par une publication dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce (FOSC) 20 jours au moins avant la date de la réunion. Les actionnaires inscrits au registre des actions avec droit de vote à la date de clôture du registre déterminée par le conseil d'administration reçoivent une convocation à l'assemblée générale ainsi qu'un extrait du rapport annuel. Ils ont la possibilité de commander le rapport intégral ou de le consulter sur le site internet. Tous les autres documents relatifs aux assemblées générales y sont aussi répertoriés [www.vaudoise.ch/fr/notre-groupe].

6.4. Inscription à l'ordre du jour

Aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été dûment portés à l'ordre du jour, à l'exception des propositions de convoquer une assemblée générale extraordinaire ou d'instituer un contrôle spécial. Selon l'art. 8 al. 4 des statuts, des actionnaires qui représentent des actions totalisant au minimum une valeur nominale de CHF 1 million peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour. La demande écrite doit parvenir au conseil d'administration 25 jours avant la date de l'assemblée générale.

6.5. Inscription au registre des actions

Aucun transfert d'action n'est enregistré depuis la date de clôture du registre, fixée par le conseil d'administration, jusqu'à celle de l'assemblée générale. La gestion du registre des actions est confiée à la société SIX SAG AG, Baslerstrasse 90, 4600 Olten.

7. Prise de contrôle et mesures de défense

Il n'y a pas de mesure statutaire en matière de prise de contrôle et de mesures de défense.

8. Organe de révision

La révision des comptes des sociétés actives du Groupe est confiée à KPMG SA, Lausanne. Le réviseur externe remplit les attributions définies par le Code des obligations et veille au bon fonctionnement du système de contrôle interne. Il n'a aucun mandat de gestion, de comptabilité ou de conseil.

8.1. Durée du mandat de révision et de la fonction du réviseur responsable

Date du début du mandat de révision en cours	07.05.2013
--	------------

Entrée en fonction du responsable de la révision	07.05.2013
--	------------

8.2. Honoraires de révision

Il appartient au comité d'audit et des risques d'accepter le budget relatif aux honoraires de l'organe de révision et de renseigner le conseil d'administration.

Honoraires facturés durant l'exercice 2013	CHF 654'000.–
--	---------------

8.3. Honoraires supplémentaires

Honoraires facturés durant l'exercice 2013 pour des mandats de conseil fiscaux	CHF 11'000.–
--	--------------

8.4. Instruments d'information sur la révision externe

Le comité d'audit et des risques rencontre l'organe de révision externe pour planifier l'audit, discuter des constatations du réviseur externe ainsi que du plan d'actions qui en découle. En 2013, le comité d'audit et des risques a rencontré l'organe de révision à 2 reprises. Les auditeurs internes participent à chaque séance du comité d'audit et des risques. Tous les procès-verbaux des séances du comité d'audit et des risques sont transmis au conseil d'administration de manière exhaustive et rapide. Ils sont discutés en séance du Conseil. Chaque membre du conseil d'administration a un droit illimité à l'information.

9. Politique d'information

Le Groupe Vaudoise Assurances informe ses actionnaires, ses investisseurs potentiels, ses sociétaires, ses collaborateurs et ses clients de façon complète, ouverte et régulière.

La rubrique «Notre Groupe» du site www.vaudoise.ch fournit des renseignements sur la stratégie, la structure juridique, la gouvernance d'entreprise, l'agenda, les communiqués de presse, les rapports annuels, ainsi que d'autres informations spécifiques aux divers publics cibles.

Résultats financiers

Les résultats du Groupe sont publiés 2 fois par année, notamment par voie de communiqués de presse. Les communiqués de presse ainsi que les présentations de la direction sont en tout temps disponibles dans la rubrique susmentionnée du site internet de la société.

Publicité événementielle

Tout fait susceptible d'avoir une influence sur le cours de l'action de Vaudoise Assurances Holding SA fait l'objet d'un communiqué de presse. Les personnes intéressées peuvent s'abonner pour recevoir gratuitement les annonces événementielles [www.vaudoise.ch/fr/notre-groupe/news-et-media/news-par-courriel].

Informations en vue des assemblées générales

Le Groupe informe de manière transparente ses actionnaires et ses sociétaires afin qu'ils puissent exercer leurs droits en assemblée générale en ayant connaissance des informations essentielles à la prise de décision:

- la date de l'assemblée générale est communiquée une année à l'avance lors de l'assemblée précédente. Elle figure aussi sur le site internet et dans le rapport annuel;
- un extrait du rapport annuel est envoyé aux actionnaires de Vaudoise Assurances Holding SA et aux sociétaires de Mutuelle Vaudoise avec la convocation à l'assemblée générale;
- l'ordre du jour et les propositions du conseil d'administration sont publiés dans l'organe de presse défini dans les statuts de Vaudoise Assurances Holding SA, à savoir la FOSC;
- le rapport annuel peut être commandé en français et en allemand ou être consulté sur le site internet dès le jour de la présentation des résultats annuels en conférence de presse.

Personnes de contact

Jean-Daniel Laffely
Directeur général adjoint,
chef du secteur Finances, CFO & CRO
Tél. direct 021 618 85 02
Fax direct 021 618 81 47
jlaffely@vaudoise.ch

Nathalie Follonier-Kehrli
Secrétaire générale et responsable
de la communication institutionnelle
Tél. direct 021 618 83 60
Fax direct 021 618 81 18
nfollonier@vaudoise.ch

Membres de la direction au 31 décembre 2013



Jacques Marmier
Directeur
Dépt Assurances
de personnes

Jean-Michel Waser
Directeur
Dépt Actuariat
& Réassurance

Christian Lager
Directeur
Dépt Patrimoine

Jean-Daniel Laffely
Directeur général
adjoint, CFO & CRO
Secteur Finances

Philippe Hebeisen
Directeur général, CEO



Renato Morelli
Directeur général
adjoint, COO
Secteur Assurances

Karim Abdelatif*
Directeur adjoint
Dépt RH

Reto Kuhn
Directeur, CIO
Asset Management

**Nathalie Follonier-
Kehrli***
Secrétaire générale

Charly Haenni
Directeur
Dépt Réseaux de vente



La force d'une entreprise réside dans ses collaboratrices et collaborateurs. Grâce à notre service Corporate Health Management, nos clients bénéficient d'une approche complète de la gestion des cas de maladie et d'accident. Les case managers de la Vaudoise proposent un suivi personnalisé dans la réhabilitation médicale, sociale et professionnelle. Dans les moments difficiles, collaboratrices et collaborateurs peuvent ainsi reprendre confiance en leurs capacités et en leur avenir privé et professionnel.



17.11.2013

14:48

Hello Gloria
Est-ce que tu viens
luger avec nous
demain?

18.11.2013

11:19



18.11.2013

11:19

Le petit saut
semblait si rigolo ...
ensuite le trou noir.



A mon réveil j'étais encore en train de luger. L'équipe et les médecins ont été très chaleureux. Mais j'avais la douloureuse impression que mon genou était brisé en mille morceaux.



12.01.2014

13:25

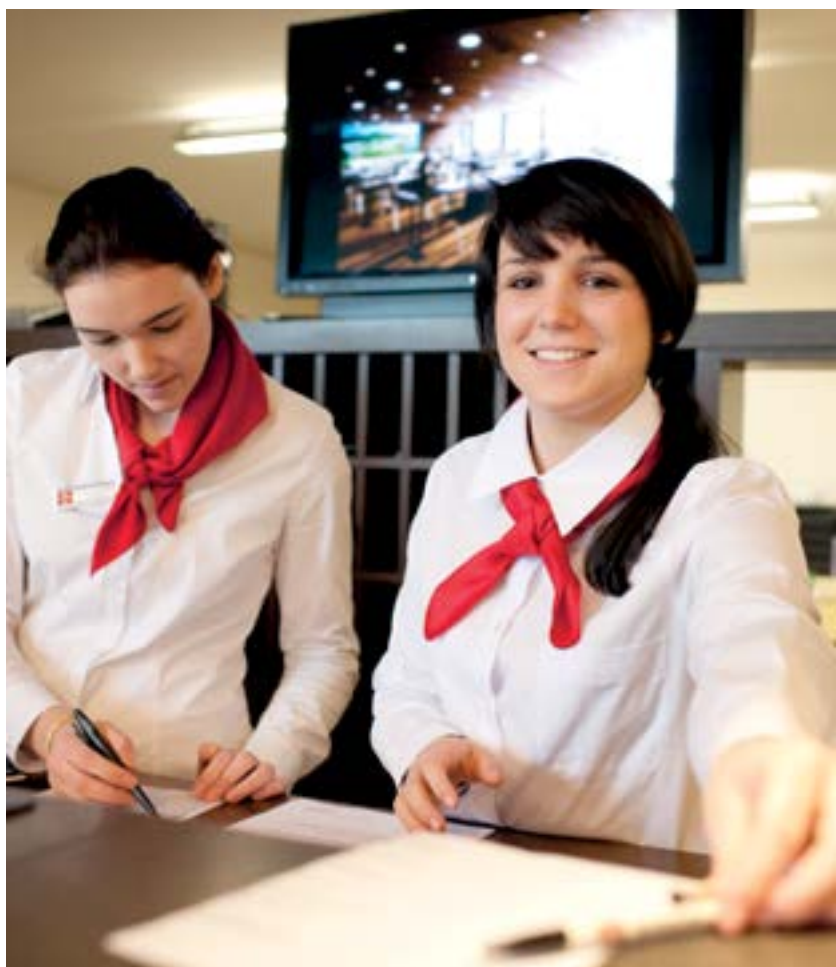
Physiothérapie
quotidienne.



Pourrais-je à nouveau
travailler un jour?



Le case manager de la Vaudoise m'a proposé un coaching et la définition d'un nouveau défi professionnel adapté, en coordination avec les assureurs sociaux, mes médecins et mon employeur.



Aujourd'hui je suis cheffe de l'équipe Service...

Comptes consolidés du Groupe

Compte de profits et pertes consolidé

au 31 décembre 2013 (en milliers de CHF)

Compte de résultat technique de l'assurance non-vie	Notes*	Brut	Réassurances cédées	2013 net	2012 net
Primes émises	1	752'483	36'023	716'460	688'866
Variation des provisions pour report de primes		28'644	20	28'624	19'965
Primes acquises		781'127	36'043	745'084	708'831
Résultat financier transféré du compte non technique				60'226	84'334
Autres produits techniques	2			166	153
Total des produits				805'476	793'318
Paiements consécutifs à des sinistres		527'426	18'447	508'979	460'220
Variation des provisions pour sinistres à régler		-3'899	2'830	-6'729	25'782
Charge de sinistres		523'527	21'277	502'250	486'002
Variation des autres provisions techniques		3'054	0	3'054	3'584
Participations aux excédents attribués	3	11'815	393	11'422	13'426
Frais d'administration et d'acquisition	4	188'225	5'035	183'189	173'151
Autres charges techniques	5			1'660	1'690
Total des charges				701'576	677'854
Résultat technique de l'assurance non-vie				103'900	115'464
Compte de résultat technique de l'assurance vie					
Primes émises	1	642'430	3'070	639'360	771'002
Variation des provisions pour report de primes		-134	27	-161	-552
Primes acquises		642'296	3'096	639'199	770'451
Résultat financier transféré du compte non technique				132'190	382'043
Total des produits				771'389	1'152'494
Prestations d'assurances payées		906'420	1'262	905'158	875'046
Variation des provisions pour sinistres à régler		550	15	536	-4'364
Variation des provisions mathématiques		-213'902	-988	-212'913	228'418
Total des prestations d'assurances		693'069	289	692'780	1'099'100
Participations aux excédents attribués	3	7'137	1'914	5'222	9'330
Frais d'administration et d'acquisition	4	47'457	0	47'457	47'988
Total des charges				745'459	1'156'419
Résultat technique de l'assurance vie				25'929	-3'925

* voir page 60 et suivantes

Compte de résultat financier (non technique)	Notes*	2013 net	2012 net
Produits des placements	6	347'957	570'595
Charges des placements	7	-116'385	-62'021
Résultat des placements		231'572	508'574
Résultats financiers attribués aux comptes techniques	8	-192'416	-466'377
Autres produits financiers	9	151'222	79'320
Autres charges financières	10	-167'178	-83'123
Résultat du compte financier (non technique)		23'200	38'394
<hr/>			
Compte de résultat global			
Résultat technique de l'assurance non-vie		103'900	115'464
Résultat technique de l'assurance vie		25'929	-3'925
Résultat du compte financier (non technique)		23'200	38'394
Attribution (-) / prélèvement au fonds de participations futures aux excédents		-1'313	1'597
Quote-part du résultat Orion, société associée		1'129	797
Résultat avant impôts		152'845	152'328
Impôts courants	11	-23'263	-28'038
Impôts différés		-3'216	-2'093
Bénéfice de l'exercice		126'366	122'197

Bilan consolidé

au 31 décembre 2013 (en milliers de CHF)

Actif	Notes*	2013	2012
Placements de capitaux	12		
Immobilier		1'252'401	1'171'021
Participation dans Orion, société associée		4'627	5'039
Autres titres détenus à long terme		14'435	9'433
Actions		726'099	487'832
Produits alternatifs		356'335	446'926
Autres titres à revenus variables		297'068	204'359
Instruments financiers dérivés		15'254	11'820
Obligations et autres titres à revenus fixes		2'915'997	3'054'705
Prêts hypothécaires		301'734	234'483
Prêts à des collectivités		645'023	707'576
Prêts sur polices		6'635	6'847
Dépôts à terme et placements similaires		0	2'000
		6'535'608	6'342'039
Placements pour le compte et au risque de souscripteurs d'assurances vie	12	4'513'911	4'797'214
Actifs provenant de la réserve de cotisations de l'employeur	13	3'917	3'917
Autres immobilisations corporelles	14	24'338	20'274
Dépôts pour réassurances acceptées		33'640	33'594
Créances résultant d'opérations d'assurances			
Avoirs auprès de preneurs d'assurances		8'285	8'904
Avoirs auprès d'agents et d'autres intermédiaires		1'500	1'420
Avoirs auprès d'institutions d'assurances et de réassurances		5'582	6'260
		15'367	16'585
Créances sur des participations non consolidées et d'autres entreprises liées		793	711
Autres créances	15	24'412	36'551
Disponibilités	16	235'309	122'586
Comptes de régularisation	17		
Prorata d'intérêts		44'253	48'773
Autres		50'744	204'364
		94'997	253'137
Total de l'actif		11'482'291	11'626'607

* voir page 60 et suivantes

Passif	Notes*	2013	2012
Capitaux propres			
Capital-actions		75'000	75'000
Propres actions		-6'248	-6'248
Réserve provenant de primes d'émissions		27'842	27'842
Réserve provenant de bénéfices		835'129	751'684
Réserve de réévaluation		235'688	165'191
Résultat de l'exercice		126'366	122'197
		1'293'777	1'135'667
Provisions techniques d'assurances			
Provisions pour report de primes	18	130'494	158'952
Provisions mathématiques		3'087'127	2'971'582
Provisions pour sinistres et prestations à régler		1'616'344	1'623'039
Provisions pour participations aux excédents		88'335	83'170
Autres provisions techniques		66'786	63'732
		4'989'086	4'900'475
Provisions techniques des assurances vie liées à des placements de capitaux			
		4'523'392	4'802'463
Provisions financières			
Provisions pour impôts courants	19	10'065	15'414
Provisions pour impôts différés	20	84'758	62'464
Provisions pour coûts de restructuration		141	402
Autres provisions		0	50
		94'965	78'330
Dépôts pour réassurances cédées			
		19'004	20'430
Dettes résultant d'opérations d'assurances			
Engagements envers d'autres institutions d'assurances et de réassurances		4'395	2'681
Engagements envers des agents, des preneurs d'assurances ou d'autres ayants droit		57'125	56'735
Parts d'excédents laissées en dépôts ou non encore versées		128'045	133'045
		189'565	192'461
Dettes à long terme			
Envers des participations non consolidées et d'autres entreprises liées		32'000	31'000
Autres		0	750
		32'000	31'750
Dettes à court terme			
Envers des participations non consolidées et d'autres entreprises liées		417	483
Autres		22'652	47'644
		23'069	48'127
Comptes de régularisation			
Primes payées d'avance et prestations à payer	17	295'977	400'201
Autres		21'458	16'703
		317'434	416'904
Total du passif		11'482'291	11'626'607

Tableau de financement

au 31 décembre 2013 (en milliers de CHF)

	2013	2012
Flux de fonds résultant de l'exploitation		
Bénéfice de l'exercice	126'366	122'197
Quote-part du résultat Orion, société associée	-1'129	-797
Gains (-) / pertes (+) réalisés / non réalisés sur		
• immobilier	-18'304	9
• titres et autres placements de capitaux	-1'670	-43'623
• autres titres détenus à long terme	-183	-14
Amortissements et corrections de valeur sur		
• immobilier	2'236	-6'798
• titres et autres placements de capitaux	38'851	-12'992
• autres titres détenus à long terme	0	152
• autres immobilisations corporelles	6'614	4'679
Sources et emplois (-) de fonds		
• provisions techniques d'assurances	-232'689	-57'337
• parts d'excédents créditées aux assurés dans le secteur vie	-135	-8'665
• provisions pour participations futures aux excédents	5'299	26'472
• provisions financières	-2'443	3'955
• créances résultant d'opérations d'assurances	1'218	6'872
• dettes résultant d'opérations d'assurances	-2'897	311
• dépôts pour réassurances acceptées	-45	-263
• dépôts pour réassurances cédées	-1'426	-7'927
• créances sur des participations non consolidées et d'autres entreprises liées	-83	-270
• dettes envers des participations non consolidées et d'autres entreprises liées	-66	-2
• autres créances	12'139	-4'856
• autres dettes	-24'992	7'657
• comptes de régularisation actifs	158'140	-116'790
• comptes de régularisation passifs	-99'470	125'003
Total	-34'667	36'972
Flux de fonds liés aux investissements		
• immobilier	-64'566	-154'154
• titres et autres placements de capitaux	264'416	144'861
• autres titres détenus à long terme	-4'819	115
• autres immobilisations corporelles	-10'678	-10'231
Total	184'353	-19'409
Flux de fonds liés à des opérations financières		
• dividendes et autres distributions de l'exercice précédent	-37'213	-35'889
• dette à long terme envers une entreprise liée	1'000	10'000
• autre dette à long terme envers des tiers	-750	0
Total	-36'963	-25'889
Augmentation / diminution (-) nette des disponibilités	112'723	-8'327

Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2013 (en milliers de CHF)

	Capital -actions	Propres actions ¹⁾	Réserve provenant de primes d'émission	Bénéfice accumulé ²⁾	Réserve de rééva- luation	Total
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	75'000	-6'248	27'842	787'574	124'004	1'008'172
Dividendes et autres contributions versés (exercice précédent)				-35'889		-35'889
Bénéfice de l'exercice				122'197		122'197
Fluctuations de valeur sur						
• immobilier					3'977	3'977
• titres et créances					48'502	48'502
• impôts différés sur fluctuations de valeur					-11'292	-11'292
Capitaux propres au 31 décembre 2012	75'000	-6'248	27'842	873'881	165'191	1'135'667
Dividendes et autres contributions versés (exercice précédent)				-37'213		-37'213
Dividendes Orion, par diminution de ses fonds propres				-1'540		-1'540
Bénéfice de l'exercice				126'366		126'366
Fluctuations de valeur sur						
• immobilier					747	747
• titres et créances					88'828	88'828
• impôts différés sur fluctuations de valeur					-19'078	-19'078
Capitaux propres au 31 décembre 2013	75'000	-6'248	27'842	961'495	235'688	1'293'777

1) Depuis le 31 décembre 2009 Vaudoise Générale, Compagnie d'Assurances SA, Lausanne, détient encore 56'725 actions nominatives B de Vaudoise Assurances Holding SA au prix de CHF 6'248'175.-. Une réserve pour propres actions d'un montant équivalent figure dans les comptes de la maison mère conformément aux dispositions légales.

Actions propres détenues par des entités proches de l'entreprise

Mutuelle Vaudoise, Société Coopérative, Lausanne, détient 10 millions d'actions nominatives A de Fr. 5.- nominal et 26'780 actions nominatives B de Fr. 25.- nominal.

La Caisse de pension Vaudoise Assurances, Lausanne, détient 20'000 actions nominatives B de Fr. 25.- nominal.

2) Le montant des réserves statutaires ou légales non distribuables s'élève au 31 décembre 2013 à CHF 109,7 millions (108,8 millions au 31 décembre 2012).

I – Périmètre de consolidation

Le bilan et le compte de profits et pertes consolidés au 31 décembre 2013 comprennent la maison mère, soit Vaudoise Assurances Holding SA, ainsi que Vaudoise Générale, Compagnie d'Assurances SA, Vaudoise Vie, Compagnie d'Assurances SA, Valorlife, Compagnie d'Assurances sur la vie, Société anonyme et Orion Assurance de Protection Juridique SA (société associée consolidée par mise en équivalence selon la recommandation Swiss GAAP RPC 30).

II – Normes comptables appliquées

Les comptes ont été établis conformément aux «Recommandations relatives à la présentation des comptes Swiss GAAP RPC» et respectent l'intégralité de ce référentiel.

III – Méthode de consolidation

Vaudoise Générale, Vaudoise Vie et Valorlife, détenues directement à 100%, sont consolidées dans les comptes de Vaudoise Assurances Holding SA selon la méthode de l'intégration globale. Chaque poste de leur bilan et de leur compte de profits et pertes a été repris à 100%. Tous les engagements, les créances et les prestations réciproques ont été éliminés.

Orion Assurance de Protection Juridique SA, Bâle, détenue à 22%, est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de ses fonds propres et de son résultat annuel a été prise en compte dans cette proportion.

Les autres titres détenus à long terme, qui incluent des titres détenus à moins de 20%, sont évalués à leur prix d'acquisition corrigé d'éventuels amortissements. Brokervalue SA détenue à 100%, qui ne représente qu'un modeste intérêt par rapport aux comptes consolidés, figure également dans cette rubrique à son prix d'acquisition.

IV – Principes de présentation des comptes

L'évaluation des actifs et des passifs de toutes les sociétés consolidées s'effectue selon des critères uniformes et conformément à la norme Swiss GAAP RPC 14 applicable aux compagnies d'assurances; les principales règles appliquées sont les suivantes:

Placements de capitaux

- les immeubles en exploitation sont portés au bilan à leur valeur vénale. Celle-ci est déterminée au minimum pour la moitié du parc par un expert indépendant et pour la partie restante par un expert interne. Toutefois, un immeuble n'est pas évalué deux années successives en interne. En 2013, les valeurs vénales des immeubles ont toutes été déterminées par un expert indépendant. Quant aux bâtiments en construction et ceux du siège de Lausanne et de Valorlife à Vaduz, ils sont évalués à leur prix de revient, sous déduction des amortissements jugés nécessaires;

- les actions, les produits alternatifs et les autres titres à revenus variables sont inscrits à leur valeur de marché s'ils ont une cotation, sinon à leur valeur d'acquisition sous déduction d'éventuels amortissements dictés par les circonstances. Les placements en Hedge Funds et Private Equity non cotés sont évalués à leur valeur nette d'inventaire;

- les instruments financiers dérivés sont généralement utilisés à des fins de couverture de risque. Pour les opérations de couverture de change (currency overlays), les opérations dénouées durant l'année sont enregistrées au compte de profits et pertes. Quant aux opérations encore ouvertes au 31 décembre, elles sont portées à l'actif ou au passif du bilan (comptes de régularisation) à leur valeur de remplacement. Pour les opérations destinées à garantir des flux de paiement découlant des provisions techniques (swaps d'intérêts), le recevoir ou payer swap d'une valeur nulle au moment de la conclusion du contrat est pris en compte pendant toute la durée convenue avec une valeur de zéro, conformément aux prescriptions de l'art. 88 al. 3 OS. La valeur de remplacement de ces contrats est présentée dans l'annexe. Les opérations dénouées durant l'année sont enregistrées au compte de profits et pertes. Les options d'achat et de vente sont évaluées à la valeur de marché. Ces contrats sont présentés dans l'annexe;

- les obligations et autres titres à revenus fixes sont estimés selon la méthode linéaire d'amortissement des coûts (amortized cost) à l'exception des obligations zéro coupon qui sont valorisées selon la méthode de l'intérêt composé; il est tenu compte d'éventuels risques d'insolvabilité en application des critères suivants: si la valeur de marché est inférieure à 80% de la valeur nominale et que l'analyse faite position par position, sous les angles techniques et de marché, relève un risque aggravé d'insolvabilité, il est procédé aux amortissements adéquats;

- les prêts hypothécaires et à des collectivités, de même que les prêts sur polices d'assurances vie, sont portés à leur valeur de remboursement; les postes menacés font l'objet d'amortissements appropriés;

- les dépôts à terme et les placements similaires figurent à leur valeur de remboursement;

- les placements pour le compte et au risque de souscripteurs d'assurances vie figurent au bilan à leur valeur de marché. Les valeurs de marché appliquées sont les dernières valeurs connues (généralement celles au 30 septembre); les fluctuations de valeur qui en découlent sont sans effet sur le résultat et les capitaux propres car elles trouvent leur contrepartie dans les provisions techniques spécifiques.

Autres immobilisations corporelles

- les équipements, le mobilier, les véhicules et les installations informatiques sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition diminuée des amortissements planifiés, lesquels sont calculés en fonction de leur durée de vie respective se situant entre 3 et 10 ans. Lors de leur liquidation, d'éventuels soldes non encore amortis le sont immédiatement.

Provisions techniques d'assurances

- ces postes sont repris tels qu'ils apparaissent dans les bilans des diverses sociétés; ils reposent notamment sur l'estimation des engagements contractés envers des assurés et des lésés. Etablies selon les méthodes préconisées par les autorités de surveillance, ces provisions techniques sont dotées avec prudence.

Autres actifs et dettes à court terme

- ils sont portés au bilan à leur valeur vénale.

Conversion des monnaies étrangères

- la conversion des monnaies étrangères s'effectue sur la base des cours en vigueur en fin d'exercice. Les différences qui en résultent dans les comptes annuels des sociétés affectent directement leurs résultats.

V – Présentation des plus ou moins-values résultant de l'application des critères uniformes susmentionnés

Les correctifs provenant de différences entre les comptes sociaux des diverses sociétés et les comptes du Groupe sont traités comme suit:

Placements de capitaux

- une différence positive entre la valeur de marché et la valeur inscrite au bilan social est attribuée directement aux capitaux propres (à la réserve de réévaluation);

- une différence négative entre la valeur de marché et la valeur inscrite au bilan social affecte le compte de profits et pertes (sous charges des placements).

Valeurs corporelles

- d'éventuels écarts entre les amortissements portés en charge dans les comptes sociaux et les amortissements économiques imputés dans les comptes du Groupe influencent le compte de profits et pertes.

VI - Notes relatives au compte de profits et pertes

1.1 Primes brutes par branche d'assurances	2013	%	2012	%
Assurances non-vie				
Accidents	140'575	18,7	136'808	19,0
Maladie	126'090	16,8	115'578	16,0
Responsabilité civile	63'863	8,5	62'718	8,7
Véhicules à moteur	289'609	38,5	277'880	38,5
Incendie et autres dommages matériels	106'395	14,1	103'954	14,4
Maritimes, transport et aviation	1'578	0,2	1'559	0,2
Caution	1'571	0,2	1'631	0,2
Techniques	8'309	1,1	8'558	1,2
Assistance	6'661	0,9	6'183	0,8
Total des primes sur affaires directes	744'651	99,0	714'869	99,0
Acceptations de réassurance	7'831	1,0	6'949	1,0
Total	752'483	100,0	721'819	100,0
Assurances vie				
Individuelle	247'169	38,5	228'251	29,5
Individuelle (dont le risque de placement est supporté par les souscripteurs)	393'139	61,2	543'212	70,2
Total des primes sur affaires directes	640'308	99,7	771'463	99,6
Acceptations de réassurance	2'122	0,3	2'718	0,4
Total	642'430	100,0	774'181	100,0
Total général	1'394'913		1'495'999	
1.2 Primes brutes par région géographique				
Affaires directes				
Suisse romande	579'958	41,9	583'754	39,3
Suisse alémanique	361'956	26,1	324'309	21,8
Suisse italienne	66'242	4,8	66'673	4,5
Ensemble de la Suisse	1'008'156	72,8	974'736	65,6
Liechtenstein	3'004	0,2	3'571	0,2
Europe	308'974	22,3	477'587	32,1
Amérique	5'396	0,4	29'667	2,1
Asie / Pacifique	59'429	4,3	771	0,1
Total	1'384'959	100,0	1'486'332	100,0
Affaires indirectes				
Suisse	2'615	26,3	2'844	29,4
Europe	7'266	73,0	6'773	70,1
Etats-Unis	72	0,7	50	0,5
Total	9'953	100,0	9'667	100,0
Total général	1'394'913		1'495'999	

2. Autres produits techniques .....			.....2013	.....2012
Assurances non-vie				
Emoluments pour frais de suspension .....			.....166	.....153
<hr/>				
3. Participations aux excédents attribués .....			.....2013	.....2012
Assurances non-vie				
Accidents .....			.....1'597	.....1'404
Maladie .....			.....7'047	.....8'870
Responsabilité civile .....			.....2'211	.....2'725
Autres .....			.....567	.....428
Total .....			.....11'422	.....13'426
Assurances vie				
Individuelle .....			.....4'718	.....8'815
Invalidité .....			.....504	.....515
Total .....			.....5'222	.....9'330
<hr/>				
4. Frais de fonctionnement .....	..... Brut	..... Part des réassureurs	..... 2013 net	..... 2012 net
Assurances non-vie				
Frais d'administration .....	.....93'827	.....0	.....93'827	.....89'823
Frais d'acquisition .....	.....94'397	.....5'035	.....89'362	.....83'328
Total .....	.....188'224	.....5'035	.....183'189	.....173'151
Assurances vie				
Frais d'administration .....	.....26'372	.....0	.....26'372	.....26'162
Frais d'acquisition .....	.....21'085	.....0	.....21'085	.....21'826
Total .....	.....47'457	.....0	.....47'457	.....47'988
dont				
• charges de personnel .....			.....145'044	.....136'766
• amortissements sur autres immobilisations corporelles .....			.....6'614	.....4'679
Frais de personnel du Groupe				
Total des frais de personnel répartis dans les frais de fonctionnement, la charge de sinistres et les charges des placements .....			.....178'297	.....166'952

	.....2013	.....2012
5. Autres charges techniques		
Assurances non-vie		
Contribution à la défense incendie	1'540	1'550
Charges diverses	120	140
Total	1'660	1'690
6. Produits des placements .....	.....2013	.....2012
Produits courants sur		
Immobilier	44'400	38'819
Autres titres détenus à long terme	2'960	886
Actions	12'717	9'688
Produits alternatifs	1'906	241
Autres titres à revenus variables	6'061	2'335
Obligations et autres titres à revenus fixes	90'500	97'360
Prêts hypothécaires	5'492	4'270
Prêts à des collectivités	16'579	19'276
Prêts sur polices	273	242
Dépôts à terme et placements similaires	58	352
Dépôts auprès de sociétés cédantes	1'090	1'070
Autres placements	2'413	4'422
	184'449	178'961
Produits résultant de la réalisation de		
Immobilier	18'652	0
Valeurs mobilières	84'451	78'230
	103'103	78'230
Produits résultant de la réalisation sur placements dont le risque est supporté par les souscripteurs	54	109
Corrections de valeur sur		
Immobilier	1'148	6'867
Valeurs mobilières	7'028	32'397
	8'176	39'264
Plus-values non réalisées sur placements dont le risque est supporté par les souscripteurs	52'175	274'031
Total	347'957	570'595

	2013	2012
7. Charges des placements		
Intérêts passifs sur		
Réserves techniques déposées	611	708
Dépôts de primes et de participations aux excédents	4'302	4'291
Comptes courants divers	2'658	941
	7'571	5'940
Frais de gestion	23'275	13'937
Pertes résultant de la réalisation de		
Immobilier	348	9
Valeurs mobilières	20'691	10'791
	21'039	10'800
Pertes résultant de la réalisation de placements dont le risque est supporté par les souscripteurs	175	4'180
Corrections de valeur sur		
Immobilier	3'385	70
Valeurs mobilières	45'829	19'506
	49'214	19'576
Moins-values non réalisées sur placements dont le risque est supporté par les souscripteurs	15'111	7'588
Total	116'385	62'021

8. Résultats financiers attribués aux comptes techniques

Séparément pour les assurances vie et non-vie, le rendement total des placements de capitaux est divisé par la moyenne (début et fin d'exercice) des capitaux placés. Le rapport ainsi obtenu est appliqué aux provisions techniques et autres dettes résultant d'opérations d'assurances. Les plus-values enregistrées sur les placements pour le compte et au risque de souscripteurs d'assurances vie, soit au total CHF 36,9 millions (plus-values de CHF 262,4 millions en 2012) sont totalement imputées au compte technique tel que préconisé par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA. A ce montant, il convient d'ajouter les différences de change sur les placements pour le compte et au risque de souscripteurs d'assurances vie pour CHF -3,1 millions (CHF -0,3 million en 2012).

	2013	2012
9. Autres produits financiers		
Différences de change		
• réalisées	79'007	25'057
• non réalisées	72'215	54'263
Total	151'222	79'320
y compris les différences sur placements dont le risque est supporté par les souscripteurs	69'127	36'952

10. Autres charges financières .....	.....2013	.....2012
Différences de change		
• réalisées .....	.....21'627	.....19'663
• non réalisées .....	.....145'551	.....63'460
Total .....	.....167'178	.....83'123
y compris les différences sur placements dont le risque est supporté par les souscripteurs .....	.....72'258	.....37'258

11. Impôts courants .....	.....2013	.....2012
Il s'agit de la somme des impôts payés sur le bénéfice et/ou provisionnés des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation. ....	.....23'263	.....28'038

VII – Notes relatives au bilan

	Prix d'acquisition	
	.....2013	.....2012
12.1 Evaluation des placements de capitaux selon divers critères		
Immobilier .....	.....1'199'919	.....1'120'048
Actions .....	.....606'438	.....465'252
Produits alternatifs .....	.....377'157	.....481'439
Autres titres à revenus variables .....	.....314'260	.....197'763
Instruments financiers dérivés .....	.....47'018	.....23'668
Obligations et autres titres à revenus fixes .....	.....2'967'832	.....3'069'311
Prêts hypothécaires .....	.....301'915	.....234'673
Prêts à des collectivités .....	.....645'023	.....707'576
Prêts sur polices .....	.....6'635	.....6'847
Dépôts à terme et placements similaires .....	.....0	.....2'000
Sous-total .....	.....6'466'197	.....6'308'576
Participation dans Orion, société associée		
Autres titres détenus à long terme		
Total		

12.2 Evaluation des placements pour le compte et au risque de souscripteurs d'assurances vie .....	.....2013	.....2012
Liquidités .....	.....474'513	.....616'186
Titres à revenus variables .....	.....3'271'848	.....3'088'240
Obligations et autres titres à revenus fixes .....	.....962'982	.....1'271'621
Total .....	.....4'709'343	.....4'976'047

1) Ne disposant pas de l'intégralité des informations nécessaires, la répartition de ces placements en trois segments a été réalisée par extrapolation des résultats obtenus après analyse d'un échantillonnage représentatif de l'ensemble de ces portefeuilles. Ceux-ci incluent 498 contrats illiquides pour une valeur de CHF 27,3 millions contre 584 contrats pour CHF 29,1 millions en 2012; ces positions ont été évaluées à la dernière valeur connue.

Valeur de marché

Valeur au bilan

.....2013	.....2012	.....2013	.....2012
..... 1'252'401	..... 1'171'021	..... 1'252'401	..... 1'171'021
..... 726'099	..... 487'832	..... 726'099	..... 487'832
..... 356'335	..... 446'926	..... 356'335	..... 446'926
..... 297'068	..... 204'359	..... 297'068	..... 204'359
..... 15'254	..... 11'820	..... 15'254	..... 11'820
..... 2'987'536	..... 3'321'264	..... 2'915'997	..... 3'054'705
..... 301'734	..... 234'483	..... 301'734	..... 234'483
..... 645'023	..... 707'576	..... 645'023	..... 707'576
..... 6'635	..... 6'847	..... 6'635	..... 6'847
..... 0	..... 2'000	..... 0	..... 2'000
..... 6'588'084	..... 6'594'127	..... 6'516'547	..... 6'327'569
.....	.....	..... 4'627	..... 5'039
.....	.....	..... 14'435	..... 9'433
.....	.....	..... 6'535'608	..... 6'342'039

..... 454'821	..... 594'041	..... 454'821	..... 594'041
..... 3'136'070	..... 2'977'252	..... 3'136'070	..... 2'977'252
..... 923'020	..... 1'225'921	..... 923'020	..... 1'225'921
..... 4'513'911	..... 4'797'214	..... 4'513'911	..... 4'797'214

12.3 Evolution des placements de capitaux	31.12.2012	%	Orion quote-part du résultat 2013
Immobilier	1'171'021	18,5	0
Participations dans Orion, société associée	5'039	0,1	1'129
Autres titres détenus à long terme	9'433	0,1	0
Actions	487'832	7,7	0
Produits alternatifs	446'926	7,0	0
Autres titres à revenus variables	204'359	3,2	0
Instruments financiers dérivés	11'820	0,2	0
Obligations et autres titres à revenus fixes	3'054'705	48,2	0
Prêts hypothécaires	234'483	3,7	0
Prêts à des collectivités	707'576	11,2	0
Prêts sur polices	6'847	0,1	0
Dépôts à terme et placements similaires	2'000	0,0	0
Total	6'342'039	100,0	1'129
Placements pour le compte et au risque de souscripteurs d'assurances vie	4'797'214	0	0

12.4 Placements de capitaux par monnaie au 31 décembre 2013 (converties en CHF)	CHF	USD	EUR
Immobilier	1'252'401	0	0
Participations dans Orion, société associée	4'627	0	0
Autres titres détenus à long terme	5'709	0	8'726
Actions	671'766	54'334	0
Produits alternatifs	7'994	276'243	72'098
Autres titres à revenus variables	117'015	171'620	8'433
Instruments financiers dérivés	13'922	1'333	0
Obligations et autres titres à revenus fixes	1'853'815	448'400	211'769
Prêts hypothécaires	301'734	0	0
Prêts à des collectivités	645'023	0	0
Prêts sur polices	5'148	0	1'487
Dépôts à terme et placements similaires	0	0	0
Total	4'879'153	951'929	302'513
Placements pour le compte et au risque de souscripteurs d'assurances vie	560'368	279'876	3'454'444

Mouvements en 2013

Corrections de valeur par

Entrées	Sorties	Gains et pertes réalisés	Différences de change	Profits et pertes	Réserve de réévaluation	31.12.2013	%
142'479	-77'913	18'304	0	-2'236	747	1'252'401	19,2
0	0	0	0	-1'540	0	4'627	0,1
5'259	-440	50	133	0	0	14'435	0,2
269'417	-141'896	14'588	-1'404	2'869	94'694	726'099	11,1
47'591	-154'483	13'265	-6'012	3'189	5'859	356'335	5,5
322'215	-204'378	4'279	-4'019	-13'663	-11'725	297'068	4,5
32'864	-612	-132	-67	-28'619	0	15'254	0,2
1'109'250	-1'229'744	32'379	-47'957	-2'636	0	2'915'997	44,6
72'918	-5'676	0	0	10	0	301'734	4,6
69'241	-131'794	0	0	0	0	645'023	9,9
2'569	-2'778	0	-4	0	0	6'635	0,1
37'000	-39'000	0	0	0	0	0	0
2'110'803	-1'988'713	82'734	-59'331	-42'627	89'575	6'535'608	100,0
830'000	-1'147'116	-121	-3'131	37'064	0	4'513'911	0

SEK	CAD	AUD	GBP	NOK	Diverse	Total	%
0	0	0	0	0	0	1'252'401	19,2
0	0	0	0	0	0	4'627	0,1
0	0	0	0	0	0	14'435	0,2
0	0	0	0	0	0	726'099	11,1
0	0	0	0	0	0	356'335	5,5
0	0	0	0	0	0	297'068	4,5
0	0	0	0	0	0	15'254	0,2
56'128	71'365	77'182	61'014	66'056	70'269	2'915'997	44,6
0	0	0	0	0	0	301'734	4,6
0	0	0	0	0	0	645'023	9,9
0	0	0	0	0	0	6'635	0,1
0	0	0	0	0	0	0	0
56'128	71'365	77'182	61'014	66'056	70'269	6'535'608	100,0
137'815	0	0	81'407	0	0	4'513'911	0

13. Institutions de prévoyance	Valeur nominale	Bilan 31.12.2013	Bilan 31.12.2012	Mouvement inclus dans les frais de personnel en 2013
Actifs provenant de la réserve de cotisations de l'employeur				
Caisse de pension Vaudoise Assurances	3'917	3'917	3'917	0
Total	3'917	3'917	3'917	0

	Excédent de couverture ou découvert (-)*	31.12.2013	31.12.2012	Variation avec incidence sur le résultat	Cotisations ajustées à la période	2013	2012
Avantages / engagements économiques et charges de prévoyance							
Institution de prévoyance avec excédent de couverture	33'419	0	0	0	16'249	16'249	15'099
Plans de prévoyance sans actifs propres	0	0	0	0	1'604	1'604	1'547
Total	33'419	0	0	0	17'853	17'853	16'646

* Sur la base des comptes de l'institution établis au 31.12.2012 selon la norme Swiss GAAP RPC 26. A noter que les comptes provisoires établis au 31.12.2013 laissent toujours apparaître un excédent de couverture.

14. Autres immobilisations corporelles			
Equipements d'exploitation, tels que mobilier, machines et installations informatiques			
Etat au 1^{er} janvier 2012	54'489	-39'766	14'722
Achats	10'233	0	10'233
Sorties	-18'067	18'066	-1
Amortissements ordinaires	0	-4'679	-4'679
Etat au 31 décembre 2012	46'654	-26'380	20'274
Achats	10'684	0	10'684
Sorties	-1'218	1'212	-6
Amortissements ordinaires	0	-6'614	-6'614
Etat au 31 décembre 2013	56'120	-31'782	24'338

Les amortissements ordinaires sont calculés linéairement en fonction de la durée de vie moyenne des équipements, laquelle se situe entre 3 et 10 ans. Les valeurs brutes sont cumulées depuis le 1^{er} janvier 2000. D'éventuelles différences d'évaluations par rapport aux valeurs inscrites dans les bilans des sociétés consolidées influencent le résultat.

15. Autres créances	2013	2012
Annuités hypothécaires	1'112	829
Impôts anticipés	4'953	3'659
Autres	18'347	32'063
Total	24'412	36'551

16. Disponibilités	2013	2012
Avoirs en caisse et comptes postaux*	26	26'727
Avoirs en comptes bancaires	235'283	95'859
Total	235'309	122'586

* Suite à l'adoption de la nouvelle législation sur la Poste et à l'autorisation d'exercer une activité bancaire octroyée à PostFinance, depuis 2013, les avoirs en comptes postaux sont classifiés comme avoirs en comptes bancaires.

17. Comptes de régularisation20132012
--	-----------	-----------

Les comptes de régularisation figurant à l'actif se composent de prorata d'intérêts et de placements liés en attente; quant aux comptes de régularisation au passif, ils sont essentiellement formés de primes payées d'avance et de prestations à payer	.....94'997	.....253'137
	.....317'434	.....416'904

18. Provisions techniques d'assurances	Brutes	Réassurances cédées	2013 nettes	2012 nettes
• pour report de primes	135'273	4'779	130'494	158'952
• mathématiques	3'097'209	10'082	3'087'127	2'971'582
• pour sinistres et prestations à régler	1'714'136	97'793	1'616'344	1'623'039
• pour participations aux excédents	88'335	0	88'335	83'170
• autres provisions techniques	66'786	0	66'786	63'732
Total	5'101'740	112'654	4'989'086	4'900'475

19. Provisions financières	Provisions pour impôts courants	Provisions pour impôts différés	Provisions pour coûts de restruc- turation*	Autres provisions	Total
Valeur comptable au 1^{er} janvier 2012	12'271	49'080	1'632	100	63'083
Utilisation	-12'271	0	-836	0	-13'107
Dissolution	0	0	-394	-50	-444
Constitution	15'414	13'385	0	0	28'799
Valeur comptable au 31 décembre 2012	15'414	62'464	402	50	78'330
Utilisation	-15'414	0	-261	0	-15'675
Dissolution	0	0	0	-50	-50
Constitution	10'065	22'294	0	0	32'359
Valeur comptable au 31 décembre 2013	10'065	84'758	141	0	94'965

* Ces provisions sont destinées à couvrir les coûts résultant d'adaptations structurelles.

20. Provisions pour impôts différés .....	.....2013	.....2012
Les impôts différés résultant des réévaluations opérées dans les comptes consolidés sont calculés au taux moyen de 21% en 2013, taux identique en 2012.	.....84'758	.....62'464

VIII - Autres informations

Engagements conditionnels	2013	2012
a) Engagements Private Equity	32'589	17'955
b) Achats d'options call à terme	2'640	330
c) Souscriptions d'emprunts obligataires à terme	890	0
d) Prêts hypothécaires non libérés	15'844	15'571
e) Engagements divers	25	25

Instruments financiers dérivés ouverts à la fin de l'exercice	Type d'opérations	Valeurs nettes de remplacement			
		Actif 2013	Passif 2013	Actif 2012	Passif 2012
Devises					
• ventes à terme - EUR	Couverture	0	-1'042	183	0
• ventes à terme - USD	Couverture	196	-2'387	5'790	-4'793
• ventes à terme - AUD	Couverture	0	-613	2'442	0
• ventes à terme - CAD	Couverture	0	-191	3'484	0
• ventes à terme - DKK	Couverture	0	-103	0	-9
• ventes à terme - GBP	Couverture	0	-1'660	803	0
• ventes à terme - JPY	Couverture	624	0	1'087	0
• ventes à terme - NOK	Couverture	0	-591	91	0
• ventes à terme - NZD	Couverture	0	-33	499	0
• ventes à terme - SEK	Couverture	0	-1'151	0	-82

Le montant porté à l'actif représente la perte comptable maximale possible que notre Groupe subirait, à la date du bilan, en cas de défaillance de la contrepartie. Le montant porté au passif correspond à la perte qui serait subie par la contrepartie en cas de défaillance de notre Groupe.

Swaps sur taux d'intérêt	Valeur nominale		Type d'opérations	Valeur de remplacement		Valeur portée au bilan	
	2013	2012		2013	2012	2013	2012
Receive	200'000	300'000	Couverture	200'023	315'046	0	0
Pay	-200'000	-300'000	Couverture	-199'185	-303'226	0	0

	.....2013	.....2012
Valeurs d'assurance incendie des immobilisations corporelles		
• Immeubles .....	.....949'651	.....926'406
• Autres immobilisations corporelles (mobilier, machines, installations informatiques) ..	.....57'442	.....57'442
Valeurs admises en représentation de la fortune liée de la compagnie non-vie pour garantir les engagements vis-à-vis des assurés .....	.....2'773'397	.....2'509'930
Valeurs admises en représentation de la fortune liée de la compagnie vie pour garantir les engagements vis-à-vis des assurés .....	.....3'774'177	.....3'671'295
Produits des placements		
Ils incluent le revenu net des immeubles, soit		
• produits bruts .....	.....63'477	.....57'730
• charges .....	.....-19'276	.....-19'052
• revenus nets.....	.....44'201	.....38'678

Informations sur les rémunérations, prêts et autres crédits octroyés directement ou indirectement aux membres du conseil d'administration, de la direction et du comité d'investissement ainsi qu'à leurs proches.

Etablis conformément aux dispositions de l'art. 663b^{bis} du Code des obligations, ces renseignements figurent dans l'annexe aux comptes annuels de Vaudoise Assurances Holding SA (pages 87 à 89).

Evénements postérieurs à la date de clôture des comptes

Aucun événement significatif n'est intervenu entre la date du bilan et celle de l'approbation des comptes consolidés par le conseil d'administration, soit le 18 mars 2014.

Evaluation des risques

Un rapport détaillé sur les risques principaux des entreprises du Groupe et sur leur évolution a été établi à l'intention de la direction et du conseil d'administration. Il a été approuvé par ledit conseil en date du 18 mars 2014. Ces instances sont aussi informées dès l'identification d'un nouveau risque majeur pouvant affecter le patrimoine du Groupe.

Un cadre approprié de gestion des risques est en place dans le Groupe Vaudoise Assurances et un soutien est apporté aux départements dans l'identification et l'évaluation des risques majeurs. Ces derniers se répartissent dans les catégories suivantes: risques d'assurances, risques financiers, risques opérationnels, risques stratégiques et globaux.

Le contrôle de la cohérence entre les limites d'acceptation des risques d'assurances et financiers avec la propension aux risques du Groupe est ainsi assuré. Cela permet d'optimiser le couple rendement/risque et par là même l'assise financière du Groupe.

Rapport du réviseur des comptes consolidés

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale des actionnaires de VAUDOISE ASSURANCES HOLDING SA, Lausanne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de VAUDOISE ASSURANCES HOLDING SA, comprenant le bilan, le compte de profits et pertes, le tableau de financement, le tableau des capitaux propres et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 (pages 52 à 73).

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes consolidés, conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en oeuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte, le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, en conformité avec les Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

KPMG SA

Hieronymus T. Dormann
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Stéphane Gard
Expert-réviseur agréé

Lausanne, le 18 mars 2014



Vaudoise Assistance intervient 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Nous sommes présents dans le monde entier avec Europ Assistance, leader mondial de la branche. Une panne sur le chemin des vacances? Dépannage, remorquage du véhicule, envoi des pièces détachées, hébergement éventuel, moyen de transport pour continuer le voyage, retour au domicile, nous sommes aux côtés de nos clients quoi qu'il arrive.



21.07.2013

16:28

Vincent, Rosa,
Julien et Noemie
en route pour
le sud.

21.07.2013

17:09

Vers Rosignano



21.07.2013

17:33

«Nous avons un
sérieux problème
au moteur.»



La Vaudoise organise le rapatriement de notre véhicule et, pour nous, une voiture de remplacement. Notre séjour peut enfin commencer...



...Heureusement
qu'il y a la Vaudoise –
nous n'aurions pas eu
de si belles vacances
sans elle...

22.07.2013

15:53

Arrivée à bon port.



26.07.2013

12:18

Retour à la maison
pour tout le monde.

Vaudoise Assurances Holding SA

Compte de profits et pertes

au 31 décembre 2013 (en milliers de CHF)

	2013	2012
Produits		
Produits des participations et autres titres détenus à long terme	37'960	65'636
Revenus d'autres placements financiers	3'528	3'032
Bénéfices de cours et corrections de valeur	50	75
Autres produits financiers	133	70
Total	41'671	68'812
Charges		
Frais d'administration	3'578	1'937
Frais financiers	922	1'114
Pertes de cours et corrections de valeur	0	152
Dissolution de la provision pour risques de participations et autres titres détenus à long terme	-50	-50
Autres charges financières	0	120
Total	4'450	3'273
Résultat		
Résultat avant impôts	37'222	65'538
Impôts	-612	-460
Bénéfice de l'exercice	36'609	65'078

Considérations générales

Vaudoise Assurances Holding a modifié en 2012 son principe de reconnaissance des produits de ses participations. Depuis lors, les dividendes des filiales comptabilisés par Vaudoise Assurances Holding correspondent aux dividendes versés au même moment par les sociétés filles, sur la base de leur résultat de l'exercice. Vaudoise Assurances Holding a donc reconnu sur l'exercice 2013 les dividendes 2013 acceptés par les assemblées générales respectives de ses sociétés filles. L'exercice 2012 avait pour sa part enregistré les dividendes des années 2011 et 2012.

Vaudoise Assurances Holding réalise en 2013 un bénéfice en diminution à CHF 36'609'240.– contre CHF 65'078'248.– un an auparavant. Cette évolution résulte principalement du changement du principe comptable de reconnaissance des produits des participations intervenu en 2012.

Produits des participations et autres titres détenus à long terme

Ils sont principalement formés des dividendes provenant de Vaudoise Générale (CHF 35'000'000.–), d'Orion (CHF 1'540'000.–) et des divers titres détenus à long terme (CHF 1'419'806.–). Pour l'exercice 2012, les dividendes provenaient de Vaudoise Générale (CHF 60'000'000.–), Valorlife (CHF 4'750'000.–) et des divers titres détenus à long terme (CHF 885'708.–). Cette année, Vaudoise Vie et Valorlife n'ont pas versé de dividende, privilégiant le renforcement de leurs fonds propres.

Revenus d'autres placements financiers

Ce poste inclut les intérêts de CHF 1'621'179.– perçus sur le prêt subordonné de CHF 90'000'000.– accordé à Vaudoise Vie et de CHF 1'903'759.– sur un prêt de CHF 72'000'000.–, en augmentation de CHF 17'000'000.– sur l'exercice, accordé à Vaudoise Générale. Il s'y ajoute CHF 3'318.– d'intérêts bancaires.

Frais d'administration

Les coûts liés aux activités administratives et de contrôle sont passés de CHF 1'936'890.– à CHF 3'577'736.–. Cette variation découle principalement de l'augmentation de prestations externes, notamment en relation avec les activités de contrôle et de conseil.

Frais financiers

Issue du prêt de CHF 32'000'000.– contracté auprès de Mutuelle Vaudoise, Société Coopérative, la charge d'intérêts s'élève à CHF 733'290.–. Quant aux autres frais financiers, ils se montent à CHF 188'226.–.

Impôts

La charge de CHF 612'304.– résulte pour l'essentiel de l'imposition du capital propre de la société, laquelle bénéficie des allègements fiscaux accordés aux sociétés de participations.

Résultat de l'exercice

Le bénéfice de l'exercice est de CHF 36'609'240.– contre CHF 65'078'248.– un an auparavant. Il sera proposé à l'assemblée générale d'attribuer CHF 30'000'000.– à la réserve spéciale, de distribuer un dividende de CHF 0,20 par action nominative A et de CHF 11.– par action nominative B. Pour plus de détails, voir en page 90.

Bilan au 31 décembre 2013

avant répartition du bénéfice (en milliers de CHF)

	2013	2012
Actif		
Placements de capitaux		
Participations	188'478	188'478
Autres titres détenus à long terme	14'185	9'183
Prêts subordonnés à des sociétés du Groupe	90'000	90'000
	292'663	287'661
Créances à long terme		
Envers des sociétés du Groupe	72'000	55'000
Créances à court terme		
Envers des sociétés du Groupe	1'677	1'706
Autres	251	40
	1'928	1'746
Disponibilités		
Avoirs en comptes bancaires et postaux	3'307	310
Comptes de régularisation		
Prorata d'intérêts	129	111
Dividendes à encaisser des sociétés du Groupe	35'000	34'320
Total de l'actif	405'028	379'147
Passif		
Capitaux propres		
Capital-actions	75'000	75'000
Réserve générale	43'752	43'752
Réserve spéciale	203'000	153'000
Réserve pour propres actions	6'248	6'248
Bénéfice au bilan		
- solde reporté de l'exercice précédent	7'067	3'989
- bénéfice de l'exercice	36'609	65'078
	371'676	347'067
Provisions		
Provision pour impôts courants	221	104
Provision pour risques de participations et autres titres détenus à long terme	0	50
	221	154
Dettes à long terme		
Envers des sociétés du Groupe	32'000	31'000
	32'000	31'000
Dettes à court terme		
Envers des sociétés du Groupe	113	180
Autres	70	83
	183	263
Comptes de régularisation	947	664
Total du passif	405'028	379'147

Actif

Placements de capitaux

Les participations n'enregistrent aucun mouvement sur l'exercice 2013. Les autres titres détenus à long terme sont eux en augmentation de CHF 5'002'094.–.

Créances à long terme

Un prêt d'une durée indéterminée de CHF 72'000'000.–, en augmentation de 17'000'000.– sur l'exercice, a été accordé à Vaudoise Générale depuis l'exercice 2011.

Créances à court terme

Le règlement des comptes courants intercompagnies est intervenu au début 2014.

Disponibilités

Il s'agit d'avoirs bancaires et postaux totalisant CHF 3'307'104.–.

Comptes de régularisation

Cette position inclut les dividendes 2013 à encaisser des sociétés du Groupe, ainsi que les intérêts courus sur le prêt subordonné accordé à Vaudoise Vie.

Passif

Capitaux propres

Les capitaux propres totalisent CHF 371'676'424.– contre CHF 347'067'184.–, soit une progression de 7,1% par rapport à l'exercice précédent. Le capital-actions de CHF 75 millions est inchangé; il est formé de 10 millions d'actions nominatives A d'une valeur nominale de CHF 5.– et de 1 million d'actions nominatives B d'une valeur nominale de CHF 25.–. La réserve pour actions propres n'a pas subi de changement; elle concerne 56'725 actions Vaudoise Assurances Holding SA détenues par Vaudoise Générale.

Dettes à long terme

Elles se composent des emprunts contractés auprès de Mutuelle Vaudoise de CHF 5'000'000.– en 2006 pour une durée de 10 ans au taux de 4,0%, de CHF 10'000'000.– contracté en 2012 pour une durée de 5 ans au taux de 1,6%, de deux nouveaux emprunts contractés sur l'exercice, un de CHF 5'000'000.– pour une durée de 3 ans au taux de 1,0% et un de CHF 12'000'000.– au taux de 1,7% pour une durée de 7 ans.

Dettes à court terme

Il s'agit du compte courant en faveur de Mutuelle Vaudoise (CHF 112'975.–) et des dividendes dus à des actionnaires non identifiés (CHF 70'035.–).

Comptes de régularisation

Le solde de CHF 947'214.– est constitué de passifs transitoires couvrant divers frais généraux à payer, ainsi que d'un intérêt couru sur le prêt de CHF 10'000'000.– octroyé par Mutuelle Vaudoise.

	2013	2012
Participations en CHF .....	.....	.....
Vaudoise Générale	65'000'000	65'000'000
Vaudoise Vie	100'000'000	100'000'000
Valorlife	23'118'000	23'118'000
Brokervalor	250'000	250'000
Orion Assurance de protection juridique	110'000	110'000
Total	188'478'000	188'478'000

Annexe aux comptes annuels (en milliers de CHF)

	2013	2012
1. Garanties et engagements divers		
• Valorlife, Compagnie d'Assurances sur la vie, Part du capital non libéré		
Société anonyme, Vaduz (FL) (50% de CHF 8 mio)	4'000	4'000

	2013		2012	
	Part détenue %	Capital-actions	Part détenue %	Capital-actions
2. Participations				
• Vaudoise Générale, Compagnie d'Assurances SA, Lausanne.....	100	60'000	100	60'000
• Vaudoise Vie, Compagnie d'Assurances SA, Lausanne.....	100	100'000	100	100'000
• Valorlife, Compagnie d'Assurances sur la vie, Société anonyme, Vaduz.....	100	24'000	100	24'000
Capital libéré.....		20'000		20'000
• Brokervalor SA, Société de courtage et de conseil en assurances, Lausanne.....	100	250	100	250
• Orion Assurance de Protection Juridique SA, Bâle.....	22	3'000	22	3'000

	2013	2012
3. Actionnaire important		
Mutuelle Vaudoise, Société Coopérative, Part du capital	67,6%	67,6%
Lausanne Part des voix	91,2%	91,2%

4. Actions propres

Depuis le 31 décembre 2009 Vaudoise Générale, Compagnie d'Assurances SA, Lausanne, détient encore 56'725 actions nominatives B de Vaudoise Assurances Holding SA au prix de CHF 6'248'175.-. Une réserve pour propres actions d'un montant équivalent figure dans les comptes de la maison mère conformément aux dispositions légales.

5. Informations sur les rémunérations, les prêts et autres crédits octroyés directement ou indirectement aux membres du conseil d'administration, de la direction et du comité d'investissement, ainsi qu'à leurs proches (chiffres en CHF)

	2013			2012		
	Indemnités fixes	Contributions AVS	Total	Indemnités fixes	Contributions AVS	Total
5.1 Indemnités versées en 2013 aux membres non exécutifs du conseil d'administration et du comité d'investissement						
Conseil d'administration						
Paul André Sanglard, président	381'331	*85'945	467'276	242'329	*56'712	299'041
Chantal Balet Emery, vice-présidente	181'880	11'998	193'878	143'356	8'942	152'298
Pierre Stephan, vice-président	0	0	0	58'487	2'682	61'169
Javier Fernandez-Cid, membre	100'000	0	100'000	56'000	0	56'000
Etienne Jornod, membre	107'333	7'404	114'737	59'733	3'769	63'502
Peter Kofmel, membre	144'484	9'577	154'061	105'600	6'664	112'264
Rolf Mehr, membre	0	0	0	171'171	8'772	179'943
Jean-Philippe Rochat, membre	144'484	9'577	154'061	103'466	6'529	109'995
Jean-Pierre Steiner, membre	119'315	*11'888	131'203	93'304	*13'416	93'304
Total	1'178'827	136'388	1'315'215	1'033'446	107'486	1'140'932
*) montant englobant une contribution à un plan de retraite						
Conseil consultatif (comité d'investissement)						
Eric Breval, membre externe	20'000	0	20'000	6'000	0	6'000
René Sieber, membre externe	21'334	1'346	22'680	4'267	269	4'536
Daniel Caflisch, membre externe	0	0	0	10'000	0	10'000
Adrian Künzi, membre externe	0	0	0	5'000	0	5'000
Total	41'334	1'346	42'680	25'267	269	25'536

Aucune autre indemnité que celles mentionnées sous point 5.1. n'a été versée aux membres du conseil d'administration et du comité d'investissement, à d'anciens membres ou à des proches.

5.2. Prêts accordés à des membres du conseil d'administration ou du conseil consultatif

Aucun prêt n'a été accordé à des membres de ces conseils. Par ailleurs, aucun prêt n'a été alloué à d'anciens membres ou à des proches qui ne soit pas conforme à la pratique du marché.

Annexe aux comptes annuels (en milliers de CHF)

5.3 Actions Vaudoise Assurances Holding SA détenues par des membres non exécutifs du conseil d'administration et par leurs proches au 31 décembre

Paul André Sanglard, président	120	120
Chantal Balet Emery, vice-présidente	120	120
Javier Fernandez-Cid, membre	100	100
Etienne Jornod, membre	100	100
Peter Kofmel, membre	100	100
Jean-Philippe Rochat, membre	100	100
Jean-Pierre Steiner, membre	250	250
Total	890	890

.....2013	.....2012
Nombre	Nombre
.....120	.....120
.....120	.....120
.....100	.....100
.....100	.....100
.....100	.....100
.....100	.....100
.....250	.....250
.....890	.....890

Aucune action n'est détenue par des membres externes du comité d'investissement.

5.4 Montant global des rémunérations accordées en 2013 aux membres de la direction

Rémunérations fixes	2'495'837	2'635'664
Participations au résultat d'exploitation	1'589'251	945'059
Total	4'085'088	3'580'723

.....2013	.....2012
.....2'495'837	.....2'635'664
.....1'589'251	.....945'059
.....4'085'088	.....3'580'723

Contributions patronales aux régimes de retraite	936'272	887'319
--	---------	---------

.....936'272887'319
--------------	--------------

Montant global des rémunérations accordées aux anciens membres de la direction

Rémunérations fixes	101'500	31'243
Participations au résultat d'exploitation	143'676	56'000
Total	245'176	87'243

.....2013	.....2012
.....101'500	.....31'243
.....143'676	.....56'000
.....245'176	.....87'243

Contributions patronales aux régimes de retraite	84'891	54'496
--	--------	--------

.....84'89154'496
-------------	-------------

5.5 Rémunération la plus élevée accordée à un membre de la direction

M. Philippe Hebeisen, CEO, a perçu les indemnités suivantes :

Rémunérations fixes	476'146	467'490
Participations au résultat d'exploitation	425'159	253'097
Total	901'305	720'587

.....2013	.....2012
.....476'146	.....467'490
.....425'159	.....253'097
.....901'305	.....720'587

Contributions patronales aux régimes de retraite	200'960	187'560
--	---------	---------

.....200'960187'560
--------------	--------------

5.6. Prêts consentis à des membres de la direction ou à leurs proches

Le montant total des prêts accordés par des sociétés du Groupe à des membres de la direction s'élève à CHF 2'329'700.– (CHF 2'339'000.– en 2012). Aucun prêt n'a été accordé à d'anciens membres ou à des proches qui ne soit pas conforme à la pratique du marché.

5.7 Actions VAUDOISE ASSURANCES HOLDING SA détenues par des membres de la direction et par leurs proches au 31 décembre

	2013 Nombre	2012 Nombre
Philippe Hebeisen	98	98
Renato Morelli	38	38
Charly Haenni	53	53
Reto Kuhn	100	100
Jean-Daniel Laffely	100	100
Christian Lagger	3	3
Jacques Marmier	3	3
Jean-Michel Waser	23	23
Total	418	418

6. Dividende à recevoir

La société a enregistré dans l'exercice sous revue le dividende à recevoir de CHF 35 millions décidé par l'assemblée générale du 18 mars 2014 de Vaudoise Générale, Compagnie d'Assurances SA.

7. Groupe TVA

En raison de son intégration dans le groupe TVA Vaudoise Générale, la société est solidairement responsable des éventuelles dettes de TVA présentes et futures du Groupe.

8. Evaluation des risques

Un rapport détaillé sur les risques principaux de l'entreprise et sur leur évolution a été établi à l'intention de la direction et du conseil d'administration. Il a été approuvé par ledit conseil en date du 18 mars 2014. Ces instances sont aussi informées dès l'identification d'un nouveau risque majeur pouvant affecter le patrimoine du Groupe.

Un cadre approprié de gestion des risques est en place dans le Groupe Vaudoise Assurances et un soutien est apporté aux départements dans l'identification et l'évaluation des risques majeurs. Ces derniers se répartissent dans les catégories suivantes: risques d'assurances, risques financiers, risques opérationnels, risques stratégiques et globaux.

Le contrôle de la cohérence entre les limites d'acceptation des risques d'assurances et financiers avec la propension aux risques de Vaudoise Assurances Holding est ainsi assuré. Cela permet d'optimiser le couple rendement/risque et par là même l'assise financière de la société.

Proposition de répartition du bénéfice (en milliers de CHF)

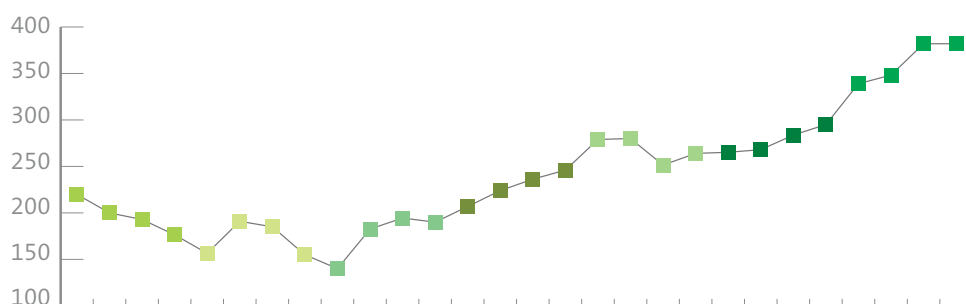
	.....2013
Bénéfice de l'exercice	36'609
Solde ancien reporté.....	7'067
Solde disponible	43'676
Proposition du conseil d'administration	
Attribution à la réserve spéciale	30'000
Dividende	
• CHF 0,20 par action nominative A	2'000
• CHF 11,00 par action nominative B	11'000
Solde à reporter	676
Soit au total	43'676

Statistique boursière (en CHF)

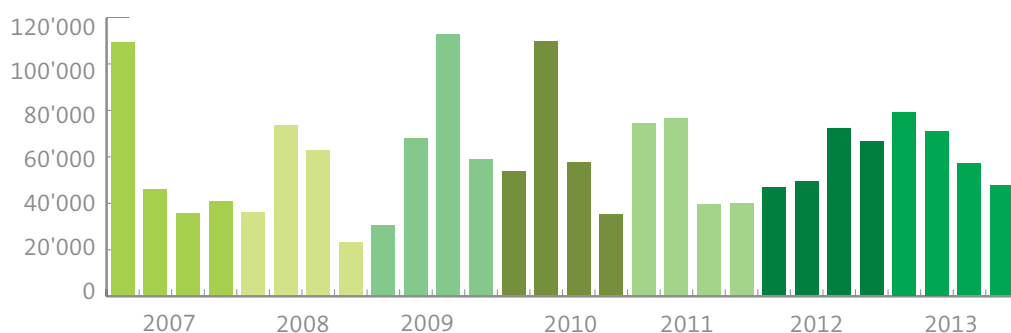
Suite à la division par vingt de la valeur nominale des actions en 2005, tous les chiffres des années précédentes ont été retraités pour faciliter les comparaisons.

Données par action nominative B	Cours		Fonds propres consolidés		Dividende		Rendement
	ancien	nouveau	anciens	nouveaux	ancien	nouveau	en %
31 décembre 1997	3'500	175,00	2'841	142,05	95,00	4,75	2,7
31 décembre 1998	4'000	200,00	3'100	155,00	100,00	5,00	2,5
31 décembre 1999	3'270	163,50	3'780	189,00	100,00	5,00	3,1
31 décembre 2000	3'200	160,00	3'740	187,00	110,00	5,50	3,4
31 décembre 2001	3'000	150,00	2'410	120,50	110,00	5,50	3,7
31 décembre 2002	1'750	87,50	1'864	93,20	0	0	0
31 décembre 2003	1'650	82,50	2'100	105,00	50,00	2,50	3,0
31 décembre 2004	2'004	100,20	2'191	109,55	50,00	2,50	2,5
31 décembre 2005	0	136,20	0	130,15	0	3,00	2,2
31 décembre 2006	0	180,00	0	147,75	0	4,00	2,2
31 décembre 2007	0	176,40	0	176,85	0	5,00	2,8
31 décembre 2008	0	155,00	0	212,90	0	6,00	3,9
31 décembre 2009	0	190,00	0	253,50	0	6,00	3,2
31 décembre 2010	0	246,00	0	298,40	0	7,00	2,8
31 décembre 2011	0	264,00	0	336,05	0	9,00	3,4
31 décembre 2012	0	295,00	0	378,55	0	10,00	3,4
31 décembre 2013	0	382,00	0	431,25	0	11,00	2,9
17 mars 2014	0	390,00	0	0	0	0	0

Observations trimestrielles
Cours de l'action nominative B



Nombre de titres traités



Rapport de l'organe de révision

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale de VAUDOISE ASSURANCES HOLDING SA, Lausanne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de VAUDOISE ASSURANCES HOLDING SA, comprenant le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 (pages 82, 84 et 86 à 89).

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en oeuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance. Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

KPMG SA

Hieronymus T. Dormann
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Stéphane Gard
Expert-réviseur agréé

Lausanne, le 18 mars 2014

Vaudoise Générale

Chiffres clés (en milliers de CHF)

	.....2013	.....2012
Actif		
Disponibilités	88'272	33'002
Placements de capitaux	2'793'087	2'698'625
Prêt subordonné à une société du Groupe	20'000	20'000
Autres immobilisations corporelles	23'779	19'670
Dépôts, créances et comptes de régularisation	68'740	160'291
Total de l'actif	2'993'878	2'931'588
Passif		
Provisions techniques	2'004'196	2'033'287
Provisions financières	159'347	152'748
Dépôts, dettes et comptes de régularisation	350'154	298'746
Capitaux propres	480'180	446'806
Total du passif	2'993'878	2'931'588
Compte de profits et pertes		
Primes acquises pour propre compte	751'820	716'066
Charges d'assurances	-524'654	-509'289
Résultat financier	63'756	75'541
Frais d'administration et d'acquisition	-182'657	-172'778
Impôts	-19'292	-28'371
Bénéfice de l'exercice	88'974	81'169

Développement de la Compagnie depuis sa fondation (en milliers de CHF)

	Année	Primes brutes	Bénéfice/ perte (-) de l'exercice	Placements de capitaux	Provisions techniques	Réserves après répartition du bénéfice	Capital social / actions	Total du bilan
De 1895 à 1988	..... 1895	..... 34	..... 15	.....	.....	..... 2	.....	..... 17
Vaudoise Assurances, Société d'Assurances Mutuelle	..... 1900	..... 264	..... 32	..... 65	..... 45	..... 65	.....	..... 110
	..... 1920	..... 1'438	..... 182	..... 1'229	..... 236	..... 842	.....	..... 1'466
	..... 1940	..... 6'462	..... 693	..... 8'137	..... 4'340	..... 2'525	.....	..... 10'095
	..... 1960	..... 51'920	..... 367	..... 60'885	..... 49'358	..... 5'825	.....	..... 68'732
	..... 1980	..... 264'627	..... 3'139	..... 515'605	..... 464'977	..... 35'600	..... 7'684	..... 606'324
	..... 1988	..... 410'471	..... 4'452	..... 813'798	..... 746'775	..... 54'100	..... 10'568	..... 975'298
Dès 1989	..... 1989	..... 440'274	..... 9'599	..... 845'727	..... 791'333	..... 9'500	..... 60'000	..... 1'030'927
Vaudoise Générale, Compagnie d'Assurances SA	..... 1990	..... 462'312	..... 10'068	..... 893'118	..... 844'843	..... 12'200	..... 60'000	..... 1'092'548
	..... 2000	..... 494'652	..... 20'744	..... 1'512'551	..... 1'264'105	..... 82'527	..... 60'000	..... 1'602'822
	..... 2001	..... 508'285	..... 17'226	..... 1'580'849	..... 1'329'489	..... 86'527	..... 60'000	..... 1'701'542
	..... 2002	..... 523'058	..... -32'398	..... 1'504'162	..... 1'287'311	..... 54'327	..... 60'000	..... 1'632'787
	..... 2003	..... 550'998	..... 12'663	..... 1'575'094	..... 1'370'819	..... 63'327	..... 60'000	..... 1'729'691
	..... 2004	..... 566'670	..... 23'637	..... 1'709'310	..... 1'446'105	..... 80'327	..... 60'000	..... 1'851'620
	..... 2005 ¹⁾ 606'275	..... 24'714	..... 2'021'686	..... 1'758'161	..... 95'500	..... 60'000	..... 2'222'217
	..... 2006	..... 687'387	..... 29'375	..... 2'156'563	..... 1'855'256	..... 114'000	..... 60'000	..... 2'331'385
	..... 2007	..... 694'157	..... 61'035	..... 2'252'689	..... 1'912'708	..... 160'000	..... 60'000	..... 2'396'463
	..... 2008	..... 681'408	..... 111'016	..... 2'288'532	..... 1'896'179	..... 200'000	..... 60'000	..... 2'533'292
	..... 2009	..... 682'003	..... 61'076	..... 2'331'857	..... 1'952'687	..... 240'000	..... 60'000	..... 2'625'846
	..... 2010	..... 689'989	..... 75'236	..... 2'500'207	..... 1'994'714	..... 290'000	..... 60'000	..... 2'769'653
	..... 2011	..... 707'682	..... 69'993	..... 2'660'143	..... 2'008'652	..... 305'000	..... 60'000	..... 2'851'220
	..... 2012	..... 729'054	..... 81'169	..... 2'698'625	..... 2'033'287	..... 330'000	..... 60'000	..... 2'931'588
	..... 2013	..... 759'219	..... 88'974	..... 2'793'087	..... 2'004'196	..... 356'000	..... 60'000	..... 2'993'878

1) Reprise du portefeuille d'assurances de patrimoine de "La Suisse", Société d'assurances contre les accidents.

Vaudoise Vie

Chiffres clés (en milliers de CHF)

	.....2013	.....2012
Actif		
Disponibilités	100'071	33'908
Placements de capitaux	3'430'252	3'422'982
Placements pour le compte et au risque de souscripteurs d'assurances vie	194'518	176'022
Autres immobilisations corporelles.....	204	248
Dépôts, créances et comptes de régularisation	76'701	101'629
Total de l'actif	3'801'746	3'734'789
Passif		
Provisions techniques	2'975'666	2'846'566
Provisions techniques des assurances vie liées à des placements de capitaux.....	197'227	177'612
Provisions financières	87'123	77'239
Emprunts subordonnés auprès des sociétés du Groupe	110'000	110'000
Dépôts, dettes et comptes de régularisation	267'259	367'901
Capitaux propres	164'471	155'471
Total du passif	3'801'746	3'734'789
Compte de profits et pertes		
Primes acquises pour propre compte	261'770	245'339
Charges d'assurances.....	-322'760	-347'143
Résultat financier	115'553	146'186
Frais d'administration et d'acquisition.....	-34'251	-33'706
Attribution au fonds pour participations aux excédents	-7'000	-7'000
Impôts.....	-4'312	-848
Bénéfice de l'exercice	9'000	2'828

Développement de la Compagnie depuis sa fondation (en milliers de CHF)

Année	Primes brutes	Participations des assurés aux excédents	Bénéfice / perte (-) de l'exercice	Placements de capitaux	Provisions techniques	Réserves après répartition du bénéfice	Capital-actions	Total du bilan
.....1961	..... 978	..... 0	..... 0	..... 4'705	..... 828	..... 338	..... 7'000	..... 8'711
.....1970	.. 11'833	..... 869	..... 14	..... 42'631	..... 35'690	..... 295	..... 7'000	..... 49'028
.....1980	.. 75'647	..... 4'539	..... 450	.. 285'071	.. 260'417	..... 2'500	..... 7'000	..... 304'729
.....1990	.. 314'981	.. 25'653	..... 2'091	.. 1'378'216	.. 1'355'458	.. 11'500	..... 7'000	..... 1'527'947
.....2000	.. 710'320	.. 44'545	..... 7'389	.. 5'290'449	.. 5'026'501	.. 33'800	..... 7'000	..... 5'503'733
.....2001	.. 720'328	.. 46'965	..... 5'025	.. 5'542'122	.. 5'257'687	.. 38'800	..... 7'000	..... 5'754'204
.....2002	.. 738'043	.. 32'623	.. -51'517	.. 5'653'310	.. 5'339'418	..... 0	.. 50'000	..... 5'902'680
.....2003	.. 753'856	.. 19'512	..... 9'350	.. 5'700'756	.. 5'324'277	..... 0	.. 100'000	..... 5'987'890
.....2004	.. 810'818	.. 45'309	..... 6'489	.. 5'895'427	.. 5'465'190	..... 3'000	.. 100'000	..... 6'125'044
.....2005 ¹⁾	.. 535'884	.. 25'426	..... 8'222	.. 2'910'088	.. 2'492'524	..... 8'000	.. 100'000	..... 3'004'978
.....2006	.. 238'547	.. 34'694	.. 10'626	.. 2'922'451	.. 2'520'065	.. 15'000	.. 100'000	..... 3'011'765
.....2007	.. 235'747	.. 12'252	..... 7'834	.. 2'858'630	.. 2'475'661	.. 21'000	.. 100'000	..... 2'966'940
.....2008	.. 261'575	.. 16'088	..... 449	.. 2'737'259	.. 2'425'396	.. 21'500	.. 100'000	..... 2'873'083
.....2009	.. 364'576	.. 10'056	..... 7'751	.. 2'890'554	.. 2'604'494	.. 29'500	.. 100'000	..... 3'149'039
.....2010	.. 327'198	.. 11'726	.. 11'102	.. 3'166'779	.. 2'738'306	.. 40'500	.. 100'000	..... 3'337'481
.....2011	.. 283'190	.. 10'278	.. 11'309	.. 3'363'024	.. 2'868'260	.. 51'500	.. 100'000	..... 3'494'469
.....2012	.. 252'378	..... 8'636	..... 2'828	.. 3'599'005	.. 3'024'178	.. 55'000	.. 100'000	..... 3'734'789
..... 2013	.....265'363	.....7'133	.....9'000	.....3'624'770	.....3'172'893	.....64'000	.....100'000	.....3'801'746

1) Cession du portefeuille d'assurances de prévoyance professionnelle à Swiss Life.

	2013	2012
Actif		
Disponibilités	43'659	55'366
Placements en valeurs mobilières	445	2'231
Placements en valeurs immobilières	2'582	3'125
Placements pour le compte et au risque de souscripteurs d'assurances vie	4'319'393	4'621'191
Prêt à terme à une société du Groupe	41'000	52'000
Créances et comptes de régularisation	51'267	188'112
Total de l'actif	4'458'346	4'922'025
Passif		
Provisions techniques	4'335'389	4'645'474
Provisions financières	430	1
Dettes et comptes de régularisation	69'061	225'388
Capitaux propres	46'663	46'684
Bénéfice de l'exercice	6'803	4'478
Total du passif	4'458'346	4'922'025
Compte de profits et pertes		
Résultat technique	21'338	18'785
Frais d'acquisition	-6'388	-8'257
Frais d'administration	-7'563	-6'212
Impôts	-584	162
Bénéfice de l'exercice	6'803	4'478

Commentaires sur l'exercice 2013

Portrait

Fondée en 1998, Valorlife est une compagnie d'assurances sur la vie de droit liechtensteinois. Son capital-actions est détenu à 100% par Vaudoise Assurances Holding SA. Depuis 2009, Valorlife possède une filiale en Irlande.

Au sein du Groupe, Valorlife a pour fonction d'assurer le développement de divers marchés internationaux dans son domaine de compétence: le «Private Insuring». Une clientèle exigeante trouve auprès de Valorlife des produits de bancassurance innovants. Membres respectivement de l'EEE et de l'Union européenne, le Liechtenstein et l'Irlande offrent les conditions idéales pour la vente de produits d'assurances en libre prestation de services (LPS).

Les produits Valorlife sont presque exclusivement des polices d'assurances à primes uniques dont le risque de placement est assumé par le souscripteur. Valorlife offre par ailleurs des produits d'assurances classiques avec garantie de capital, des solutions de rentes, ainsi que des assurances avec couverture de risques en cas de décès.

Valorlife enregistre une forte croissance depuis plusieurs années. Afin que ce succès perdure, plusieurs projets stratégiques ont été menés à bien durant l'année sous revue. Citons notamment un renforcement des effectifs ainsi qu'une nouvelle diversification des marchés de distribution.

Aperçu des comptes de l'exercice

Pendant l'exercice, le ralentissement du volume du chiffre d'affaires – habituellement supérieur à la moyenne – sur le principal marché que constitue l'Italie a entraîné une réduction du nombre de nouveaux contrats. Cette situation prévaut dans toute la branche. Les primes encaissées, pour un montant de CHF 377 millions, répondent donc à nos attentes. Il est particulièrement réjouissant de constater que la plupart de ces primes proviennent de différents marchés de distribution en Europe, contribuant ainsi à une nouvelle diversification du portefeuille.

Eu égard à la volatilité du marché, le total du bilan constitue l'indicateur le plus significatif pour mesurer l'évolution des activités. Suite à la baisse du volume des nouvelles affaires conclues, le total du bilan a peu changé. Il atteint CHF 4,5 milliards.

Le bénéfice de l'exercice 2013 (après impôts), qui s'établit à CHF 6,8 millions, a progressé de 51,9% par rapport à 2012, grâce à la bonne qualité du portefeuille ainsi qu'à une gestion rationnelle des coûts. Ce résultat, plus que satisfaisant, vient prouver la stabilité de Valorlife.

Valorlife reste extrêmement bien positionnée sur le marché international et démontre depuis des années le bien-fondé de la voie empruntée et de la stratégie adoptée. Il y a donc lieu d'être optimiste pour les années à venir.

Mutuelle Vaudoise

Commentaires sur l'exercice 2013

Considérations générales

Mutuelle Vaudoise est une société coopérative avec capital social fondée en 1895 à Lausanne. Elle a cessé d'exercer les activités propres à une société d'assurances en 1989, année de création de Vaudoise Assurances Holding SA. Son activité consiste à gérer des participations mobilières et immobilières et à contrôler Vaudoise Assurances Holding SA dont elle est l'actionnaire majoritaire.

Les sociétaires bénéficient d'une rémunération intéressante sur leurs parts sociales. Ils peuvent participer personnellement à l'assemblée générale et prendre ainsi part aux décisions concernant les sociétés du Groupe Vaudoise Assurances. Peuvent être sociétaires les personnes physiques ou morales domiciliées en Suisse ou au Liechtenstein, titulaires d'un ou de plusieurs contrats d'assurances auprès de Vaudoise Générale ou de Vaudoise Vie et qui souscrivent une part sociale au moins (valeur nominale CHF 100.–).

Le présent rapport annuel fournit aux sociétaires une information détaillée sur les comptes consolidés du Groupe. Les renseignements relatifs aux participations figurent en page 29. Les chiffres clés des filiales Vaudoise Générale, Vaudoise Vie et Valorlife, établie à Vaduz, toutes détenues à 100% par Vaudoise Assurances Holding SA, figurent en pages 94 à 99.

A fin 2013, Mutuelle Vaudoise présente un excédent actif de CHF 1'976'798.– contre CHF 1'596'154.– l'exercice précédent. Quant à son capital social, en légère baisse, il est de CHF 10'300'500.– (CHF 10'496'400.– à fin 2012).

Le conseil d'administration proposera de répartir l'excédent de l'exercice à raison de CHF 6.– par part sociale comme l'année dernière.

Gouvernance d'entreprise

Les renseignements en matière de gouvernance d'entreprise figurent en pages 28 à 45.

Compte de profits et pertes

au 31 décembre 2013 (en milliers de CHF)

	2013	2012
Produits		
Produits de la participation	2'268	1'741
Revenus d'autres placements financiers	763	843
Bénéfices de cours et corrections de valeur	5	0
Total	3'036	2'584
Charges		
Frais d'administration	901	841
Frais financiers	3	3
Total	904	844
Résultat		
Résultat avant impôts	2'132	1'740
Impôts	-155	-144
Excédent de l'exercice	1'977	1'596

Produits

Produits de la participation

Conformément à la décision prise en assemblée générale ordinaire le 7 mai 2013, Vaudoise Assurances Holding SA a versé des dividendes de CHF 0,20 sur les actions nominatives A et de CHF 10.– sur les actions nominatives B, représentant un produit de CHF 2'267'800.–.

Revenus d'autres placements financiers

Ils sont constitués de CHF 733'289.– d'intérêts sur le prêt de CHF 32'000'000.– consenti à Vaudoise Assurances Holding SA et de divers autres produits pour CHF 29'802.–.

Charges

Frais d'administration

Il s'agit des frais liés à la gestion de la société et à la tenue du registre des sociétaires s'élevant à CHF 900'843.– (CHF 840'967.– en 2012).

Impôts

Mutuelle Vaudoise bénéficie des allègements fiscaux accordés aux sociétés de participations. La charge est de CHF 154'922.– (CHF 144'217.– en 2012).

Excédent de l'exercice

Après impôts, il s'élève à CHF 1'976'798.– contre CHF 1'596'154.– un an plus tôt.

Compte tenu du solde reporté de CHF 1'780'733.–, l'assemblée générale disposera de CHF 3'757'531.–.

La proposition de répartition de l'excédent figure en page 105.

Bilan au 31 décembre 2013

avant répartition de l'excédent actif (en milliers de CHF)

Actif	2013	2012
Placements de capitaux à long terme		
Participation Vaudoise Assurances Holding SA	52'849	52'849
Actions et parts sociales	11	7
Obligations et lettres de gage	0	999
Prêt à Vaudoise Assurances Holding SA	32'000	31'000
	84'860	84'855
Créances à court terme		
Obligations et lettres de gage	1'000	0
Avoirs auprès des sociétés du Groupe	113	180
Autres créances	113	168
Disponibilités		
Avoirs en comptes bancaires et postaux	1'424	1'188
Comptes de régularisation	54	54
	2'704	1'591
Total de l'actif	87'564	86'446
Passif		
Capitaux propres		
Capital social	10'301	10'496
Réserve générale	12'000	12'000
Réserve ordinaire	20'500	20'500
Réserve spéciale	40'000	39'000
Excédent actif au bilan:		
• solde reporté de l'exercice précédent	1'781	1'785
• excédent de l'exercice	1'977	1'596
	86'558	85'377
Dettes à court terme		
Dettes envers des sociétés du Groupe	793	711
Autres dettes à court terme	126	260
Comptes de régularisation	86	98
	1'006	1'069
Total du passif	87'564	86'446

Actif

Participation Vaudoise Assurances Holding SA

Les 10 millions d'actions nominatives A sont inscrites au bilan à leur valeur nominale de CHF 5.– à hauteur de CHF 50'000'000.–. Quant aux 26'780 actions nominatives B, elles y figurent pour CHF 2'848'871.–.

Prêt à Vaudoise Assurances Holding SA

Ce prêt de CHF 32'000'000.– porte intérêt au taux moyen de 1,9%.

Disponibilités

Les disponibilités sont constituées des comptes postaux et des comptes courants bancaires; elles s'élèvent à CHF 1'424'105.– contre CHF 1'188'365.– à fin 2012.

Comptes de régularisation

Ils se composent d'intérêts courus pour CHF 54'069.–.

Passif

Capitaux propres

Le total des capitaux propres, y compris le bénéfice au bilan, atteint CHF 86'558'031.–, en progression de 1,4% par rapport à l'exercice précédent.

Dettes envers des sociétés du Groupe

Elles se montent à CHF 793'192.– et correspondent à des frais de gestion facturés en fin d'année par Vaudoise Générale, dont le règlement est intervenu au début 2014.

Autres dettes à court terme

Ce poste de CHF 126'138.– est composé essentiellement de parts sociales à rembourser.

Comptes de régularisation

Il s'agit d'une provision de CHF 86'400.– destinée principalement à couvrir les frais relatifs à la prochaine assemblée générale.

Annexe aux comptes annuels (en milliers de CHF)

1. Participation

Placements de capitaux

	2013	2012
Vaudoise Assurances Holding SA, Lausanne .....capital-actions	75'000	75'000
..... Part détenue	67,6%	67,6%

2. Groupe TVA

En raison de son intégration dans le groupe TVA Vaudoise Générale, la société est solidairement responsable des éventuelles dettes de TVA présentes et futures du Groupe.

3. Evaluation des risques

Pour l'essentiel, l'activité de Mutuelle Vaudoise consiste à contrôler Vaudoise Assurances Holding SA.

Un rapport détaillé sur les risques principaux du Groupe et sur leur évolution a été établi à l'intention de la direction et du conseil d'administration. Il a été approuvé par ledit conseil en date du 18 mars 2014.

Ces instances sont aussi informées dès l'identification d'un nouveau risque majeur pouvant affecter le patrimoine de Mutuelle Vaudoise.

Un cadre approprié de gestion des risques est en place dans le Groupe Vaudoise Assurances et un soutien est apporté aux départements dans l'identification et l'évaluation des risques majeurs. Ces derniers se répartissent dans les catégories suivantes: risques d'assurances, risques financiers, risques opérationnels, risques stratégiques et globaux.

Le contrôle de la cohérence entre les limites d'acceptation des risques d'assurances et financiers avec la propension aux risques du Groupe est ainsi assuré. Il en est de même des risques financiers supportés par Mutuelle Vaudoise en particulier. Cela permet d'optimiser le couple rendement/risque et par là même l'assise financière de la société.

Proposition de répartition de l'excédent actif (en milliers de CHF)

	.....2013
Excédent de l'exercice	1'977
Solde ancien reporté.....	1'781
Solde disponible	3'757
Proposition du conseil d'administration	
Montant mis en réserve pour la participation des sociétaires à l'excédent de l'exercice ¹⁾	650
Attribution à la réserve spéciale	1'000
Solde à reporter	2'107
Total	3'757

1) Ce montant est basé sur la proposition du conseil d'administration d'une répartition de l'excédent d'exercice à raison de CHF 6.- par part sociale.

Rapport de l'organe de révision

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale des associés de MUTUELLE VAUDOISE, Société Coopérative, Lausanne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision nous avons effectué l'audit des comptes annuels de MUTUELLE VAUDOISE, Société Coopérative comprenant le bilan, le compte de profits et pertes et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application des méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à émettre une opinion d'audit sur les comptes annuels. Nous avons réalisé notre audit conformément à la loi suisse et aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Pour évaluer ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre; une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des évaluations effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2013 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance. Conformément à l'art. 728a al. 1 ch. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi de l'excédent actif est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

KPMG SA

Hieronymus T. Dormann
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Stéphane Gard
Expert-réviseur agréé

Lausanne, le 18 mars 2014

Photos:
Pages: 4, 30, 31, 32, 33, 44 et 45 Nicolas Jutzi, Lausanne
Pages: 22 à 27, 46 à 51 et 76 à 81 Patrick Stumm, www.pstumm.com

Conception
CI Programm AG für Corporate Identity, Zürich

Réalisation
Bilatéral SA, Pully

Impression
IRL+, Renens



20